


Alexandre Malafaye

(RE)PRENONS LE POUVOIR!



*Manifeste
pour notre droit à
être bien gouvernés*

synopia

Éditions

**(RE)PRENONS
LE POUVOIR !**

« La première phase d'évolution d'une démocratie triomphante est de détruire les anciennes aristocraties, la seconde, d'en créer de nouvelles. »

Gustave LE BON

« Ne comptez pas trop sur la société pour faire des réformes : réformez-vous vous-même. »

Jules RENARD

AVERTISSEMENT

Albert Einstein disait qu'*il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre*. Ce manifeste n'est donc pas destiné à l'élite politique française. Il est destiné à tous ceux qui estiment ne pas être bien gouvernés et qui pensent qu'il est encore possible de changer les règles du jeu de la vie publique, et de faire émerger un nouveau modèle politique vraiment démocratique et responsable. Il éclairera tous ceux – ouvriers, employés, commerçants, fonctionnaires, artisans, jeunes, étudiants, etc. – qui n'ont qu'une idée partielle et parfois erronée de la réalité de notre appareil politique et de ses innombrables dysfonctionnements, de son incurie, de sa gabegie et de ses pratiques déviantes qui ont mis la France en faillite et menacent désormais notre démocratie.

Depuis près de quarante ans, ceux qui nous gouvernent ont manqué d'audace et refusé de réformer la France pour la moderniser et l'adapter, alors qu'autour de nous, le monde se transforme à très grande vitesse. Ils sont prisonniers d'un système paralysant, à bout de souffle, anachronique. Il est donc urgent que les Français (re)prennent le pouvoir afin d'instaurer leur droit à être bien gouvernés.

L'espoir d'un profond changement de gouvernance n'a rien d'utopique. Il est à la portée des Français, pour peu

qu'ils se décident à agir et à reprendre leur destin en main, trop longtemps abandonné à une classe politique qui n'est plus digne de leur confiance. Le moment n'a jamais été si propice à l'avènement d'un nouveau modèle politique, vraiment démocratique et responsable et qui, surtout, permette de faire émerger un grand projet pour la France, à la hauteur des ambitions de son peuple, de son potentiel économique et des considérables défis du XXI^e siècle.

Il fallait donc tracer les contours et définir les principes de ce nouveau modèle de gouvernance, en partant d'une réalité française et internationale que nous devons regarder en face et assumer, pour en tirer le meilleur et inventer une nouvelle forme de prospérité.

Telle est l'ambition de ce manifeste.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
I. L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME POLITIQUE.	19
II. LA FRANCE EN GRAND DANGER	63
III. LA DÉMOCRATIE EN QUESTION	83
IV. ESQUISSES ET PRINCIPES DE NOTRE DROIT À ÊTRE BIEN GOUVERNÉS.	107
CONCLUSION	141

INTRODUCTION

En 1985, l'année de mes 18 ans, j'avais déjà l'impression, l'intuition que notre système politique ne fonctionnait plus. Pire. Que les mêmes causes, à savoir les défauts du modèle démocratique associés aux dérives des pratiques constitutionnelles, produiraient sans cesse les mêmes effets, faisant de la sphère politique le maillon faible de la chaîne *État – économie – société – citoyen*. Cette défaillance grave et durable du maillon pourtant essentiel à la bonne gouvernance d'un pays a engagé la France sur une pente fatale, avec toutes les affres qui accompagnent le déclin d'une nation, à commencer par l'explosion des inégalités et l'accentuation des lignes de fractures entre l'ensemble des citoyens et des acteurs de la société. Les jeux de pouvoir passionnent les politiciens mais ils détruisent la France et divisent les Français. Simultanément, l'âme de la France a cessé de se transmettre et il n'y a plus de fierté collective.

Certes, avec un peu de recul, nous pouvons admettre qu'il y a de belles photos de notre pays depuis quarante ans ; mais, dans l'ensemble, le film est très mauvais ! Notre démocratie – « le gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple » selon la Constitution – a généré une effrayante accumulation de déviances, de fraudes et d'abus à tous les niveaux, y compris aux plus hauts, notamment

au sein de l'État, de l'administration et des partis politiques otages de leurs mensonges et des ambitions personnelles de leurs chefs. Pour la très grande majorité des Français, l'ascenseur social fonctionne presque exclusivement dans le sens de la descente et chacun s'accroche à ses avantages, s'il en a, pour éviter d'y être précipité.

Le résultat est là, sous nos yeux, cruel et sans appel.

La France est l'ombre de ce qu'elle était, percluse, doutant de tout, plus divisée que jamais par les innombrables baronnies du corporatisme et engluée dans d'incessantes contradictions qui font le lit des populistes et expliquent le succès de ces derniers aux élections européennes de 2014 ; elle est aussi en voie de marginalisation sur la scène internationale.

Sauf surprise, la France, qui est encore la cinquième économie mondiale, se classe seulement au dix-neuvième rang quand il s'agit du PIB¹ par habitant ; ce qui, en 2013, avec 27 640 €, nous place, en termes de niveau de vie, derrière les Anglais, les Irlandais, les Belges, les Hollandais, les Danois ou les Finlandais et juste devant les Italiens et les Espagnols qui sont en passe de nous rattraper. Loin devant les États-Unis, à 40 000 € par habitant.

Par ailleurs, la France sortira du G8 en 2030 et, de ce fait, ne participera plus aux grandes décisions internationales et ne pourra plus défendre ses intérêts ni faire valoir ses idées et ses valeurs.

Rien n'y fait. Aucune politique de droite ou de gauche n'a réussi à inverser cette tendance amorcée dans les années

1. Produit intérieur brut, ou chiffre d'affaires de l'économie française.

1980. Notre modèle social se fissure, notre économie est en panne, l'absence de vraies réformes structurelles accentue les écarts de compétitivité avec nos principaux partenaires commerciaux et condamne les prochaines générations à payer les coupables incuries du passé ; nos valeurs sont battues en brèche, voire contestées ; le désamour entre les Français et une classe politique hors-sol est devenu flagrant. À raison, les Français se sentent dépossédés et utilisés. Signes de ces temps sombres, les Restos du Cœur n'ont jamais si bien fonctionné, le chauffage, ce grand progrès des Trente Glorieuses, devient un luxe et nombre de Français sont si mal logés qu'il a fallu inventer un droit au logement opposable (2008) !

Quant au futur, il rime d'abord avec chômage, précarisation, fermeture d'usines, réduction d'effectifs, impôts en hausse, insécurité, instabilité juridique et fiscale, prestations sociales et pouvoir d'achat en baisse, services publics remis en cause, sans parler des nuages noirs du changement climatique. De fait, le moral des Français est au plus bas, au niveau de celui des Irakiens ou des Afghans². Rien d'anormal quand le sentiment dominant est d'avoir davantage de passé que d'avenir.

Il est tout de même fascinant que depuis le général de Gaulle, alors même que la France avait tant d'atouts en main, aucun chef politique n'ait été capable de proposer un nouveau grand projet pour notre pays. Nous finissons de surfer sur les vagues du TGV, de l'aérospatiale et de l'ère nucléaire. Et ensuite ? C'est plus flou que jamais. Dans certains cas, nous avons même préféré nous saborder ou nous tirer une balle dans le pied.

2. Enquête BVA - Voice of the People.

Dès lors, il n'est pas difficile d'expliquer l'état du secteur industriel français et, par voie de conséquence, l'inquiétude et l'irascibilité collective des Français. Absence de vision et d'ambitions partagées. Aucune stratégie, aucun cap pour la France. Des institutions qui paralysent l'action politique et ne font pas de la responsabilité et de la compétence les pierres angulaires de la gouvernance d'État. Voilà bien ce qui caractérise notre vie publique.

Pourtant, avec un taux de 57 % de prélèvements du PIB (dont 33 % sont consacrés aux dépenses sociales, ce qui nous place en première position), l'État français est le deuxième plus dépensier au monde, derrière le Danemark. Pour bien comprendre ces pourcentages, il faut préciser qu'en 2013, les dépenses publiques ont atteint 1 180 milliards d'euros, soit 45 000 € par foyer ou encore 18 000 € par habitant ! Quant au seul gouvernement, il coûte près de 6 000 € par an à chaque Français. Devant de tels chiffres, on comprend mieux la multiplication des impôts et des charges. Par comparaison, si notre niveau de dépenses publiques se situait au niveau de la moyenne des pays de l'OCDE, la France économiserait 200 milliards d'euros chaque année. Nos concitoyens auraient donc pu aspirer à un meilleur résultat. D'autant qu'avec 90 emplois publics pour 1 000 habitants (un actif sur cinq est fonctionnaire, loin devant les Allemands qui en comptent 50 pour 1 000 habitants), personne ne peut sérieusement soutenir que notre pays ne consacre pas assez de moyens à l'administration qui le régit. Il en va de même lorsqu'il s'agit de légiférer ou de réglementer l'économie et la vie des Français : nous vivons sous la protection d'un enchevêtrement juridique, véritable carcan qui ne cesse

de grossir, fait de plus de 11 000 lois, 120 000 décrets et 400 000 normes. Sans oublier le fameux principe de précaution qui, s'il avait existé au temps de Parmentier, nous aurait privés de la pomme de terre ou aurait sûrement compromis la fabrication de la bière. Grâce à lui, nous n'osons plus rien. Ce tableau serait incomplet si nous ne mentionnions pas les 618 000 élus français, qui, à eux seuls, représentent 40 % de la totalité des élus des 28 pays de l'Union européenne. Un chiffre incroyable qui, pour ceux qui sont bien installés dans le système, témoignerait de la vitalité de notre démocratie...

Les faits sont là, têtus, et ce, quelles que soient les techniques d'enfumage employées pour minimiser la responsabilité et la culpabilité du système et de la classe politique qu'il a fait naître, droite et gauche réunies : la France va très mal. Près de 9 millions de pauvres³ (plus 6 % sur la période 2009-2011), 5 millions de chômeurs et de travailleurs pauvres, 2,2 millions de foyers bénéficiaires du RSA et ce n'est pas fini, un jeune de moins de 25 ans sur quatre et quatre personnes de plus de 55 ans sur dix sans travail, des inégalités qui ne cessent de se creuser, opposant chaque jour davantage les Français les uns aux autres, une économie en panne, une industrie en déroute, un déficit extérieur qui se creuse encore, des comptes publics catastrophiques (la barre du deuxième millier de milliards d'euros de dettes sera franchie en 2014), une dette publique qui a depuis longtemps dépassé la cote d'alerte et nous coûte désormais 50 milliards d'euros par an rien qu'en

3. Ou, plutôt, 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté qui est aujourd'hui de 977 € par mois selon l'INSEE. Ce chiffre n'est cependant qu'un indicateur statistique, le même pour tous les pays d'Europe, qui ne repose sur aucune analyse.

intérêts (soit 2 000 € par foyer), que nous sommes obligés d'emprunter pour payer. Les investisseurs étrangers évitent désormais la France (chute de 75 % des investissements étrangers en 2013). La performance globale de l'Éducation nationale diminue selon l'enquête annuelle PISA (2012). Bref, il est difficile de ne pas trouver un clignotant qui ne soit pas au rouge vif. Plus terrible encore, les hommes, les valeurs et les mots n'ont jamais été si opposés.

C'est un drame considérable, un gâchis impardonnable. Et si nous ne changeons rien, nous continuerons à nous enfoncer et à nous appauvrir collectivement, à tous les niveaux. Jusqu'à la prochaine crise qui torpillera définitivement la France. Car nous devons en être conscients : notre pays ne dispose plus d'aucune marge de manœuvre pour supporter une nouvelle grande crise ou une catastrophe d'ampleur mondiale qui provoquerait un ralentissement long et sévère de l'économie.

Si « gouverner, c'est prévoir », selon Émile de Girardin, alors plus personne ne gouverne la France.

Autre grand sujet de préoccupation, le reste du monde ne nous attend plus. À une époque pas si lointaine, lorsque le roi éternuait, les colonies s'enrhumaient et, lorsque Charles de Gaulle haussait le ton, on l'écoutait bien au-delà de nos frontières. Mais aujourd'hui, l'agonie du patient français se déroule dans l'indifférence mondiale la plus totale et ses rôles médiatisés ne changent rien à l'affaire. À ceci près que les charognards sont déjà à l'attaque, le pillage de la France a commencé et nous n'avons à ce jour aucun moyen de nous y opposer.

Il est exact de dire qu'en trente ans, le monde s'est transformé de façon inouïe. Mais nos gouvernants l'ignorent. Ils ont refusé d'adapter la France aux réalités du monde qui l'entoure et conduisent les affaires du pays sans tenir compte des bouleversements passés et en cours et surtout, sans préparer l'avenir. Tous ces gens brillants qui n'éclairent plus rien.

La France représente moins de 1 % de l'humanité et l'Union européenne à peine 7 %. Des chiffres qui vont encore se réduire jusqu'en 2050, la palme de la vitalité démographique revenant à l'Afrique, qui va passer de 1 à 2 milliards d'habitants d'ici 2050, et à l'Asie, qui compte déjà... 4,3 milliards d'habitants. Il y a 1 Français pour 20 Chinois ou encore 1 pour 72 Asiatiques.

Nous pourrions ajouter bien d'autres indicateurs inquiétants, ils sont pléthore, mais à elle seule, l'évolution de la démographie mondiale suffit à mesurer l'ampleur du défi et des périls qui nous attendent au XXI^e siècle.

N'oubliez jamais l'ensemble de ces données en lisant ces lignes. Et posez-vous cette question en écoutant nos hommes politiques préférés : lequel vous donne le sentiment d'être vraiment mobilisé par ces grands enjeux ? Ne vous fatiguez pas, il n'y en a aucun. C'est consternant et prouve que notre système politique doit faire l'objet d'une profonde réforme. Il nous appartient donc de faire naître un nouveau droit, le seul qui sauvera la démocratie française du désastre annoncé : notre droit à être bien gouvernés. Un droit qui, une fois n'est pas coutume, contraindra les gouvernants – et non les gouvernés – à mieux gérer les affaires du pays et à davantage privilégier

l'intérêt général, le long terme au lieu des seuls intérêts partisans et des échéances électorales à venir. Nous le méritons, la France aussi.

Il n'y a pas de plus noble métier que de représenter et de servir son pays. C'est cette vertu que nous devons (re)trouver. Le droit à être bien gouverné contribuera à rénover la vie publique par l'instauration de nouvelles « règles du jeu ». Ainsi dotée d'un modèle institutionnel moderne et servie par une classe politique responsabilisée et renouvelée, la France parviendra à conserver sa place et son rang dans le monde, pour qu'elle ne cesse d'être un phare et une fierté pour son peuple. C'est à cette condition que nous redonnerons un espoir et une perspective aux Français. C'est sur ce chemin devenu plus vertueux que nous réglerons un à un les problèmes accumulés depuis quarante ans et que nous relancerons, en l'expliquant à tous les Français, l'indispensable moteur d'une économie qui n'oubliera rien de ses obligations solidaires. Dès lors, ensemble, en regardant au-delà du présent, nous apprendrons à concilier et à réconcilier les principes, les règles et les valeurs qui nous unissent et qui font qu'un pays devient une Nation et des citoyens un grand peuple.

Ce manifeste a d'abord pour objectif d'établir un diagnostic sans fard de la situation de la France et des obstacles infranchissables qui, en l'état, se dressent sur le chemin d'un possible retour à la prospérité. Nous nous attacherons à regarder ce qui nous attend et passerons en revue nos atouts et nos forces, autant d'éléments qui nous aideront à dessiner les contours de l'ambition française pour les trente prochaines années. Enfin, nous poserons les bases d'une réflexion sur le nouveau modèle

de gouvernance qui, dans le respect des principes démocratiques, permettra de réorganiser le pouvoir politique, pour lui restaurer la plénitude de son rôle, et ainsi doter la France d'un système de gouvernement efficace et adapté aux enjeux du XXI^e siècle.

I

L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME POLITIQUE

✓ De Lafayette à la faillite !

Deux cent vingt-cinq ans après la Révolution française, notre Nation est sur le point de tirer sa révérence, elle qui fut jadis conquérante, industrielle et regardée comme un modèle, en dépit de certaines erreurs. Elle vit maintenant aux crochets de ses créanciers, abuse des rustines pour retarder le moment de vérité, fait valoir son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et agite ce qui lui reste d'armée pour prolonger l'illusion de grande puissance.

Le temps de sa superbe n'est pas si loin. Le temps de cette France des droits de l'homme qui, avec l'Allemagne, bâtissait l'Europe, s'aventurait dans l'espace, construisait en pionnière les trains les plus rapides du monde, se dotait de grandes autoroutes et d'hôpitaux et, chemin faisant, permettait à ses citoyens d'accéder au confort, à la protection sociale ; puis aux bienfaits de la société de loisirs tout en réduisant l'effort de production. Une erreur grave, qui en découle, a consisté à assimiler réduction du temps de travail et modèle social.

Il y a cependant des données contre lesquelles nous ne pouvons rien, à commencer par la démographie asiatique

et l'essor économique de cette zone la plus peuplée du monde. Mais à bien y penser, si nous n'y avons pas systématiquement exporté notre production industrielle à bas coût et nos pollutions, peut-être en serait-il autrement de notre économie et de nos finances publiques. Il faut réfléchir avant de se précipiter et de choisir la facilité et les gains à court terme. Un minimum de cohérence s'impose si l'on veut consommer en masse et bon marché : on ne peut acheter des T-shirts à 5 € ou des smartphones et refuser la mondialisation.

Mais nous ne réécrivons pas l'histoire, la France est en faillite et n'est plus productive.

La dette de la France représente six fois les recettes annuelles de l'État et notre endettement ne cesse de s'aggraver. En 2013, le déficit dépasse encore 84 milliards d'euros ; 84 milliards qu'il faut emprunter et qui viennent alourdir la facture astronomique des intérêts, qui représentent 50 milliards d'euros, soit, par comparaison :

- 15 % du budget de l'État.
- Cinq fois le montant consacré par l'État aux investissements.
- L'équivalent du traitement d'un million de fonctionnaires !

A ce train, aucune organisation ne résisterait plus d'un an avant de déposer son bilan.

Il n'y a pourtant aucun réveil brutal. Tout cela s'est fait progressivement. Mais la gueule de bois est bien là.

Tout commence dans les années 1975 avec les premiers budgets déficitaires. Le choc pétrolier de 1973 était passé par là et nos dirigeants d'alors ont estimé plus judicieux d'emprunter à des banques ce qu'il nous manquait pour

équilibrer nos comptes publics, au lieu de faire tourner la planche à billets par crainte de l'inflation. Une pratique qui ne devait pas durer, nous assurait-on, et qui au final nous a conduits à payer presque autant d'intérêts que nous avons de dettes : 1 400 milliards d'euros d'intérêts en quarante ans.

Puis vint le deuxième choc pétrolier. Et les élections de 1981, les nationalisations, et tant d'autres dépenses financées par les comptes publics, à crédit. Ayant découvert la facilité du recours à l'emprunt, nos hommes politiques, encouragés par ceux qui prêtaient à la France, ont perdu le sens de la mesure, grisés à l'idée de pouvoir promettre et promettre encore, sans jamais faire d'additions. Non seulement ils ne comptent pas, mais ils ne rendent pas de comptes, et cela grâce à la bienveillante complicité des parlementaires : tous les budgets déficitaires ont été votés. Retardant ainsi les échéances difficiles qu'il aurait fallu aborder dès la fin des années 1980. Réformes des retraites, du système judiciaire et de l'Éducation nationale, modernisation des universités et de l'économie, simplification du mille-feuille français, rénovation du dialogue social, etc.

Alors, les hommes et les femmes politiques qui sont nés à l'intérieur de ce système ont cessé de gérer les affaires de l'État en bons pères de famille. En toute impunité. Sans jamais songer à rembourser ni même chercher à faire des économies. Pourquoi devenir impopulaire ? Pourquoi prendre le risque de perdre la prochaine élection ? Il y avait toujours une bonne raison qui justifiait que l'on ne change rien au train de vie de l'État et qu'on laisse filer les dépenses. Une crise à financer, des promesses non chiffrées à tenir, des élections cruciales, un mécontentement à calmer, une énième grève à terminer.

Sans compter les erreurs de calcul, volontaires en phase électorale, ni oublier le bien commode bilan de ses prédécesseurs que l'on peut charger à souhait pour justifier de son incapacité à faire mieux. L'ENA ferait-elle oublier les rudiments des mathématiques élémentaires, les additions et les soustractions, à ses étudiants ?

Du fait de cette frénésie dépensière et des convoitises suscitées et dopées par la technique bien rodée du *manifeste pour obtenir*, ce sont les plus malins ou les plus bruyants qui ont été servis, le plus souvent dans l'urgence des crises. Résultat ? En dépit du puits sans fond de la dette française, des pans entiers de notre pays ont été laissés en friche :

- Les commissariats, les tribunaux et les prisons sont dans un état de délabrement effarant.
- En 2013, 1 180 000 ménages seraient en attente d'un logement social selon la Fondation Abbé-Pierre.
- Des maternités qui ferment par centaines.

Nous vendons nos bijoux de famille, les biens de l'État, pour boucler nos fins de mois et amputons sévèrement nos capacités de défense.

Ne pas gérer d'un côté et s'abstenir de compter de l'autre, sans jamais réformer, la mécanique ne pouvait qu'être infernale.

Car, dans le même grand mouvement de générosité sociale, nous avons cru au miracle, travailler de moins en moins et partir à la retraite de plus en plus tôt quand on vit de plus en plus longtemps. La solidarité à crédit et le paradis avant l'heure. Nos politiciens ont même trouvé séduisant de dévaloriser le mot travail et de faire ainsi douter nos compatriotes, jeunes générations en tête, quant à la valeur de l'effort, de la récompense ou de la réussite. Alors qu'à nos

portes, au cœur de l'Europe – et pas seulement en Asie ou en Amérique du Sud – la compétitivité est l'arme principale des économies qui réussissent, l'âge du départ à la retraite recule pour tenir compte de l'allongement de la durée de la vie, et personne ne songe un instant à réduire la durée hebdomadaire du temps de travail, au contraire. Un tel anachronisme à contre-courant du reste du monde est ahurissant. Nous nous y sommes ruinés. Mais ne nous y trompons pas, la France n'est malade que d'elle-même. Il n'y avait aucune fatalité.

En conséquence, ce n'est pas la crise que nous payons, comme on nous l'affirme trop souvent, c'est la facture de la gabegie publique et de toutes les folies électorales des quarante dernières années. Une crise dont on nous rebat les oreilles à longueur d'année et qui ne saurait masquer la réalité internationale : si le « Vieux Monde » est toujours « en crise » (avec des disparités, car des pays comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou les États-Unis voient leur économie repartir), ce n'est pas le cas des pays émergents, dont les taux de croissance dépassent souvent 5 % par an.

Ce qui ne fait pas nos affaires. On nous a tellement répété en France que les plus riches exploitent les plus pauvres, il faut donc nous attendre à changer de rôle. Chacun son tour. Après cinq siècles d'une domination parfois insolente, nous avons réussi en trois décennies à faire de la France un pays suffisamment appauvri pour se voir dominé par ceux que nous toisions il y a vingt ans. La Chine a mis à profit ce temps pour devenir riche. Sa croissance a atteint 7,7 % en 2013 et ses réserves de change représentent 3 500 milliards de dollars, presque deux fois le PIB de la France...

*Sic transit gloria mundi*¹.

1. « Ainsi passe la gloire du monde. »

Nous sommes en faillite et, en prime, nous n'avons ni les moyens nécessaires, ni le leadership politique, ni même la volonté collective de rebondir. Les gouvernements successifs ont fait de nous un peuple déchiré, sans véritable ambition.

En premier lieu, nous ne sommes plus compétitifs, une multitude de chiffres et d'indicateurs l'attestent :

- Ceux du chômage et ceux du nombre d'emplois détruits, qui sont très supérieurs à ceux créés.
- Le taux de chômage des jeunes, qui dépasse 25 % alors qu'il n'est que de 8 % en Allemagne.
- Le nombre de fermetures d'usines qui explose et le record de faillites d'entreprises (plus de 60 000 chaque année).
- Le coût horaire de la main-d'œuvre française (charges comprises) trop élevé par comparaison avec les autres pays d'Europe ou les États-Unis.
- Notre balance commerciale (son déficit dépasse 60 milliards d'euros en 2013 ; nous exportons deux fois moins que les Allemands dont le secteur industriel prospère).
- Notre croissance quasi nulle.
- Des investissements étrangers en France en chute libre, etc.

Une chose se vend encore bien et qui nous est chère : notre patrimoine. Mais il se vend aux Russes, aux Arabes, aux Chinois, à tous ces milliardaires que nous exécrons quand ils sont français.

Ce n'est pas grave, c'est dramatique. Quand le moteur économique d'un pays est en panne ou qu'il tourne au ralenti du fait de l'inertie d'une mécanique d'imposition/redistribution atrophiée, cela ne peut que mal finir car, il y aura de moins en moins de grain à moudre, de richesse à partager. C'est inéluctable. Face à ces constats et afin de préserver le système d'un effondrement, voire d'une révolution qui les balayerait, les politiques ont placé une proportion grandissante de Français sous « perfusion sociale » tout en caressant la fonction publique dans le sens du poil, avec comme seul objectif de garder le pouvoir sans jamais se risquer à réformer la France. « Les Français ont trop à perdre pour se révolter », doivent se dire les gouvernants. Mais il y a de moins de moins de glucose et d'anesthésiant dans le goutte-à-goutte ! Ce modèle lénifiant touche à sa fin et, sauf à relancer sérieusement la croissance, imaginer de nouvelles formes de développement, à réduire vraiment le chômage (il est de 5 % en Allemagne et de 10 % chez nous) et à réformer le pays en profondeur, nous n'échapperons pas à l'implosion de la France. Ce n'est qu'une question de temps et de circonstances.

Oui, nous avons besoin d'une économie solide, offensive, constituée d'entreprises qui savent et peuvent s'adapter rapidement, qui exportent parce qu'elles sont les meilleures, qui font des bénéfices, qui embauchent et qui, par la valeur créée, contribuent à l'effort national de solidarité. C'est un paradoxe, mais il faut être riche pour mettre en œuvre une vraie politique sociale, ou bien se satisfaire d'un sort qui sera de moins en moins enviable tout en continuant à nous saborder à coups de grèves et de manifestations.

Dans la plupart des pays en croissance, force est de constater qu'il y a de plus en plus de richesses, ce qui se traduit par une réduction de la pauvreté, un accroissement rapide des classes moyennes et aisées. En revanche, dans des pays sans croissance ou en décroissance, l'agonie commence avec la montée en puissance des inégalités, qui se fait au détriment des pauvres qui restent pauvres et des classes intermédiaires qui se paupérisent. Mais tous ceux qui peuvent s'accrocher à leurs avantages, qu'ils travaillent pour le public ou le privé, proches du pouvoir, protégés ou nantis, le font avec acharnement et, comme le gâteau ne grossit plus, c'est immanquablement la part des moins défendus et des plus faibles qui se réduit. Une majorité de Français qui subit les crises et mange de plus en plus froid, sans pouvoir faire autre chose que de se résigner, faute d'appartenir à un groupe, un clan, une caste. Une majorité silencieuse... mais exaspérée.

Il est d'ailleurs frappant de constater que chacun ne s'intéresse qu'à la défense de ses intérêts propres. Les fonctionnaires ne réclament pas que les principaux avantages de leur statut – l'emploi à vie et l'âge de leur départ à la retraite – soient généralisés à l'ensemble des Français. Ce n'est qu'un exemple.

✓ **Du déni de la réalité au mépris des citoyens**

Dès lors, une seule question se pose : comment et pourquoi sommes-nous tombés si bas ?

Les coupables ont des noms : les partis politiques et leurs leaders sans courage ni audace qui, usant et abusant des faiblesses de notre démocratie et des failles de la Constitution, ne cherchent qu'à assurer leur survie, en négligeant de faire ce qui est bon pour la France, en

gouvernant notre pays en dehors du monde réel. Nous payons l'anachronisme de la gouvernance publique au prix fort.

Sous leur joug, et au terme de six élections présidentielles, de trois cohabitations, de treize Premiers ministres et de vingt-deux gouvernements depuis 1981, la France ne décline pas, elle agonise, endettée comme jamais. Pendant ce temps, les politiciens continuent de truster les meilleurs postes de la République et occupent le devant de la scène pour essayer de faire passer leurs vaines tentatives d'assainissement des comptes publics, leurs modestes relances de la croissance ou leurs timides plans anti-chômage pour des réformes audacieuses.

Mais le pire est ailleurs : une partie non négligeable de la classe politique pense encore que les institutions sont solides, que la France et son modèle social résistent bien, que notre pays est toujours riche, que la croissance va repartir. Oui, peut-être de 0,5 % en 2014. Ils annonceront aussitôt la fin de la crise et le retour de la prospérité. Comme si une bosse dans une descente avait jamais constitué une remontée.

Ces inconscients vivent dans un véritable déni de réalité, intoxiqués par le poison des idéologies ou rassurés par le confort perpétuel de leur position, tandis que les autres, plus cyniques, prolongent la vie du patient français par tous les moyens, érigeant les mensonges en programmes électoraux dont ils sont ensuite prisonniers, afin de préserver le plus longtemps possible les avantages individuels et collectifs dont jouissent ceux qui sont à son chevet.

Tout cela étant très lent, personne ne réalise que le mur dans lequel la France va se cogner durement est si près de nous. Un accident vu au ralenti n'est pas toujours très impressionnant, mais, si nous passions en accéléré les trente ou quarante dernières années de la France, ce que nous prenons pour un léger chuintement de l'Histoire, celui d'une molle descente, passerait soudain pour un violent coup de frein avant la collision fatale.

Année après année, nous acceptons les tours de vis, les impôts nouveaux, l'appauvrissement régulier du plus grand nombre, le mirage des « colocalisations » (avez-vous compris de quoi il s'agissait ?), « les boîtes à outils » miracles, les promesses politiques rarement tenues qui de « chocs » en « pactes » nous font tomber de Charybde en Scylla ; nous subissons les errements des gouvernants de droite et de gauche qui encadrent la durée du travail, puis l'assouplissent avant de complexifier encore le système, désignent les ennemis (la finance) mais augmentent la TVA, allègent la fiscalité du patrimoine avant de la réalourdir sournoisement, installent un bouclier fiscal avant de l'enlever, dénoncent les clivages et désignent ses auteurs avant de cliver la société à leur tour, se ridiculisent avec la « république exemplaire » ou des « moi président », font une loi sur l'école puis la défont, lancent la fiscalité écologique avant de la reporter *sine die*, promettent de simplifier le mille-feuille administratif, y renoncent, s'y attaquent à nouveau, etc. On nous parle de redressement productif, on nous annonce un « choc de simplification » pour les entreprises, on joue sur le sens du mot inverser, on admet avoir « sous-estimé » les difficultés. Tiens donc ! Et si on ne les avait pas sous-estimés un peu volontairement, aurait-on pu être élu avec un programme si peu réaliste ? Rassurez-vous, l'autre ne valait pas mieux. Les montagnes

de promesses accouchent de réformes-souris, les déficits se creusent toujours et la courbe du chômage continue de monter, et ce, en dépit de la création de 390000 emplois aidés. L'année 2013 est l'exemple parfait de ce qu'il ne faut pas faire : consacrer l'essentiel de l'énergie de l'exécutif et du Parlement à faire adopter des lois sociétales alors que les priorités étaient économiques. Une telle hiérarchie des réformes est désastreuse et n'a fait qu'accentuer des clivages d'un autre temps au sein de la population. En attendant, les questions essentielles ne sont pas traitées.

✓ Divisons... pour mieux garder le pouvoir

On ne bâtit pas une Nation en commençant pas la diviser. C'est pourtant le fonds de commerce des partis politiques. Leur logique clientéliste les conduit à exploiter sans fin toutes les ressources du corporatisme, du communautarisme et du clivage. Il leur faut désigner l'ennemi (l'autre, celui qui n'a pas les mêmes idées), diaboliser l'adversaire, agiter les peurs, susciter le rejet. Pour au final aboutir à un patchwork de haines et une société qui cultive les amalgames :

Patron = voyou

Fonctionnaire = planqué

Rom = voleur

Arabe = étranger

Jeune = délinquant

Riche = exploiteur

Noir = fainéant

Chômeur = profiteur

Amusez-vous avec ces seize mots, mélangez-les, et vous verrez que ça marche dans tous les cas ; cette liste est non exhaustive.

En politique, la caricature, avec le mensonge, le déni, la mauvaise foi et la généralisation constituent désormais un art avec lequel il est possible de faire campagne ou de tenir les rênes du pouvoir sans jamais craindre de sombrer dans le ridicule ou la honte. Même si les Français accordent de moins en moins leur confiance aux partis politiques², le mal est fait et ces clichés sont bien installés dans les esprits. Dès lors, il suffit d'une provocation, d'un incident, d'un bon mot ou d'une attaque bien ciblée pour susciter l'indignation d'un grand nombre de Français ou, mieux, battre le rappel de son camp. « Peuple de droite » ou « peuple de gauche », mobilisez-vous ! La recette marche à tous les coups.

Puis, au comble de la transe préélectorale, les partis politiques entament la danse du ventre devant leur électorat respectif. Qui annonçant la création de nouveaux postes de fonctionnaires, qui garantissant leur diminution ; qui promettant plus d'impôts pour les riches, qui jurant qu'ils baisseront, etc.

Dire que nous assistons à ce même spectacle depuis deux générations sans réagir, ou si peu ! Il est tellement facile de désigner à la vindicte populaire les riches, les patrons ou les chômeurs ou encore les fonctionnaires et toute la cohorte des moins chanceux transformés en assistés. Selon son camp, bien sûr. Il est tellement simple de faire d'un cas une généralité et ainsi de transformer comme par magie un patron indélicat en « tous voyous » un fonctionnaire zélé en « cinq millions de planqués » ou encore des Français patriotes en « fascistes ». De la même façon, nombreux sont les politiciens qui se drapent dans

2. Selon un sondage Ipsos - Steria de janvier 2014, 65 % des Français pensent que la plupart des politiques sont corrompus et ils sont 84 % à estimer qu'ils agissent principalement pour leur intérêt personnel.

les « valeurs de la France » et celles de la « République » pour jeter l'anathème sur ceux qui ne pensent pas comme eux et ainsi interdire au nom du politiquement correct et des mots que l'on ne peut plus prononcer tout vrai débat.

Il n'y a plus de débat, il n'y a que du bruit. Amplifié par la multitude de médias, les chaînes d'infos permanentes (*hard news*) et internet. Dès lors, il est bien difficile, même aux plus sensés, d'être audible.

L'éthique a disparu, tout comme la vertu, et tout le monde s'en fiche. Quant à ceux qui tentent d'en parler, ils sont aussitôt traités de ringards.

✓ **L'urgence et la nécessité de la pédagogie**

Évidemment, il serait plus ardu et donc moins racoleur d'œuvrer à la (ré)conciliation nationale en comblant les fossés – les douves ! – creusés par les partis politiques entre les Français. Il faudrait avoir le courage de marteler que nos riches et nos pauvres, nos Noirs, nos Arabes et nos Juifs, nos fonctionnaires et nos chômeurs, nos syndicalistes, nos patrons, nos cathos et nos gays sont tous des Français, qu'ils vivent ensemble et qu'ils partagent bien plus de choses qu'ils ne l'imaginent. Que nous avons besoin les uns des autres. L'avenir du pays est entre nos mains à tous. Encore faut-il avoir intérêt à vouloir le leur expliquer pour les rassembler. Chaque parti veut sa chapelle alors que la France a besoin d'une cathédrale !

Il serait aussi urgent d'accomplir un vrai travail de pédagogie économique en rappelant aux Français quelques évidences que des combats politiques dépassés et soutenus par un dialogue social sous-développé et idéologique ont fait perdre de vue.

En matière d'économie, l'alchimie est assez simple à comprendre et nos gouvernants feraient bien de l'expliquer ainsi afin de rassembler les Français sur des réalités intangibles, sans langue de bois.

À la base, nous avons l'association de ceux qui investissent leur capital et de ceux qui réussissent par leur travail, leur talent et leur imagination à transformer ce capital en chiffre d'affaires grâce à la vente à des clients d'un bien ou service développé par l'entreprise ; ce chiffre d'affaires sera ensuite partagé entre tous les acteurs de cette communauté : actionnaires, salariés, fournisseurs, État. Le modèle dit capitaliste est dominant, mais le modèle coopératif se développe et offre une alternative prometteuse qui permettrait de mieux répartir les richesses.

L'économie est la « machine qui fabrique l'argent », donc les richesses, et l'État constitue l'organisation qui définit les mécanismes de leur répartition, collecte et redistribution (salaires, dividendes, impôts, taxes, charges sociales, indemnités, pensions, etc.).

À condition d'en avoir les moyens et la volonté, l'État peut définir une politique qui contribue à développer le chiffre d'affaires du pays de différentes façons :

- En investissant dans l'économie (les grands projets, l'industrie de défense, etc.) et en modernisant les infrastructures (réseau internet, autoroutes, etc.).
- En soutenant certaines filières (l'agriculture ou le bâtiment, par exemple).
- En encourageant la recherche (nouvelles technologies, énergies renouvelables, etc.).
- En préparant la « main-d'œuvre » de demain (Éducation nationale) et en formant celle qui n'est plus employée (mission théorique de Pôle emploi).

Dans le même temps, il va consacrer une partie de ses recettes à la solidarité nationale et ainsi, par la redistribution, injecter de l'argent dans les circuits économiques :

- Sécurité sociale.
- Assurance chômage.
- Retraites.

Ensuite, pour l'État, c'est presque aussi simple que pour le budget d'un ménage. S'il dépense trop, ou s'il n'a pas assez de recettes, voire les deux simultanément, il s'endette. C'est le cas de la France depuis quarante ans. Malheureusement, pour notre cher vieux pays, il n'y aura pas de commission de surendettement et personne ne passera l'éponge !

En résumé, les Français doivent comprendre et admettre que la bonne santé de notre économie, et donc de nos entreprises, est essentielle à la bonne santé de la France, au financement de son modèle social, aux investissements destinés à moderniser le pays. Si l'État joue bien son rôle, tout le monde gagne. Il est donc urgent pour l'avenir de la France d'instaurer un véritable dialogue économique et social, comme en Allemagne par exemple. Faute de quoi, nous continuerons à nous affronter et à détruire à petit feu le seul outil capable de créer ces richesses dont un pays a pourtant absolument besoin. Il faut ainsi cesser de faire croire que l'on sauvera la France du désastre en puisant toujours plus dans le capital de ceux qui en possèdent un – c'est le capital investi dans l'économie qui crée des richesses, pas l'impôt – ni en prenant de plus en plus de revenus aux classes aisées, ni en transformant les classes moyennes en classes pauvres. De telles pratiques, renforcées avec l'invention de l'ISF, ne font que précipiter la fin. L'Histoire l'a démontré.

Enfin, il est aussi sot de clamer que l'objectif des entreprises et des patrons est de licencier que d'affirmer que l'école forme des chômeurs ou les prisons des djihadistes. Le responsable du chômage, ce ne sont pas les entreprises, c'est d'abord l'État, surtout quand il concentre autant de pouvoirs et contrôle une si grande part de notre économie.

De manière générale, une entreprise embauche quand elle se développe, dans les phases de croissance. Quand le chiffre d'affaires stagne ou diminue, elle cherche à s'adapter pour survivre, et ce que l'on appelle la « masse salariale » fait partie des moyens utilisés pour réduire les charges fixes.

Certes, il est choquant de voir une entreprise qui fait des bénéfices réduire ses effectifs et il n'est pas inutile d'éviter certains excès commis par des patrons voyous. Mais il faut s'interdire de généraliser et comprendre qu'une entreprise, même bénéficiaire, se doit d'anticiper l'avenir, de faire face aux évolutions du marché, aux attaques de la concurrence, etc. Dans le même temps, si la pression sociale, fiscale et réglementaire ne cesse d'augmenter, il ne faut pas s'étonner que l'entreprise rechigne à prendre des risques et à embaucher. Bref, dans ce domaine aussi, il faut se défier du simplisme et des pensées populistes.

Certains se prennent pour les Robin des Bois des temps modernes et promettent le grand soir : les riches sont trop riches et les pauvres trop pauvres, il n'y a qu'à se servir ! Certes. Mais est-on vraiment certain que le jour où il n'y aura plus de riches, il y aura moins de pauvres en France ? Aucun exemple récent, ou ancien, ne permet de l'affirmer.

L'État doit cesser de qualifier de « justice fiscale » ce qui rime chaque jour davantage avec confiscation ou punition. Il faut cesser de culpabiliser les Français pour leur faire avaler de nouvelles pilules fiscales ou d'emballer les dernières créations de Bercy et toutes celles qui garnissent ses armoires (elles débordent, n'en doutez pas, nous sommes les champions du monde de la créativité fiscale) avec du papier-cadeau solidarité. Curieux pays laïque qui n'hésite pas à emprunter aux vieilles techniques de la repentance chrétienne.

Enfin, n'oublions pas de raconter la fin de l'histoire : si Robin des Bois s'est dressé contre les inégalités commises par un tyran, il a aussi favorisé le retour d'un roi juste dont la bonne fortune n'a pas été remise en cause. Richesse n'est pas toujours synonyme d'injustice. Notre roi a eu la tête tranchée, mais les pauvres sont toujours pauvres.

Cela pour dire qu'il n'est pas interdit d'œuvrer à une meilleure répartition des richesses. Mais la priorité de la France consiste à agir vite pour en créer de nouvelles. Car la solidarité à crédit n'est plus tenable.

✓ Nous réconcilier avec l'argent

À l'origine du règne de l'argent roi se trouve le politique qui n'a pas mis d'ordre dans les affaires du pays, ni donné l'exemple, ni insufflé le vrai sens des choses – à l'école et dans la société – et, en premier lieu, le mot argent, qui est devenu une valeur négative, une sorte d'anti-valeur.

Tout se confond et les points de repère disparaissent. Avoir de l'argent ou ne pas en avoir renvoie maintenant à une nouvelle forme de lutte des classes, avec deux camps, les voleurs et les volés. Naturellement, le fait de mieux voir

ce qui brille, grâce aux médias et à internet, ne contribue pas à calmer la jalousie ou la rage du camp des volés.

Certaines situations sont provocantes, dès qu'on les sort de leur contexte et de leur histoire. Par exemple les profits des grands groupes français. Pourtant, la plupart des pays du monde seraient ravis d'accueillir les sièges sociaux de ces grandes sociétés qui investissent, créent des emplois, payent des impôts et des charges et redistribuent des dividendes à des actionnaires qui ne sont pas que des fonds de pension américains. Dans le lot, il y a souvent l'État, nos banques, nos investisseurs institutionnels et plus de quatre millions de petits porteurs français.

Mais nous les détestons.

Là encore, un peu de pédagogie économique ne nuirait pas et contribuerait à éviter que nous ne scissions trop souvent les branches de l'arbre malade sur lequel nous sommes installés. Surtout, au lieu de s'intéresser à Total et au salaire de son P-DG (qui est cependant inférieur à bon nombre de joueurs de foot), la France ferait mieux de s'occuper d'elle. Soulignons tout de même que le salaire mensuel moyen des patrons français se situe aux environs de 5000 € par mois. N'oublions pas non plus que le monde de l'entrepreneuriat ne fait aucun cadeau aux patrons dont les entreprises sont en difficulté ni à ceux qui font faillite. Ils sont plus de soixante mille chaque année à déposer le bilan. Au passage, ils perdent bien souvent tout, y compris leur maison, et n'ont aucun droit au régime d'assurance chômage. Selon l'observatoire de la santé des dirigeants de PME, un ou deux patrons se suicideraient chaque jour. Et chez les paysans, le suicide est reconnu comme la troisième cause de mortalité. Mais qui s'en soucie ?

Sur le fond, un peu de réalisme fiscal permettrait aussi de comprendre que les entreprises cherchent à optimiser leur imposition, la France battant tous les records en la matière. Pour que les grandes entreprises payent davantage d'impôts en France, notre pays se doit d'être fiscalement compétitif.

Quant aux citoyens dits aisés (ceux qui possèdent un capital et/ou un revenu supérieur à la moyenne), ils expriment une grande lassitude. D'abord parce qu'ils sont stigmatisés par le politique et les médias. En 2012, *Le Point* titrait « La haine des riches ». Cette catégorie de Français paye de plus en plus et constate que le pays va de moins en moins bien. Un cycle désespérant qui semble sans fin, car la pauvreté s'est installée pour longtemps et le sentiment de gaspillage domine. Même si leur quotidien est moins incertain que pour beaucoup, ils considèrent l'avenir et celui des prochaines générations avec inquiétude. Certains résistent contre cet État siphon-glouton, d'autres quittent la France. Il n'est guère plaisant de se faire tondre si l'on sait que la laine sera jetée et que l'on finira tout nu.

Et comme personne n'échappe à l'envolée des prélèvements, ceux qui disposent de peu de ressources et vivent dans l'anxiété d'un futur sombre jalourent les plus « fortunés » qu'eux. De là, une nouvelle forme de nihilisme où, faute d'avoir l'espoir de bien gagner sa vie ou de vivre dignement, on en vient à souhaiter l'échec de l'autre. Quand l'ambition secrète d'un peuple rime avec l'espoir d'un nivellement généralisé par le bas, le mot nation vole en éclats et le scénario du pire se classe en tête de liste des plus probables.

Pourtant, l'abolition des privilèges n'a jamais duré qu'une nuit. Dans les révolutions, rien ne se perd, mais tout

se pille et se récupère au profit d'une nouvelle minorité. Le pouvoir et l'argent changent simplement de main et de poche. Détruire la richesse est illusoire. Quant au nivellement par le bas, il est sans issue, voire liberticide. Il ne peut que conduire à bâtir une société sans lumière et à la pauvreté pour tous. Les Soviétiques et les Chinois en ont fait la douloureuse expérience. L'empire des premiers s'est effondré et celui du Milieu n'a gardé du communisme que le cadre autoritaire et des apparences historiques destinées à stabiliser le pays et à parer d'atours vertueux la nouvelle réalité capitaliste.

En France, nous ne devrions jamais oublier que nous naviguons sur le même bateau, nous sommes liés les uns aux autres, nous réussirons ou nous coulerons ensemble.

✓ La liberté en héritage

L'homme et le principe de liberté sont indissociables. La liberté de s'enrichir ne saurait faire l'objet de la moindre entrave (au sens d'interdiction). Il serait absurde de vouloir expliquer aux Chinois, aux Indiens, aux Brésiliens ou aux Africains qu'ils n'ont plus le droit d'augmenter leurs revenus, d'espérer vivre comme les Occidentaux, ni de devenir millionnaires.

Trop souvent, ces questions nous divisent et électrisent l'atmosphère du débat public. Il faut pourtant se rendre à l'évidence : à très court terme, c'est-à-dire une centaine d'années à l'échelle de l'humanité, l'immense majorité des Terriens aspirera à devenir riche ou pour le moins aisée, ni Slumdog ni Marck Zuckerberg ne prétendront le contraire. Et, elle le devient. Certes de façon très irrégulière, et il subsiste beaucoup d'inégalités, souvent insupportables, mais, toutes proportions gardées, il y a davantage de qualité de vie sur Terre en 2014 qu'en 1960. L'accès à l'eau courante,

à l'électricité, aux soins et aux moyens de communication concerne une bien plus grande proportion de l'humanité qu'il y a cinquante ans. Les « nouveaux propriétaires » de la richesse moderne doivent cependant se soumettre à des obligations responsables et solidaires. Les droits (la liberté en est un) ne valent rien sans la contrepartie des devoirs. Les responsabilités économiques, sociales et environnementales doivent croître avec les avantages que procure la bonne fortune. Dans ce domaine, Bill Gates montre l'exemple. Il n'est pas le seul.

Ainsi, s'il y a des règles à définir – il y en a déjà et il faudra en inventer d'autres –, c'est au pouvoir politique qu'il appartient de les écrire et de garantir leur mise en œuvre. La collecte de l'impôt et sa redistribution participent de cet indispensable transfert de richesses.

Encore faut-il que ledit pouvoir ait du courage ou suffisamment d'indépendance pour prendre les bonnes mesures et exercer ses responsabilités. Tout en ne perdant jamais de vue qu'aucun grand pays ne devrait concevoir sa fiscalité sans tenir compte de son environnement et du jeu des pays partenaires ou concurrents.

Taxer les hauts revenus du travail à 75 % (pour finalement faire payer les entreprises) est une erreur. Une telle mesure, pour être efficace, devrait être prise à l'échelle de l'Europe, ou de l'Occident. Le marché des grands patrons, des cadres à fort potentiel, des créateurs, des inventeurs, comme celui des footballeurs, n'a pas de frontières et les meilleurs vont souvent là où ils sont le mieux payés. Soyons pragmatique, ce n'est ni juste ni injuste. À travail équivalent, qui préfère gagner 100 ou 200 ? Si la France veut garder ses talents, elle doit s'en donner les moyens.

En revanche, l'encadrement et le plafonnement du revenu des dirigeants des grandes entreprises publiques sont une excellente chose. Nous mettrons cela au crédit de l'actuel gouvernement.

✓ De la lutte des classes à la guerre des clans

Sur un plan plus philosophique, il serait urgent de déminer le rapport fratricide de la lutte des classes. Elle appartient à un autre temps, à un autre siècle. Confrontation stérile, bloc contre bloc, elle n'apportera plus rien de bon à l'humanité. Le principe même de lutte doit être repensé, car les confrontations, dont la compétition économique est la forme moderne, aboutissent chaque fois au déchirement et à la victoire d'un camp sur l'autre. Nous devrions tendre vers une coopération entre les classes. Avec une population si nombreuse et une planète dont il devient impératif de prendre collectivement soin, nous devrions tendre vers un peu moins de compétition et davantage de coopération ; c'est la seule voie possible et durable, mais personne ne l'emprunte. Dans ce domaine, la France aurait pu donner l'exemple. Au lieu de cela, les partis politiques entretiennent le feu de la lutte des classes, qui leur permet de garder le pouvoir en divisant la France.

Devant tant d'incohérences, accablés par la réalité qu'ils perçoivent et la vilaine tendance qu'ils devinent, les Français sont désesparés et chacun se replie sur soi. Comment le leur reprocher ? Comment s'étonner que nous soyons si difficiles à gouverner quand ceux qui nous gouvernent montrent si peu l'exemple ? En vérité, les Français ne sont pas ingouvernables, ils n'en peuvent plus de ce système de gouvernance dévoyé et de cette classe politique indigne ! D'où leur esprit de défiance. Car ils

voient bien que la France part à la dérive et que ses élites continuent de mener grand train sans trop se soucier des conséquences. Ils constatent que servir et se servir ne font qu'un. Ils subissent les conséquences des promesses jamais tenues. Ils n'ont plus d'illusions. Mais croyaient-ils un jour avoir autant de désillusions ? Alors, ils se replient – réflexe de survie –, se regroupent et s'organisent, selon leurs origines, leur milieu social et professionnel, leurs convictions politiques, etc.

Dès lors, se sentant confortés par les arguments des politiciens qui soufflent sur les braises du clivage, chacun, avec son clan, sa tribu, son syndicat, son lobby, son parti, son mouvement, sa fédération, son ONG ou encore son collectif, se défend, protège ses intérêts, ceux de son groupe et rien que ceux-là. Tout ce qui est pris est pris, surtout si c'est au détriment de l'intérêt général, du voisin, du cousin.

Il en va de même lorsqu'il faut réformer la France. Individuellement, les Français sont d'accord, à condition de commencer par réformer chez l'autre.

Ainsi est née la république des minorités. La France est devenue une constellation de minorités plus ou moins grandes et puissantes, organisées en baronnies agissant au profit exclusif de ses partisans. À chacun son fortin. Et à chaque tentative de réforme de tel ou tel bastion de la société, on rejoue Fort Alamo.

Les différences ou les appartenances sont érigées en murs et chacun vit dans un monde clos et bien défendu, ignorant tout de l'autre, souvent considéré comme un ennemi. Alors qu'il est notre frère de sol !

A quoi s'ajoutent deux dérives qui conduisent à la babélisation d'un pays qui ne se comprend plus : la

consanguinité sociale et l'ostracisme. La première pousse à ne plus fréquenter que ses semblables ; elle finit par rendre autiste, égocentré et imperméable aux mutations du reste du monde, donc idiot. La seconde conduit les uns ou les autres à détester ceux qui n'appartiennent pas à « leur monde », donc rend méchant. Essayez de ne pas être de gauche au sein de l'Éducation nationale ou d'affirmer votre laïcité dans un dîner catho. La solitude domine rapidement et aboutit à l'incompréhension généralisée. Camp contre camp, chacun est persuadé d'être dans le bon et d'avoir raison, crispé, prêt à en découdre.

Le plus désespérant dans l'histoire, c'est la colorisation politique de pans entiers de notre pays, de ses administrations et de ses catégories sociales et professionnelles. À ma gauche, les profs, les cheminots, les cocos, les bobos ; à ma droite, les commerçants et les artisans, les cathos, les fachos.

Il devient urgent de décroquer notre société, de jeter des passerelles entre tous les silos, d'ouvrir des portes dans les murs avant d'espérer les renverser. Encore une mission pour laquelle les partis et leurs représentants ont trahi la France. Au lieu de travailler à nous unir pour nous mobiliser et nous rendre plus forts, ils ont divisé la Nation en entretenant des principes dépassés et sclérosants, mais qui attirent encore des électeurs :

- On est à gauche car elle défend mieux les fonctionnaires, la laïcité et l'écologie.
- On est à droite car elle est mieux disposée vis-à-vis des classes moyennes ou aisées, des catholiques et de l'économie.

Mais quand on est français et d'abord préoccupé de l'intérêt général du pays et de son destin, que sommes-nous ?

Il y a trop de « droite », trop de « gauche » et jamais de « France » ! En attendant, l'écologie n'est l'affaire de personne. Beaucoup s'y perdent et se retrouvent au Front national, ou bien renoncent à voter. Voilà à quoi nous avons abouti.

Tout cela est absurde. D'ailleurs, il n'y a plus guère que dans notre pays où l'on utilise ces concepts passésistes de droite et de gauche. En italien, c'est impossible, gauche se dit *sinistra*... Ailleurs, on trouvera des républicains, des démocrates, des conservateurs, des travaillistes. Cela revient parfois au même, mais permet de dépasser les dualités politiques héritées de la révolution de 1789 et éloigne le spectre de l'affrontement permanent entre le peuple de droite et celui de gauche.

En définitive, nous avons tout à perdre des excès de la partisanerie et de la clivagerie ambiants. Sauf les partis politiques. Nos divisions constituent leur plus grande victoire. Ils se frottent les mains devant tant de corporatismes, trop heureux d'avoir réussi à structurer l'électorat français de façon si précise. Car cet éclatement de la société, très finement analysé par les gourous des instituts de sondage (les nouveaux cartomanciens), répond parfaitement aux impératifs des stratégies électorales. Supercalculateurs allumés, les leaders des partis politiques et leurs amis sondeurs préparent les élections main dans la main : chaque mesure d'un programme n'est pas évaluée à l'aune de ce qu'elle va apporter à la France et aux Français, mais au nombre de voix qu'elle va rapporter au parti. Quand le calcul (au double sens du terme) remplace la pensée politique... Exploitation parfaite de la logique clientéliste.

Mais il y a de petites marges d'erreur (qui profitent souvent aux votes protestataires), des facteurs urticants (la personnalité de Nicolas Sarkozy à la fin de son – premier – quinquennat) et des imprévus (le premier tour de la présidentielle de 2002). Cela change-t-il vraiment le cours de notre histoire ? Non.

Au lieu de décliner en ligne droite, la France descend en zigzag.

Les partis politiques et leurs loyaux serviteurs gagnent toujours, tandis que la France et les Français perdent chaque fois un peu plus.

Quand un grand parti échoue à une élection, ce n'est pas une défaite, il ne perd que le droit de gouverner, jusqu'à la prochaine alternance ou cohabitation.

Ainsi, depuis une quarantaine d'années, le pouvoir passe de droite à gauche et de gauche à droite. En réalité, il se partage entre adeptes d'un cercle très fermé qui, de temps en temps, accepte en son sein (ou, plutôt, adoube) un nouveau venu qui n'est pas du sérail.

La solidité des institutions de la V^e République est ainsi garantie par tous ceux qui profitent de ses largesses et tous les courtisans qui, plus nombreux encore, aspirent à en jouir.

Pour eux, rien ne change. Mais pour la grande majorité des Français, patrons, ouvriers, salariés, enseignants, soignants, militaires, policiers, retraités et tant d'autres, le changement, à savoir la dégradation généralisée du pays, ils le subissent au quotidien. Il a un goût très amer. Mais rien ne provoque la remise en cause du système par ceux qui sont à sa tête : ni les scandales, ni les échecs, ni les réformes avortées, ni l'impopularité, ni les mauvais résultats. Ni même l'abstentionnisme lorsqu'il dépasse 60 %.

Quand rien ne fonctionne depuis si longtemps, il faudrait peut-être réagir, songer à réformer le système et favoriser le renouvellement des équipes en place. Mais non. Nos élites naviguent à vue, la gauche en tentant d'éviter les récifs et la droite en se préparant à revenir aux affaires. Le paradoxe le plus cruel réside dans le très haut niveau de formation de notre état-major politique, de l'Élysée à Matignon, en passant par les ministères et les trois assemblées. Des milliers de personnes très bien payées et très bien formées pour un résultat catastrophique.

✓ Des mots vidés de leur sens, usés jusqu'à la corde

Nous l'avons vu, les gouvernements ne manquent pas d'imagination pour trouver des mots et des formules qui possèdent une dimension magique à défaut d'être incantatoires et surtout qui les aident à travestir la réalité. Nous vivons à l'ère du gouvernement des annonces.

Rappelons-nous ces mots creux, pêle-mêle, nés pendant ou après la dernière campagne présidentielle : la boîte à outils, le choc de simplification, les colocalisations, les emplois d'avenir, les contrats de génération, sans rater le savoureux redressement productif (désormais dissimulé dans le ministère de l'Économie). Une loi de sécurisation de l'emploi a même été votée et promulguée. Qui n'empêche pas le chômage de progresser. Il n'est pourtant pas difficile de comprendre que la sécurité de l'emploi se développe mieux dans les entreprises qui dégagent des profits que dans celles qui sont en difficulté ou qui hésitent à investir par crainte de ne plus pouvoir s'adapter en cas de coup dur. Inutile d'avoir fait l'ENA pour cela. Sauf à croire, bien sûr, que la mission première de l'entreprise est de détruire des emplois.

D'autres, plus à droite et en remontant le temps, avaient goûté aux joies du Kärcher, au grandiose « travailler plus pour gagner plus », à la réduction de la fracture sociale, etc.

Maintenant, c'est le « pacte de responsabilité », une invention du Medef que le gouvernement reprend à son compte. Le candidat Hollande aurait-il été élu en s'inspirant des idées du patronat ? Son électorat traditionnel aurait-il pu imaginer qu'un jour il donnerait l'accolade à Carlos Diaz, le leader du « mouvement des pigeons », lors de son déplacement en Californie ? On n'échappe pas aux réalités, l'économie existe bel et bien et il faut faire avec. Dommage d'avoir perdu deux ans avant de le découvrir.

Il est également regrettable de ne concevoir que des dispositifs toujours plus complexes, tel le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Le législateur ferait bien de ne pas oublier que les entreprises, à commencer par les PME qui représentent 99,9 % des 3,2 millions d'entreprises françaises, ne disposent pas de la même force de frappe comptable que Bercy. Pour le plaisir ou si vous en doutez, allez voir sur le site du ministère des Finances à la page CICE et tentez simplement de comprendre ce qui est proposé. Nombreux sont nos compatriotes qui méconnaissent le monde économique et les affres de la gestion administrative et réglementaire des entreprises en France. Il est parfois utile, ou bon, de se mettre à la place de l'autre. De même, la toute récente circulaire ministérielle sur l'instauration d'une base de données économiques et sociales dans l'entreprise (loi du 14 juin 2013) est parfaitement incompréhensible, sauf pour un énarque. Un tel dispositif, onéreux et d'une réelle complexité à mettre en œuvre, constitue une nouvelle source de conflit entre l'employeur et ses salariés. Avions-nous besoin de cela ? Quand va-t-on comprendre que le

marché du travail a besoin de simplicité, de fluidité, et que l'une des grandes clefs de la compétitivité, c'est la réactivité ?

Force est de constater que le code du travail³ est devenu un obstacle en soi. Il protège à l'excès ceux qui ont un emploi, encourage la judiciarisation⁴, réfrène les entreprises et par conséquent favorise le chômage.

Il y a une limite à la complexification systématique, sans quoi les entreprises vont bientôt consacrer l'essentiel de leur énergie à travailler pour l'administration et perdre de vue leur cœur de métier. Une entreprise ne sera jamais une administration. Et réciproquement.

La gestion de tous ces nouveaux dispositifs législatifs et réglementaires coûte de plus en plus cher à la collectivité et aux entreprises. Le consommateur n'a aucune idée du coût de l'administratif et de la contrainte réglementaire dans le prix final d'un bien ou d'un service qu'il achète, mais il est loin d'être marginal.

La France gagnerait vraiment en compétitivité si son administration acceptait de simplifier la vie des entreprises et de bannir tout ce qui l'alourdit et la complexifie. Le redressement productif commence par là. Les cinquante premières mesures de simplification présentées mi-avril 2014 vont dans le bon sens. Saluons l'initiative, mais que de temps perdu. Il est fort regrettable qu'aucun gouvernement n'ait amorcé une telle démarche il y a dix ou quinze ans.

3. Le code du travail 2013 compte 3400 pages et plus de 4000 articles. A quoi s'ajoutent des milliers de pages de jurisprudence. Des données à rapprocher du nombre d'avocats en France, qui a progressé de 42 % en dix ans (période 2002-2012).

4. Selon les statistiques du ministère de la Justice, les juridictions prud'homales enregistrent 230 000 nouvelles affaires chaque année.

Il y a aussi toutes ces expressions qui servent d'alibi (*c'est pas ma faute*) ou de refuge (*le problème est ailleurs, on n'y peut rien*) : l'héritage du camp adverse ou le bilan de ses prédécesseurs, la crise, les déficits passés, les réformes que ceux d'avant n'ont pas menées, la mondialisation, l'euro, la Commission européenne, les marchés financiers, les paradis fiscaux, etc.

Enfin, il y a ce florilège de formules toutes faites, rebattues, fourrées de promesses à la crème, véritables miroirs aux alouettes, auxquelles plus personne ne croit : le changement, c'est maintenant, la république exemplaire, une présidence normale, relancer la croissance, le ras-le-bol ou la pause fiscale, un gouvernement de combat, inverser la courbe du chômage, le redressement, la sortie de la crise, l'année prochaine (si tout va bien), etc.

✓ Toujours plus pour toujours moins

Que nous soyons assujettis à l'impôt sur le revenu ou non, nous devons nous attendre à payer plus et ce, via de multiples canaux qui témoignent de l'excellence française lorsqu'il s'agit de soumettre le pays à toujours davantage de prélèvements obligatoires. En l'état actuel des dysfonctionnements et lourdeurs de la sphère publique et de notre endettement abyssal, c'est inéluctable. Les principaux filons des recettes de l'État sont les suivants :

- Les impôts sur le revenu, qui ne concernent qu'un foyer sur deux.
- La TVA, à laquelle personne n'échappe et qui rapporte le double de l'impôt sur le revenu avec 141 milliards d'euros.
- La multitude de taxes qui touchent le tabac, les carburants, la bière, les sodas, l'eau minérale, les imprimantes, la viande (taxe sur l'abattage), les essieux de poids lourds, les droits de plaidoirie, les places de cinéma, l'audiovisuel,

les alcools, les pylônes électriques, les farines importées, les spectacles, les jeux, le ski de fond, le rhum... Et aussi la fiscalité écologique, la fiscalité locale avec les taxes d'habitation, sur le foncier, les ordures ménagères... Arrêtons-nous là car il y en a 214 en vigueur !

- Autre forme de prélèvements qui démontre que la solidarité des Français a bon dos : la contribution sociale généralisée (la CSG, qui s'applique à tous les revenus et ne cesse d'augmenter) et la fameuse contribution pour le remboursement de la dette sociale (la CRDS), inventée en 1996 et qui devait durer treize ans, jusqu'en 2009. En 2014, elle est toujours là car, pour arrêter de rembourser, il aurait fallu commencer par dépenser moins et ramener les comptes de la Sécurité sociale à l'équilibre, ce qui supposait sans doute de mener une ou deux réformes sérieuses et donc de perdre des élections pour qui les mènerait.
- Les droits de mutation qui viennent d'augmenter de 10 % (achetez ou vendez, l'État se sert au passage), ceux des successions (l'État est déjà copropriétaire de ce que vous possédez, il attend seulement que vous décédiez pour toucher sa part), les droits de douane, les amendes, les redressements fiscaux, etc.
- La Sécurité sociale qui rembourse de moins en moins bien les médicaments (certains ne le sont plus), les soins, les examens. Chaque euro économisé par la Sécu (tant mieux pour ses comptes) représente un euro de moins en pouvoir d'achat que rien n'est venu compenser par ailleurs. Autant de mesures destinées à responsabiliser les assurés sociaux (plus facile à faire que de responsabiliser les politiciens). Les comptes de la Sécu dérapent malgré tout (sauf en Alsace-Lorraine où elle est bénéficiaire, ce qui confirme qu'il n'est pas impossible de bien gérer).

Autre signe du raffinement fiscal de la France et de l'apathie des contribuables : ces impôts sur l'impôt. Ainsi, la CSG prélevée sur les salaires, les allocations chômage ou les retraites et qui, pour une partie, est assujettie à l'impôt sur le revenu. Faire payer un impôt sur un impôt, donc sur un argent dont le contribuable n'a pas profité, il fallait oser ! Comme la formule est bonne, il paraît que Bercy souhaite élargir l'assiette de la CSG non déductible.

Parmi les idées récentes auxquelles nous pouvons peut-être espérer échapper, une taxe sur les résidences principales dont le crédit est payé. Curieuse mesure qui consiste à récompenser par un nouvel impôt celui qui est parvenu à payer sa maison. « J'ai fini de payer ! » Eh bien, non !

Sans doute est-ce cela la nouvelle justice fiscale : limiter le pouvoir d'achat de ceux qui disposent d'un peu plus de revenus disponibles, parce qu'ils ne remboursent plus de crédit, par rapport à ceux qui en ont un peu moins, parce qu'ils sont locataires ou endettés pour financer leur logement. Être propriétaire de sa maison, souvent au terme d'une vie de travail et d'efforts, ce n'est pas être riche.

Par chance, il semblerait que cet impôt ne verra pas le jour, mais il en dit long sur l'état d'esprit de ceux qui l'ont imaginé et celui de nos politiciens qui le soutiennent. Il confirme l'ambition du nivellement par le bas qu'un égalitarisme forcené et législatif veut concrétiser.

Mais la légalité d'une décision, et donc d'une loi, ne lui confère pas automatiquement un caractère juste ou moral. Les députés et les sénateurs ne devraient pas perdre ce principe de vue. Bercy non plus, d'ailleurs.

Il faut aussi souligner le caractère anxiogène de cette instabilité fiscale. Comment investir et entreprendre dans de telles conditions ?

Enfin, sans que cela soit une taxe ou un impôt, il y a cette multitude d'obligations décidées par le législateur et auxquelles il faut se soumettre, par exemple le contrôle technique automobile dont le prix ne cesse d'augmenter du fait de l'évolution réglementaire. Demain, il faudra installer des détecteurs incendie dans tous les logements, aux frais des propriétaires, bien sûr. Tout cela ne poserait aucun problème si les contraintes financières nées de ces nouvelles obligations ne se faisaient pas systématiquement au détriment du pouvoir d'achat. Rien ne vient les compenser.

Pour autant, dans l'ensemble, le service public ou rendu au public ne s'améliore pas. On peut en douter, mais les mauvais indicateurs ne manquent pas :

- L'insécurité progresse. Plusieurs chiffres l'illustrent : 352 000 cambriolages en 2012 et une augmentation de 47 % sur la période 2007-2012 ; les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont atteint 504 081 en un an⁵, en hausse de 3,8 %.
- La France se désarme et l'État aura supprimé 80 000 postes de soldats en dix ans. Est-ce bien raisonnable quand l'Europe en fait autant alors que le reste du monde, qui n'est pas moins dangereux qu'hier, fait exactement le contraire, que la Russie « annexe » la Crimée en une semaine ou que les terroristes de l'État islamique en Irak et au Levant (EEIL) créent un califat s'étendant de la Syrie à l'Irak.

5. Selon un tableau de bord du ministère de l'Intérieur, pour la période du 1^{er} juin 2013 au 31 mai 2014.

- Les délais des procédures judiciaires françaises figurent parmi les plus longs en Europe et ont valu à la France de se faire condamner par la Cour européenne des droits de l'homme à plusieurs reprises.
- Un jeune sur quatre est au chômage, un chiffre qui devrait interpeller l'Éducation nationale et les universités françaises, et qu'il faut rapprocher des 8 % de chômage des jeunes en Allemagne.
- La médecine à deux, voire trois vitesses est désormais une réalité et nous ne sommes qu'au début d'une ère de profondes inégalités face à la maladie et aux soins.

Dans le même temps, l'État n'a jamais été si présent dans nos vies, exerçant une mission de régulation et de contrôle qui dépasse l'entendement. Nous ferions bien de nous remémorer l'allégorie de la grenouille. Si vous jetez un de ces petits batraciens dans une casserole d'eau bouillante, il va s'agiter frénétiquement pour en sortir. Mais si vous en prenez un autre, que vous le placez dans une casserole d'eau froide et mettez le tout à chauffer, vous constaterez qu'il reste sans bouger jusqu'à l'ébullition. Cette allégorie, les stratèges gouvernementaux la connaissent fort bien et ont compris que de Gaulle se trompait, les Français ne sont pas des veaux mais des grenouilles... À petit feu, nous supportons l'insupportable et ne réagissons plus devant le mastodonte fiscal-juridico-étatico-policier qu'est devenue la France. C'est à peine si nous réalisons que l'eau est devenue très chaude. Encore quelques degrés et nous serons cuits !

D'aucuns prétendent qu'il s'agit d'adaptation et qu'à chaque époque son contexte. Mais ne confondons pas l'adaptation avec l'apathie ou la résignation.

✓ Du coup d'État permanent aux coups d'éclat incessants

Il est un autre signe des temps à combattre : l'interventionnisme du politique qui veut faire croire qu'il peut tout, qu'il est partout. Nicolas Sarkozy n'est pas le seul à paraître hyperactif. Tous les hommes politiques le sont, jusqu'à l'outrance. Alors les Français en abusent avec la complicité des médias – c'est bon pour l'Audimat – qui mettent en scène les incursions dans la vraie vie des demi-dieux politiques.

Voici de quoi illustrer ce qui constitue une dérive préoccupante de la vie publique. Elle pose de vraies questions sur ce que l'on doit ou devrait attendre de nos gouvernants et des médias. Quelques arbres bien visibles destinés à cacher une forêt de désastres. Exemples :

- Quand une petite maison de lingerie de l'Ain, la maison Lejaby (90 salariés), bat de l'aile, mais réussit à attirer l'attention des médias sur elle, c'est le chef de l'État qui monte en première ligne pour trouver un repreneur. C'était en 2012, année électorale, mais il y a eu 61 000 faillites d'entreprises cette année-là, qui n'ont pas eu un président pour s'occuper d'elles...
- Quand Orange connaît le 6 juillet 2012 une panne de service sans précédent, pas moins de deux ministres, dont celui du Redressement productif, se déplacent au siège de l'entreprise.
- Quand un train déraile en gare de Brétigny-sur-Orge le 12 juillet 2013, un drame qui a fait sept morts et trente blessés, nous avons droit au ballet médiatisé du président, du Premier ministre et de plusieurs membres du gouvernement. Le chef de l'État en personne annoncera que « trois informations judiciaires ont été ouvertes ». Par comparaison, quand un accident de

voiture fait cinq morts, par exemple le 6 août 2013 à Carcassonne, personne ne fait le déplacement depuis Paris et aucun ministre ne s'en émeut.

- Quand une jeune Roumaine de 15 ans est expulsée avec sa famille vers son pays d'origine (en application d'une décision de justice fondée ; lisez le rapport d'enquête), le chef de l'État intervient à la télévision pour rappeler la loi.
- Quand une dame de 61 ans meurt « étrangement » aux urgences d'un hôpital parisien (février 2014), la ministre de la Santé réclame publiquement que toute la lumière soit faite sur cette affaire. Si la ministre de la Santé intervient chaque fois qu'il y a un décès suspect dans un hôpital, on se demande à quoi servent les 11 000 personnes qui travaillent sous ses ordres.

Nous pourrions citer une multitude d'exemples qui démontrent cette apparente hyper-mobilisation et implication des dirigeants politiques dans la vie quotidienne des Français. Nous pourrions aussi ajouter les images fabriquées, les clichés, destinés à les rendre sympathiques, humains, proches de nous. Telles les photos, soi-disant prises à la dérobée, d'une candidate à la mairie de Paris fumant une clope avec des SDF. Nous pourrions également évoquer l'activisme du ministre du redressement productif, grand champion du clivage, qui a commencé (pour se faire remarquer) par donner des leçons d'économie et même de morale aux patrons et qui maintenant déroule le tapis rouge aux dirigeants des plus grandes entreprises mondiales, appelés à la rescousse de notre économie vacillante. L'agitation ne crée aucun emploi, même lorsqu'elle est saluée par une cote de popularité flatteuse. L'économie répond à d'autres règles que celles des injonctions

médiatisées d'un ministre et la France ne se relancera ni en s'isolant ni en fustigeant les chefs d'entreprise ou en prolongeant l'idée de lutte des classes.

Rappelons que la mission des membres du gouvernement, selon l'article 20 de la Constitution, est de « déterminer et conduire la politique de la Nation ». Les pères de la V^e République n'avaient sûrement pas prévu ni même imaginé qu'un président intervienne au jour le jour dans les affaires du pays.

Incapables de s'occuper sérieusement du futur, les hommes politiques se concentrent sur le présent. Ainsi, des Lejaby à Léonarda, donnent-ils ce sentiment d'un interventionnisme qui se veut rassurant. Mais c'est un piège dont ils ne peuvent plus s'extirper.

Il y a d'abord celui des bons sentiments et de la nécessité de démontrer son activisme, l'œil rivé sur les baromètres d'opinion. Sur le plan de la morale, on ne peut évidemment rien reprocher à un ministre ou à un président qui témoigne sa compassion et apporte du réconfort à des victimes, ou encore se soucie de l'ouverture d'une information judiciaire, ou paraît s'impliquer dans la résolution d'un bug informatique frappant un opérateur de téléphonie.

Il y a ensuite les chaînes d'informations permanentes qui, à chaque crise, se précipitent sur le moindre sous-secrétaire d'État pour créer un événement dans l'événement et ainsi tenir l'antenne des heures durant. Dès lors, c'est le grand jeu du qui sera vu et qui ne sera pas vu, sachant qu'il y a les rivalités et les susceptibilités internes propres au gouvernement, les espaces médiatiques à occuper pour ne pas laisser la place aux copains, les sondages qui vont récompenser de quelques points l'apparente implication de l'un ou l'autre dans la

gestion d'une crise ou le traitement d'un dossier chaud. Enfin, il y a l'opposition qui crie à l'indifférence si le président ne se déplace pas ou au scandale si tel ministre n'a pas montré qu'il a pris l'affaire à bras-le-corps dès la première heure.

Tout cela pouvant facilement engendrer d'interminables polémiques (il y était, il n'y était pas, aurait-il dû y être...) qui nourriront des heures de débats à la télévision ou à la radio.

Plus personne ne devrait se laisser abuser. Si nos gouvernants, de droite comme de gauche, pensaient un peu plus à la France et un peu moins aux sondages, à leur trajectoire personnelle et aux élections suivantes, il y aurait sûrement moins de monde sur le devant de la scène médiatique. Dès lors, posons deux séries de questions simples :

- Les gouvernants sont-ils vraiment dans leur rôle lorsqu'ils montent en épingle le moindre problème, se saisissent d'un incident (pourvu qu'il soit médiatisé) ou se déplacent sans cesse, d'une scène de drame à celle d'un plateau télé ? Sérieusement, ont-ils le temps d'être au four et au moulin et, de surcroît, est-il nécessaire qu'ils agissent en bande plus ou moins organisée ? Peuvent-ils être partout, présents dans tous les dossiers et, dans le même temps, engagés dans une mission de gouvernance d'ensemble et une réflexion politique de fond destinée à réformer et redresser la France ?
- À quoi servent les grands commis de l'État, les préfets (de département et de région), les élus locaux (députés, sénateurs, maires) et les autorités policières, militaires et judiciaires si le président et les ministres prennent publiquement tous les dossiers en main et jouent des coudes pour parader dans les médias ?

Il est malsain et stérile de vouloir faire croire aux Français, par médias interposés, que le politique peut tout et que son implication dans un dossier est un gage de meilleur traitement. Cela ne fait qu'entretenir un système trompeur et douloureux. Trompeur car les gouvernants disposent de bien peu de pouvoir pour changer la réalité et surtout moins qu'ils ne le font croire. Surtout en ces temps de disette budgétaire. Douloureux car le nombre de déçus ne cesse de croître et amplifie la défiance des citoyens vis-à-vis des politiques. Dès lors, comment s'étonner qu'il soit si difficile de mobiliser les Français sur un projet, une idée, une réforme ? Le dernier grand moment de communion nationale remonte à la Coupe du monde de football, en 1998...

Il n'y a plus guère qu'à travers le sport, la solidarité (Restos du Cœur, Téléthon, etc.) et le défilé du 14 Juillet que les Français se retrouvent et laissent de côté divisions et rancœurs.

✓ **Indignez-vous ? Non ! Réveillons-nous !**

Que nous faut-il de plus pour réagir enfin ?

Que nous atteignons la barre des quatre millions de chômeurs ?

Que le chauffage devienne un luxe pour tous ?

Que nous soyons endettés à hauteur de 3000 milliards d'euros ?

Que le montant des intérêts de la dette soit supérieur au budget de l'Éducation nationale ?

Le retour de Nicolas Sarkozy en 2017 ?

N'oublions jamais que nos élus et nos gouvernants disposent d'une procuration permanente sur nos comptes en banque et que notre patrimoine est déjà nanti par

l'État. Car le bulletin de vote n'est ni plus ni moins qu'une procuration perpétuelle donnée à ceux qui sont élus et investis de la responsabilité de gérer les affaires du pays. Ils devraient le faire en bons pères de famille. Mais le système a été détourné et fonctionne trop simplement : nos gouvernants dépensent et nous payons toujours plus, quelle que soit la catégorie à laquelle nous appartenons.

Ne retenons qu'un chiffre : en 2013, les dépenses de l'État ont été supérieures de 20 % aux recettes. Aucune entreprise, aucun ménage ne supporterait un tel ratio sans courir à la banqueroute. Dans le cas de l'État, il ne peut y avoir de fin car le payeur en dernier ressort, c'est nous. Si quelqu'un doit être ruiné au terme de la partie, ce sera nous. D'ici là, celui qui verra ses revenus amputés, son épargne aspirée, ses biens davantage taxés, c'est nous.

Tout cela sous couvert de justice fiscale et de solidarité. On nous parle de la fiscalité du capital qu'il faut davantage taxer que le travail (sous-jacente, encore l'idée de lutte des classes). Tout en augmentant les impôts, la TVA et la CSG (et bien d'autres) supportés par tous les Français, travailleurs ou retraités.

Nos gouvernants ont même réussi à inventer le concept de TVA sociale pour travestir la réalité (la hausse des prix) en un concept macroéconomique génial destiné à lutter contre les importations en provenance d'Asie. L'idée devrait être brevetée. En vérité, l'État va encaisser plus de TVA (sauf si le chiffre d'affaires des secteurs concernés diminue sous l'effet de la hausse de TVA – ce qui est, semble-t-il, déjà le cas⁶ – ou si la mesure encourage le

6. Les recettes fiscales de l'année 2013 ont été inférieures de 14,6 milliards d'euros par rapport aux prévisions du gouvernement.

travail au noir⁷) et le revenu disponible des Français sera encore un peu plus ponctionné.

Les Français viennent d'avaler une couleuvre de la taille d'un boa et croient, pour une majorité d'entre eux, qu'une injuste répartition du capital est à l'origine de tous leurs maux. Ce n'est pas si simple.

Le capital... Ce mot fourre-tout fait s'entredéchirer ceux qui en possèdent un (de l'épargne, une maison, des actions, etc.) et ceux qui en sont privés, tandis que l'État profite de la bataille pour délester les premiers sans que les seconds en profitent.

Nous l'avons déjà vu, le combat contre les riches n'enrichira pas les pauvres. Sinon, dans un pays aussi fiscalisé et soumis aux prélèvements en tout genre que la France, il ne devrait plus y avoir de pauvres. En outre, il faut bien des riches et des épargnants pour prêter à une France qui ne peut boucler ses fins de mois. À titre indicatif, la France a emprunté 200 milliards d'euros en 2012 pour financer ses déficits. En pratique, cela veut dire que si l'État ne peut plus recourir à l'emprunt, il cessera immédiatement de payer les fonctionnaires, les retraités, les chômeurs, faute de réserves.

Par ailleurs, le double langage de l'État ne devrait échapper à personne.

D'un côté, il stigmatise et veut faire culpabiliser les plus riches pour mieux les ponctionner. Selon le candidat Hollande, on est riche à partir d'un revenu mensuel de 4000 €.

De l'autre, il les courtise pour refinancer ses déficits, par exemple au travers des contrats d'assurance vie.

7. En 2013, 16 500 postes d'emploi à domicile auraient été détruits. Dans le même temps, le travail au noir dans ce secteur repart à la hausse.

Remarquable système qui consiste à attirer les capitaux des épargnants français pour une durée garantie, avec la promesse de taux d'intérêt corrects aux prêteurs, puis à fiscaliser de plus en plus lourdement les gains promis et ainsi les ramener au minimum, c'est-à-dire l'inflation. Cette instabilité permanente et cette incessante remise en cause de la parole publique, doublées de l'ostracisation de ceux qui sont mis à contribution, sont aussi choquantes que contre-productives.

Quand va-t-on comprendre que l'on a besoin de contribuables assez « riches » pour payer les 72 milliards d'euros d'impôts sur le revenu et d'entreprises qui dégagent des bénéfices pour s'acquitter des 53 milliards d'euros d'impôts sur les bénéfices, ou encore des revenus taxables pour prélever les 90 milliards de CSG ? Cet argent provient d'une richesse créée, partagée, prélevée et redistribuée pour financer le train de vie de l'État, le traitement des fonctionnaires et le budget social de la Nation. La solidarité fonctionne à plein.

En 1992, Deng Xiaoping, alors secrétaire général du Parti communiste chinois, déclarait à son peuple qu'il était « glorieux de s'enrichir ». Voilà bien ce que nous devons attendre de nos gouvernants, qu'ils nous enrichissent et non qu'ils entretiennent le mythe de l'État-providence, surtout quand ce dernier survit à crédit. La redistribution n'a jamais enrichi personne. Nous nous enrichirons parce qu'il y aura du travail pour tous, une croissance soutenue, et non pas en nous appauvrissant collectivement et en remettant à plus tard la nécessaire maîtrise de nos dépenses publiques.

C'est plus difficile que de vivre à crédit et d'augmenter les impôts, mais c'est vital.

Enrichissez-nous ! Voilà ce que les Français doivent réclamer à leurs gouvernants. Et préparez l'avenir !

Lutte des clans, divisions bien entretenues, coups d'éclat incessants, déni de réalité et mépris des citoyens par les partis et leurs représentants, concours Lépine des formules assassines, gouvernement des annonces, etc., tout cela n'a que trop duré. La France est à bout de souffle et les Français cherchent désespérément un avenir qu'ils ne voient pas, que personne ne leur dessine. Pourtant, aucun répit n'est possible, aucune pause n'est autorisée. Il faut avancer, mais nous n'avons pas de cap, pas de grand projet collectif, et ce qui nous attend au XXI^e siècle doit être pris très au sérieux. La France n'y est pas préparée.

II

LA FRANCE EN GRAND DANGER

Les défis qui se présentent à nous sont considérables et du ressort absolu de la sphère politique. C'est au plus haut niveau de l'État qu'il convient d'y réfléchir. Cela devrait occuper l'essentiel du temps du président de la République et exige de lui quatre qualités essentielles : le réalisme, l'imagination, l'ambition et le courage.

La première fait défaut à la plupart des hommes politiques. Charles de Gaulle disait que l'on ne fait pas de politique autrement que sur des réalités et il avait mille fois raison.

Ensuite vient l'imagination, elle suppose de ne pas penser automatiquement à lever un nouvel impôt ou à faire voter une énième loi pour régler un problème.

Quant à l'ambition, à ce niveau, le plus important est d'en avoir pour son pays et non pour son parti ou sa carrière. Ce qui suppose du courage.

Cette partie a aussi pour objectif de vous montrer que la gestion partisane et immobile de ces trois dernières décennies nous laisse une quantité considérable de dossiers brûlants.

LES FRICHES DE LA RÉPUBLIQUE

✓ Économie et emploi

Les premiers chantiers sont ceux qui touchent à l'économie et à sa modernisation. D'où viendront les nouvelles sources de croissance et de développement de la France ? Le tourisme ne suffira pas. Ni le marché du troisième et du quatrième âge. Si nous voulons du travail pour tous, et a fortiori un travail à forte valeur ajoutée capable de payer l'une des mains-d'œuvre les plus chères (34 euros¹ contre 30 en Allemagne, 21 en Espagne et 19 au Royaume-Uni) et les plus taxées du monde², nous devons nous préparer à l'économie de demain. Quels secteurs fourniront des emplois à tous ceux qui, aujourd'hui, n'en trouvent pas ? De quoi vivrons-nous dans vingt ou trente ans ? D'où viendra le travail qu'il faudra donner aux prochaines générations ?

En parallèle de l'ouverture des chantiers du futur, nous n'échapperons pas à une vraie simplification des règles fiscales, juridiques et sociales qui paralysent notre économie. Y renoncer revient à nous condamner. Le jardin à la française de notre économie ne laisse pas assez de place à la fantaisie et à la prise de risque, qui est durement sanctionnée. Nos entreprises sont de très bons élèves au regard des critères de l'administration française et comptent parmi les plus vertueuses du monde, mais elles ne sont pas assez compétitives. Il faut faire des choix économiquement responsables et trouver les bons équilibres.

1. Source INSEE.

2. En moyenne, les charges sociales françaises représentent 78 % du salaire net.

Dans le domaine de la science, de la recherche, des nouvelles technologies et des biotechnologies ou encore des métiers de l'environnement, nous avons déjà pris du retard. De son côté, le secteur de l'industrie a perdu près de 40 % de ses emplois en trente ans et les destructions continuent. La faute revient au politique qui a observé le phénomène des délocalisations sans réagir et a attendu 2014 pour se poser la question de la compétitivité.

✓ Politique de l'énergie

L'indépendance énergétique de la France et le prix de son énergie doivent être très sérieusement étudiés. En l'état, ce qui est préparé par les dirigeants français et européens nous conduit dans une impasse. L'énergie, pourtant abondante, va coûter de plus en plus cher aux Européens (son prix est déjà 30 % plus élevé qu'aux États-Unis) compte tenu de l'incohérence totale de nos politiques énergétiques française et européenne. Un tel écart est déjà très pénalisant et la dérive en cours est incompatible avec une relance de l'économie et de l'activité industrielle. Qu'on le veuille ou non, il faut être compétitif.

Pire, certains choix vont nous amener à polluer davantage que nous ne le faisons aujourd'hui. Et, comble de l'absurde, nous importons du charbon américain (les États-Unis exploitent désormais leur gaz de schiste) après avoir fermé nos propres houillères.

Dans le même temps, nous renonçons à l'énergie nucléaire en Europe et exportons nos centrales en Chine. Aurions-nous oublié que le nuage de Tchernobyl ne s'est pas arrêté à la frontière de l'Ukraine ? Nous faisons donc confiance à la qualité de nos centrales et les risques de pollution sont maîtrisés. Le contraire serait criminel.

Alors, pourquoi vendre aux Chinois (et à d'autres) la technologie de production électrique la moins chère et la moins polluante, ce qui va encore accroître leur compétitivité, et abandonner cette filière en Europe au profit d'énergies émettrices de CO₂ (le retour des centrales à charbon est une réalité en Allemagne) ou d'électricité produite par de l'éolien off-shore qui coûte quatre à cinq fois plus cher ?

Voilà qui démontre la nécessité de réfléchir à ces questions majeures en se détachant des idéologies, en privilégiant le pragmatisme et la science. Dans ce domaine stratégique, la recherche est fondamentale et les pays qui, par exemple, inventeront le moyen de stocker l'énergie en tireront un avantage considérable.

✓ L'éducation, la grande priorité

La question de l'école, au sens large, et de ses missions est centrale. L'une des principales n'est-elle pas de donner à un jeune le maximum de clés pour réussir sa vie professionnelle ? En prenant en compte les réalités d'aujourd'hui et les opportunités offertes par la mondialisation, ne faudrait-il pas, par exemple, aller plus loin dans l'enseignement des langues étrangères, anglais, arabe ou chinois en tête ? Dans un monde virtualisé, ne serait-il pas judicieux de *fabriquer* des générations de « geeks » au lieu de se contenter d'avoir des « surfeurs » de l'internet ? Rien d'illégal dans ce projet. Simplement la volonté de donner une véritable compétence technique au plus grand nombre, car les langues de l'informatique seront demain aussi essentielles que l'anglais.

Robespierre affirmait que « la patrie seule a le droit d'éduquer ses enfants ». Cette formule est dépassée.

Notre conception de la société et de l'homme est peut-être à l'origine de certains de nos malheurs et – c'est un paradoxe – nous a conduits à cette société de défiance généralisée. Oserons-nous un jour bâtir une société de confiance ?

Avant cela, l'école devrait, et devra, relever son niveau d'exigence, mieux transmettre nos valeurs, donner à nos enfants une vision de la France et de son Histoire qui n'exclue pas de cultiver la fierté. Elle devrait également ne pas les prendre en otages de théories politiques surannées, ni entretenir le concept d'un monde économique d'abord prédateur.

Enfin, main dans la main avec les parents, l'école doit apprendre que le travail est une vertu et qu'il procure beaucoup de satisfactions. Nous n'avons jusque-là identifié aucun autre moyen pour permettre à chacun de trouver sa place dans la société, d'apporter sa contribution, de réussir sa vie et même de faire fortune (c'est une liberté non contestable). Alors, autant l'enseigner !

À n'en pas douter, si tous les jeunes avaient du travail, il y aurait moins de délinquance.

✓ Organisation du territoire

Plus généralement, l'organisation administrative de la France doit être repensée afin de simplifier l'ensemble et de le rendre réactif et de nature à soutenir l'économie, à favoriser son développement et non le contraire. Si l'on observe le reste du monde, il semblerait que de très grandes métropoles se constituent en Asie, aux États-Unis, en Amérique du Sud et même en Europe.

Dans la compétition internationale qui engage tous les pays, l'entité métropole, au même titre que les Länder

allemands, tend à devenir la norme ou le format adapté. Allons-nous conserver le découpage administratif de Napoléon, comme une relique sacrée, ou bien faire enfin le choix (et tant mieux s'il y a moins d'élus) de vivre une époque résolument moderne en organisant la France autour de ses grands bassins économiques et d'emploi, en dotant ceux-ci tout de suite des infrastructures politiques et techniques nécessaires et en favorisant les rapprochements entre les entreprises et les universités ?

Il faut avoir conscience que les économies émergentes s'organisent et agissent beaucoup plus vite que nous. La Chine et ses JO de 2008 devraient rester dans les mémoires. En moins de quatre ans, Pékin s'est métamorphosée. Certes, cela ne s'est pas fait dans la douceur, mais la capitale chinoise est ainsi entrée dans le XXI^e siècle par la grande porte. La compétition internationale n'a jamais fait de cadeau aux plus faibles ; la France, qui est sur le point de quitter le camp des forts, ferait bien de s'en souvenir.

✓ Justice

La justice ne doit pas non plus échapper à une révision complète. Trop lourde, trop lente, insuffisamment dotée, elle ne répond plus aux attentes des justiciables et ce, en dépit des efforts de la très grande majorité des magistrats. Là encore, il faudra avoir le courage de simplifier notre droit, sans négliger de dépolitiser l'institution judiciaire, dont la mission n'est pas de prendre parti. La justice non seulement est indépendante (selon la Constitution), mais encore se doit d'être impartiale. Entre rendre la justice et faire justice, la nuance est de taille.

Il devrait y avoir une forme de hiérarchie entre les droits des victimes et ceux des condamnés. La victime l'est

malgré elle et se différencie du délinquant par son absence totale d'intention. La justice est donc rendue quand il y a eu réparation. Dès lors, à quoi bon condamner à des peines qui ne sont jamais exécutées ? Un État de droit, sûr de son droit, est un État ferme, qui applique la loi. Et pas seulement avec ceux qui fraudent le fisc à la petite semaine ou roulent à 91 km/h au lieu de 90.

Pour autant, nos prisons tiennent davantage du bagne et beaucoup en ressortent plus radicaux encore. On peut comprendre l'hésitation des magistrats. Ce qui signifie qu'un pays comme la France doit tout mettre en œuvre au titre de la réinsertion et de la prévention. Sans oublier de moderniser ses prisons.

Dans le même temps, il ne faut pas nier la réalité carcérale. Mais cela supposerait d'instaurer le principe des statistiques ethniques en France et ce sujet compte parmi les plus polémiques. Quoi qu'il en soit, refuser de regarder la réalité en face est un acte de lâcheté, ou alors une manœuvre dilatoire dont il convient de se défier.

✓ Immigration et démographie

Nous devrions mieux appréhender les réalités de l'immigration actuelle et apporter les bonnes réponses aux problèmes, éviter la fabrication de ghettos (des silos ethniques) et de zones de non droit, tout en dégonflant certaines baudruches. Au lieu de cela, le non-dit entretient des fantasmes qui profitent aux partis populistes. C'est ridicule. Nous n'éradiquerons pas la délinquance en France tant qu'il subsistera autant de pauvreté et que le chômage des jeunes se maintiendra à un niveau si élevé. Plus de présent, pas d'avenir. Le véritable grand projet d'urbanisme pour les cités-ghettos de la France est celui qui consiste à

les vider pour ensuite les détruire, en permettant à tous ceux qui y vivent de s'en extraire par le travail.

Nous avons aussi l'obligation de préparer et d'accompagner les profondes mutations de la société française, à commencer par les conséquences prévisibles de la démographie et de l'immigration. Sous l'influence des flux migratoires passés et actuels, elle va « changer de couleur ». D'ici à 2060, il devrait y avoir une proportion égale de Français « blancs de peau » (on dit d'origine caucasienne) et de Français ayant une origine nord-africaine, africaine, orientale ou asiatique. C'est une excellente chose qui, si elle réussit, sera la marque du succès de l'intégration et un gage de paix. Mais une évolution si rapide peut virer au cauchemar si nous ne réfléchissons pas ensemble au « comment allons-nous vivre ensemble ? ». Brandir l'étendard de la République laïque en guise de réponse ne suffit pas. Et pratiquer, comme aujourd'hui, la politique de l'autruche est suicidaire.

L'immigration, même si elle pose de vrais problèmes et si son coût réel fait débat, représente une chance pour la France, en termes de dynamisme, de stimulation et d'ouverture sur le monde. Ne nous plaignons pas quand la France attire ! Il y a d'ailleurs un autre paradoxe qui mérite d'être souligné : les nouveaux arrivants voient bien le potentiel de la France, et pas seulement à travers son système social. Pour autant, notre modèle d'intégration subit de nombreuses critiques qui mêlent notamment inégalités et insécurité, religions et laïcité.

✓ La question des influences religieuses

Il faut se défier de fermer les yeux sur les « influences extérieures » qui sont à la manœuvre. L'Islam politique constitue une force en marche, qui sait user du cynisme,

en face de laquelle l'angélisme de la confiance ne saurait constituer une réponse sérieuse. Ni le pragmatisme ni la lucidité n'empêchent les bons sentiments de se manifester, mais ils permettent d'éclairer le chemin et d'éviter les pièges et les réveils douloureux. Et si Islam et politique s'entremêlent dans les pays qui ont donné naissance à la troisième religion du Livre, nous ne saurions tolérer cette confusion en France, ni même en Europe. De la même façon, nous devons nous prémunir des dérives du prosélytisme religieux à vocation politique et, dans cette logique, nous garder d'assimiler ché-guévarisme et djihadisme lorsqu'il s'agit de comprendre les motivations des jeunes Français qui partent faire la guerre sainte en Syrie ou en Afghanistan ; comparaison n'est pas raison. Quant à l'importation violente sur le territoire national du conflit israélo-palestinien, elle est insupportable et la mouvance antisémite qui l'accompagne doit être combattue avec la plus grande sévérité. La liberté d'expression ne peut et ne doit en aucun cas se laisser déborder par la sauvagerie, ni véhiculer la haine de l'autre. Mais là encore, le pouvoir politique doit accomplir un important travail de pédagogie vis-à-vis de nos concitoyens, tout en adoptant une ligne de politique étrangère claire et cohérente. Ici encore, tout reste à faire.

Chacun est libre de pratiquer sa religion à l'intérieur de la République et si, demain, il doit y avoir autant de mosquées que d'églises, cela ne pose aucun problème, à condition que la voix du muezzin ne s'impose pas à toute la Cité.

Le sujet est si sérieux qu'il faudra d'abord chercher à le dépassionner pour ensuite réunir tous les acteurs concernés et réfléchir sereinement aux plans de cette maison France « black blanc beur ». Car l'avenir appartient déjà à ceux

qui peupleront la France de demain et d'après-demain. Un sujet qui concerne aussi l'Europe car, en 2030, elle comptera 57 millions de musulmans, c'est-à-dire plus de 10 % de sa population.

L'une des solutions passe par le dialogue interreligieux et intercommunautaire qu'il faut développer et auquel il faut intéresser les Français dans leur ensemble. Cette démarche devrait conduire les dirigeants politiques à davantage consulter les autorités religieuses et les représentants des grandes communautés de notre pays sur les grandes questions de société. Le fait religieux est une réalité qui n'a pas que des défauts, il joue un rôle important et apporte de nombreux points de repère, temporels et intemporels, dans un monde qui va si vite qu'il en oublie l'essentiel. André Malraux a dit un jour : « Je pense que la tâche du prochain siècle, en face de la plus terrible menace qu'ait connue l'humanité, va être d'y réintégrer les dieux. » Même s'il convient de préserver la séparation de l'Église et de l'État, de tels échanges entre dirigeants politiques et dignitaires religieux permettraient de mieux appréhender les aspirations profondes des Français, qu'il convient de distinguer des besoins matériels et des urgences du présent. Nous éviterions ainsi les excès du laïcisme qui, par la fermeture de ses raisonnements, tend à rejeter la spiritualité et son héritage, même dans sa forme philosophique.

✓ **Vieillesse, accompagnement et dépendance**

Le vieillissement de la population est un autre enjeu qui mérite beaucoup d'attention, de dialogue et de pédagogie tant le terrain est miné. Il reste tout à faire, ou presque, depuis l'âge de la retraite (la situation actuelle est intenable dans la durée), le financement toujours déficitaire de ses

différents régimes, la gestion de la dépendance et de la fin de vie et même l'euthanasie ; les sujets sensibles ne manquent pas.

✓ Santé et progrès

L'avenir de notre système de santé universel sera sérieusement mis en question par les progrès d'une médecine plus efficace mais nettement plus onéreuse. Jusqu'à présent, nous avons feint d'ignorer le problème. C'est irresponsable. La réalité d'une médecine à plusieurs vitesses s'impose chaque année davantage sous l'effet des progrès de la science. Dans le même temps, les recherches sur le génome ouvrent de nouveaux horizons, qui constituent de réelles opportunités dans le domaine de la médecine préventive. Nous ne devons pas retarder l'ouverture d'une grande réflexion sur la santé.

UNE ÉTRANGE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Nous devons repenser en profondeur notre action diplomatique au regard des intérêts stratégiques et économiques de la France sur le long terme. La France devrait faire preuve d'un peu plus de réalisme, définir sa politique étrangère de façon autonome, donner moins de leçons de morale et signer davantage de contrats. À la clé, il y a un principe binaire qui s'applique, celui qui crée des emplois et des opportunités économiques, ou non. Notre pays n'est plus assez riche et puissant pour dicter sa loi ou imposer ses dogmes au reste du monde. Nous l'avons bien vu avec la crise syrienne : seule et en dépit des menaces proférées par le président de la République, la France ne pouvait « punir » le régime de Bachar al-Assad.

Soyons pragmatiques, il est irresponsable et ruineux de faire montre d'agressivité si le verbe est notre seule munition. Certes, il nous a été facile de renverser puis d'éliminer Kadhafi, mais quand il s'agit d'un État qui détient la puissance nucléaire, comme la Russie, nous capitulons à la première annexion. Cette (real)politique de deux poids deux mesures, selon que les pays sont faibles ou puissants, devrait nous amener à revisiter notre doctrine diplomatique.

Si la France n'est plus une grande puissance, elle peut devenir une puissance de grande influence, en Europe et dans le monde, et mettre cette influence au service de ses intérêts propres et de ceux de ses partenaires proches. Cela suppose d'élaborer une vraie stratégie et de placer la dimension économique au centre du dispositif. Un tel projet ne nous condamne pas à reléguer au second plan les valeurs auxquelles nous sommes attachés, au contraire, mais il donnera la priorité à notre absolu besoin de croissance et de développement. Lorsqu'il aura retrouvé le chemin de la prospérité, notre pays fera mieux valoir ses positions et ses valeurs et redeviendra même un exemple pour les autres nations.

En attendant, de grandes questions géopolitiques sont sur la table et il conviendrait de nous y attaquer si nous voulons éviter que le tsunami du XXI^e siècle ne balaye la France et n'affaiblisse gravement l'Europe.

✓ **L'Europe est notre avenir**

Nous devons assumer nos obligations européennes. Il appartient à la France de jouer l'un des premiers rôles dans ce processus de construction. À partir d'une zone euro stabilisée et bien pilotée, avec de la discipline et de la solidarité entre les États, en améliorant significativement

la gouvernance de l'Union européenne (sans qu'il soit besoin de changer les traités, il suffit de les appliquer) et grâce à la mise en œuvre de politiques communes à notre portée (énergie, industries de défense, marché unique, modernisation de Schengen), nous avons une chance de donner à l'Union européenne le deuxième souffle qui lui fait tant défaut.

L'Europe n'est plus une option. L'euro non plus, d'ailleurs. À l'heure de la montée en puissance des économies émergentes et de l'Asie dans son ensemble, avec une Chine qui sera la première puissance économique d'ici 2025 (devant les États-Unis), nous n'avons pas d'autre solution que de nous organiser au sein d'une entité dont la taille, la puissance et la monnaie permettront vraiment de peser dans les débats, de négocier et de défendre nos intérêts. Ni les difficultés du quotidien ni les jeux politiques ne devraient empêcher nos gouvernants de regarder loin devant. En 2040, sauf surprise, le radar économique mondial annonce qu'aucun pays du Vieux Continent ne siègera plus au G8. L'Union européenne, elle, le pourra, à condition de ne pas la saborder.

Si l'Union européenne fonctionne mal, c'est d'abord la faute des grands pays, puis des autres ; elle n'est que la somme de nos médiocrités nationales, de nos carences, de nos faiblesses, de notre manque de vision et de courage. L'addition de vingt-huit mauvaises notes n'a jamais produit un bon bulletin.

En définitive, l'Union européenne nous ressemble et nous n'aimons pas la regarder car elle nous renvoie à toutes nos imperfections. Elle est notre miroir. Par facilité ou lâcheté, elle est devenue la poubelle de nos échecs nationaux. Pour changer l'Europe, nous devons commencer par changer la France.

Quant à l'euro, que certains estiment surévalué, il ne doit pas servir d'alibi à l'immobilisme et à l'absence de réformes en France. Pour autant, si nous voulons en faire un atout pour l'économie européenne et pour les Européens, plusieurs conditions devront être rapidement remplies :

- Que les pays membres de la zone euro engagent de vraies réformes structurelles.
- Que les dépenses publiques soient maîtrisées et les déficits réduits.
- Enfin, qu'il y ait une vraie convergence des politiques économiques, budgétaires et sociales.

Sinon, tôt ou tard, nous serons contraints d'en sortir pour revenir à des monnaies nationales, mais les risques d'une telle manœuvre sont immenses et rien ne garantit que nous vivrons mieux sans l'euro. Aussi faut-il espérer que nous éviterons cette extrémité.

✓ Deux milliards d'Africains !

Il faut se préparer à vivre aux côtés d'un continent africain aux réalités multiples et dont la population va doubler d'ici 2050, pour atteindre le nombre vertigineux de 2 milliards de personnes (c'est-à-dire l'équivalent de la Chine, de l'Union européenne et de la Russie réunies). 2050, autant dire demain ! Il est difficile de prévoir ce qu'il adviendra de l'Afrique, mais il serait surprenant que le chemin ne soit pas chaotique. Très instable, le continent est soumis au stress de la pauvreté, des maladies endémiques, des famines, de l'insalubrité, du règne de l'inégalité, de la corruption et de l'arbitraire, des guerres tribales et des conflits ethnico-religieux. La situation d'ensemble est aujourd'hui moins mauvaise qu'il y a dix ou vingt ans. Toutefois, ce ne sont pas

les quelques hirondelles de progrès que l'on aperçoit ici ou là qui annoncent l'arrivée du printemps africain. D'autant que la montée en puissance de groupes islamo-terroristes tels que Boko Haram n'a rien de rassurant. Ne nous y trompons pas, si la France et l'Europe ne s'occupent pas de l'Afrique, elle s'occupera de nous. Les images impressionnantes de ce millier d'Africains franchissant les hautes barrières de l'enclave espagnole de Melilla³ devraient nous y inciter.

✓ Chambardements géopolitiques au Moyen-Orient

La redistribution des cartes au Moyen-Orient va aussi sérieusement bousculer un jeu complexifié par les printemps arabes, avec deux faits d'importance comparable qui surviennent au même moment, et ce n'est pas un hasard :

- Le moindre intérêt des Américains pour cette zone en général, et l'Arabie Saoudite en particulier, depuis que l'exploitation des gaz de schiste annonce leur quasi-indépendance énergétique.
- Le retour programmé de l'Iran dans le concert des nations, sous l'impulsion de Barack Obama, qui a besoin d'engranger un grand succès diplomatique avant la fin de son second mandat.

Si nous pensons d'abord à nos intérêts et avons l'ambition d'accompagner et de profiter de ces évolutions, il faudra, avec nos partenaires européens, privilégier le pragmatisme au (néo)conservatisme. Il serait évidemment fou de croire à la simplicité du problème irano-arabe tant le monde de l'Islam est divisé, partagé entre des courants durs et sous l'influence de très puissants intérêts. Mais il nous

3. L'enclave de Melilla est située au nord du Maroc. Les faits se sont produits dans la nuit du 28 mai 2014.

appartient de choisir notre ligne et de privilégier d'abord ce qui est bon et utile pour la France, puis pour l'Europe.

✓ **Les États-Unis penchent vers l'Asie**

Le basculement du centre de gravité de l'économie en Asie, c'est-à-dire, pour nous, aux antipodes, n'échappe à personne. Avons-nous pris la pleine mesure de ce qui est à l'œuvre, notamment à l'échelle de l'Union européenne ? Ce n'est pas certain. Si, aujourd'hui, certains pays comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne tirent mieux leur épingle du jeu que d'autres dans le big bang de la mondialisation, à terme, leur sort sera inéluctablement lié au nôtre. Il l'est déjà en réalité, nous sommes tous interdépendants. Mais il n'y a aucune dynamique commune, ou trop peu. De fait, nous avançons en ordre dispersé et les écarts de compétitivité entre les pays se creusent rapidement. On le voit déjà avec la zone euro où les distorsions entre les économies (de la Grèce à l'Allemagne) deviennent très difficiles à supporter. Le principe d'une Europe à différentes vitesses exige qu'aucun pays ne soit à l'arrêt ni en marche arrière. Il nécessite aussi de partager une ambition politique et des valeurs et de mettre en œuvre des projets communs. Sans quoi, c'est une Europe à différentes destinations qui se profilera, ce qui remettra en cause l'idée même d'union.

Si la France ne veut pas devenir le maillon faible de l'Europe, elle ferait bien de presser le pas, de se réformer et de se moderniser sans plus attendre. Sans quoi, elle sera l'un des boulets de l'Union européenne et deviendra le paradis des prédateurs de la finance internationale, qui rachèteront au prix du plomb ce qui valait de l'or.

✓ Une Europe sans défense

Nous devons aussi sérieusement songer à défendre la France, l'Europe et ses 500 millions d'habitants de toutes les menaces et de tous les périls qui les guettent. Dans un monde où tant de civilisations ont disparu et dans lequel il n'y a jamais de statu quo, mais des gagnants ou des perdants en devenir – sachant que les perdants d'hier ne feront de cadeau à personne – il vaudrait mieux disposer des moyens de nous défendre. Nous n'en prenons pas le chemin : la France et l'Europe désarment quand le reste du monde s'équipe. En 2013, tous pays confondus, les dépenses militaires ont encore augmenté. Ce n'est pas anodin et l'histoire a maintes et maintes fois démontré que les armes n'ont pas été fabriquées pour rester dans des hangars ou des caisses. Ici, l'angélisme constitue un péril mortel.

La Russie, troisième nation militaire, est en passe d'investir 500 milliards d'euros pour moderniser ses armées et une quarantaine de milliards par an pour le développement de son programme spatial. De son côté, l'Algérie est parvenue au niveau d'Israël pour les dépenses militaires, avec un budget en augmentation de 14 % en 2013. En moyenne, les pays de l'Union européenne ont accordé 1,8 % de leur PIB à leur défense en 2010 quand les États-Unis et la Russie y allouent près de 4,5 %. La Chine n'y consacre que 2 %, selon les données disponibles, mais il faut se méfier des apparences, car elle dépense déjà trois fois plus que la France et son budget progresse de 10 à 20 milliards par an.

En clair, la compétition internationale n'a pas fini de stimuler des tensions ni de générer des crises. C'est la réalité et nous devons l'affronter.

✓ La Terre a chaud !

Le problème du réchauffement climatique et de sa conjonction avec l'activité humaine est simple à poser, jusqu'à présent rien n'a été fait, ou presque. La survenue de plus en plus fréquente de grandes catastrophes naturelles et de perturbations météorologiques bien réelles n'autorise plus l'immobilisme. Les preuves que certains attendaient sont partout sous nos yeux, et personne ne sait évaluer les conséquences à long terme des bouleversements en cours. Si ce n'est que cela va nous coûter très cher et nous poser d'innombrables problèmes, parfois insolubles.

Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, il serait peut-être temps de s'y mettre et la France peut, là encore en profitant de son statut et de sa position de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, jouer un rôle important. À ce titre, la conférence de Paris qui aura lieu en 2015 mérite d'être vraiment bien préparée car, dans le domaine du respect de notre environnement et de la prise en compte des changements climatiques, seules des initiatives globales auront vraiment un impact. Elles passeront par la conjugaison de révolutions industrielles et comportementales si l'on veut que le développement de l'humanité soit durable :

- Comment produire et transporter, avec quelles énergies ?
- Comment consommer mieux et transformer gestes et actes quotidiens pour les rendre écologiquement responsables ?

Là encore, les données démographiques associées aux mutations économiques en cours devraient faire plus que nous alarmer :

- En 2050 et sauf accident, la Terre comptera entre 9 et 9,5 milliards d'habitants, c'est-à-dire plus de 3 milliards qu'en l'an 2000.

- À cette époque, et sur la base du rythme actuel, les experts estiment que la classe dite moyenne comptera alors 3 milliards d'êtres humains qui consommeront autant que les citoyens des pays développés, contre 1 milliard aujourd'hui.

Notre empreinte écologique va donc considérablement s'amplifier.

Pour conclure cette partie sur les affaires internationales, nous ne saurions trop conseiller au chef de l'État français de s'occuper presque exclusivement de tous les problèmes et défis que nous venons de survoler plutôt que de lier son destin à des courbes qui n'obéissent pas aux injonctions présidentielles.

Sur toutes ces questions, la France et l'Europe sont en première ligne. Mieux, elles ont vocation à le rester, afin de promouvoir des valeurs universelles et une certaine conception de l'État de droit. Mais, pour cela, elles devront contribuer à faire émerger un nouvel ordre mondial reconnu et respecté par l'ensemble des pays, en ne perdant jamais de vue que le rapport de force et le temps jouent en faveur du plus grand nombre, l'Europe et les États-Unis réunis représentant à peine 12 % de l'humanité.

III

LA DÉMOCRATIE EN QUESTION

✓ Les atouts de la France

C'est le plus rageant : nous avons tout pour réussir collectivement et nous sommes parvenus à un résultat diamétralement opposé, un déclassement international bien amorcé, une nation au bord de l'implosion et des Français anxieux, souvent découragés et en proie à une irascibilité grandissante.

Les atouts de la France sont nombreux ; elle dispose des armes pour affronter cette guerre économique mondiale, une guerre qui fait des vainqueurs et des vaincus. Ses malheurs proviennent pour l'essentiel de la défaillance de nos institutions ou plutôt de leur dévoiement par une classe politique hors-sol, prisonnière des logiques partisans et électorales dont elle ne peut plus s'extraire, au risque de disparaître.

Le maillon faible, c'est notre système politique dans son ensemble, et c'est lui qu'il convient de réformer en urgence si nous voulons être en mesure d'affronter les défis du XXI^e siècle et les périls qui nous menacent. Le « monde des actifs » n'attend qu'un vrai signal pour donner sa pleine mesure et libérer le fantastique potentiel de la France. Il

nous appartient de le vouloir et de le décider car les bases sont encore – mais pour combien de temps ? – solides :

- Des entreprises qui, en dépit des multiples et souvent inutiles contraintes qui les brident, parviennent encore à innover et à fabriquer des champions.
- Un service public français qui, même s'il est perfectible, délivre l'une des meilleures prestations du monde.
- La qualité de notre haute administration ; sa grande compétence constitue l'un des piliers sur lesquels il faudra s'appuyer pour transformer la France.
- Nos armées et les nombreuses missions qu'elles rendent à la France sur le territoire national et à l'étranger, en Afrique notamment.
- Cette France du cœur qui fait tant pour son prochain et cette France associative qui contribue au rayonnement de notre pays.
- Nos sportifs, nos artistes, nos intellectuels, nos scientifiques.

Cet ensemble n'aspire qu'à être bien gouverné. C'est ainsi qu'il donnera le meilleur de lui-même et élèvera notre pays à un meilleur niveau de prospérité partagée.

La France est excellente dans de nombreux domaines et, à la différence de la plupart des pays, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'économie, même si certains souffrent et sont sur le point de disparaître, comme la sidérurgie. Au classement *Forbes Global 2000*, vingt-neuf groupes français figurent parmi les cinq cents plus grandes entreprises mondiales ; c'est mieux que les Allemands. Énergie, nucléaire, aéronautique, industrie de défense, transports, services, téléphonie, pharmacie, optique, assurance, banque, grande distribution,

agroalimentaire, luxe, cosmétique, autant de secteurs dans lesquels notre pays compte des groupes de classe mondiale.

Seconde puissance maritime avec une zone économique exclusive (ZEE) de 11,2 millions de kilomètres carrés, derrière les États-Unis, la France dispose là aussi d'un potentiel océanique peu et mal exploité.

L'agriculture emploie encore 900 000 personnes et la France reste le premier producteur agricole de l'Union européenne. Cette filière est vitale pour notre pays, dans tous les sens du terme. Hélas ! les exploitants dans leur grande majorité vivent de plus en plus mal de leur métier.

Plus légèrement, nous pouvons aussi compter sur la gastronomie et le vin qui font de la France un pays à nul autre pareil et constituent, avec notre incomparable patrimoine, l'un des piliers de notre attractivité touristique. Première destination au monde, nous avons attiré 83 millions de visiteurs en 2012, qui, au total, ont dépensé 36 milliards d'euros. Mais, en nous montrant plus accueillants, nous pourrions faire nettement mieux, car un touriste étranger dépense en moyenne 1 000 euros en Espagne et 2 000 euros aux États-Unis contre 650 euros en France¹.

La culture est et restera l'un des signes distinctifs de notre pays. L'industrie du cinéma français occupe la troisième place, derrière l'Inde et les États-Unis.

Dans des disciplines de fond, comme les mathématiques pures, nous excellons également.

La diaspora française joue un grand rôle. Près de 3 millions de Français sont ainsi disséminés tout autour de la planète, soit 5 % de notre population ; une proportion

1. Source France Info.

bien supérieure à celle de la Chine, à ceci près que les ressortissants de l'empire du Milieu sont 35 millions à vivre en dehors de leurs frontières.

Cette diaspora participe au rayonnement de la France et assure la promotion du *made by French*.

Il convient également de valoriser la qualité de nos infrastructures, réseaux autoroutiers, TGV, réseau de téléphonie, internet haut débit, etc., qui, ajoutés à notre géographie et à notre climat tempéré, sont autant d'éléments favorisant la compétitivité et de nature à attirer les investisseurs.

La qualité de notre service public, autre point fort de notre pays, mérite d'être valorisée car elle est aussi de nature à attirer les talents en France.

La francophonie constitue l'un des grands atouts de notre pays. Le français est aujourd'hui la langue officielle ou administrative de trente-huit pays et est parlé par 220 millions de personnes. On peut estimer qu'en 2050, compte tenu des évolutions démographiques (notamment en Afrique), il le sera par 700 millions à 1 milliard d'habitants.

Mais attention, en Afrique notamment, la concurrence linguistique est féroce, entre les dialectes locaux, l'arabe et l'anglais (ou plutôt l'américain). Dans cette compétition, il est d'abord question d'influence (économique, politique, juridique, normative) et de nationalisme (religion, rejet de l'héritage colonial). De fait, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), qui regroupe soixante-dix-sept pays et accomplit un travail remarquable, ne suffira pourtant pas à défendre la langue française. C'est un enjeu majeur pour notre diplomatie.

Enfin, et c'est presque le plus important, la démographie française se porte plutôt bien. Avec 2,08 enfants par femme en 2013, la France se classe en première position au sein de l'Union européenne. Nous devançons même les États-Unis (2,06). Quant aux Russes et aux Chinois, ils sont loin derrière avec à peine 1,5 enfant par femme.

✓ La démocratie est en danger

La France a de nombreux atouts, nous venons de le voir, mais elle n'a plus d'ambition collective, pas de cap, pas de projets d'envergure qui viendront soutenir notre économie pour les trente ou quarante prochaines années. Nous n'avons jamais eu de pétrole et sommes désormais en panne de grandes idées.

De surcroît, notre démocratie ne vit plus. Elle survit de façon artificielle, confisquée par les partis politiques qui gardent la haute main sur le pays et bloquent les réformes. Hélas ! à terme et à force d'être défailante, la démocratie risque d'être remplacée par un modèle de gouvernance plus autoritaire.

Nous pouvons encore choisir de faire le gros dos, ce qui revient à entretenir l'illusion que les institutions résistent et que la situation est grave mais pas dramatique, en masquant les profondes mutations en cours et en évitant de nous attaquer aux grands défis que nous avons passés en revue. L'expérience réussie de la démocratie locale prolonge l'illusion que la démocratie française en général fonctionne. Mais c'est un leurre bien entretenu, presque un mythe, sur lequel on entend justifier l'existence d'un système politique structurellement défailant et qui a généré tant de comportements déviants.

Dans ce monde plus ouvert mais ultra-compétitif, notre pays peine à avancer. Il tire des bords, un coup à droite, un coup à gauche, tandis que les grandes puissances foncent tout droit.

On nous explique que c'est cela la démocratie, que l'alternance fait partie de l'équation et qu'en définitive, même s'il n'est pas linéaire, le progrès est en marche. C'est faux. Chaque bord, au lieu d'être une avancée dans la bonne direction, constitue trop souvent une régression pour l'ensemble du pays. Trop souvent, le « progrès » rime avec destruction de valeur économique et nouvel encadrement des libertés. Il consiste également à défaire ce que le précédent gouvernement a fait, en attendant que ce dernier revienne aux affaires et fasse l'inverse.

À force de répéter que « la démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres », nous nous interdisons de réfléchir à ce qui pourrait sauver le système et passons notre temps à traiter les conséquences de notre effondrement sans jamais remédier aux causes.

Il en va ainsi de la plupart des crises récentes, qui ne constituent pas la cause première de nos soucis, mais bien la conséquence directe de la défaillance du maillon politique.

✓ **Les douze plaies de la démocratie**

- La confiscation du pouvoir par les partis et son corollaire, le non-renouvellement des élites.
- Les insuffisances de la classe politique et son manque de préparation à assumer le pouvoir.
- Le mépris de la réalité qui érige les promesses en mensonges et stimule des clivages dépassés.
- L'irresponsabilité et l'impunité des élus et de la classe politico-administrative.

- Un système de représentation politique et syndical essentiellement corporatiste.
- L'absence d'un véritable dialogue économique et social dans les entreprises et au sein du pays.
- La politisation accrue de l'administration.
- La politisation de tous les sujets, entretenue par des échéances électorales quasi annuelles.
- L'insécurité juridique, budgétaire et fiscale.
- Une justice parent pauvre.
- Un système éducatif figé et tenu éloigné de la sphère économique.
- La moralisation outrancière et clientéliste de la pensée et des débats.

Ces douze plaies ne sont pas exhaustives, mais suffisent pour démontrer à quel point nos maux sont profonds et difficilement curables. Elles sont le produit de cette vie politique caractérisée par une succession d'abus partisans, de dérives électorales, d'erreurs de calcul, de mensonges et d'indécisions que la Constitution, à force de dévoilements, n'a pu empêcher ou corriger. La compétence, le courage, la vertu, l'exemplarité et le sens de l'intérêt général, qualités utiles au dirigeant, ne sont pas d'emblée conférés au terme d'une élection à celui qui est pourtant censé garantir la Constitution, ni à ceux qui sont supposés servir la France.

Le drame français se noue dans cette inextricable guerre des clans qui entrave la moindre remise en cause du système. Mais, dans le même temps, nos concitoyens voient bien que l'on se joue d'eux et qu'en dépit de l'évidente aggravation de l'état de la France, la classe politique refuse de se remettre en cause, chaque camp se contentant de transmettre le mistigri des réformes aux copains de l'autre bord lors de l'alternance. D'où ce climat de défiance et ce fossé qui se creuse entre le peuple et ses élites.

À plus long terme, cela se traduit par une absence prolongée d'ambition et de cap pour la France.

La démocratie, telle que nous la pratiquons, est une machine à fabriquer du déclin.

✓ **Les affres de l'incompétence**

On imagine mal Henri Proglio (le P-DG d'EDF) s'occuper des crèches françaises ou prendre le job de Martin Hirsch à la tête des hôpitaux de Paris. C'est pourtant ce qui se passe au niveau ministériel quand, par exemple, un avocat s'occupe de l'industrie ou un cardiologue des affaires étrangères. A chacun son métier ou, pour le moins, à chacun le niveau de compétences requis pour exercer un poste à très haute responsabilité.

Par ailleurs, le traitement systématiquement partisan des grandes questions politiques et économiques devrait appartenir au passé. L'important n'est plus de mener des politiques de droite ou de gauche, mais de mettre en œuvre des politiques qui marchent. Certains problèmes méritent une approche sociale, d'autres une expertise économique et, si chaque arbitrage politique prenait en compte l'environnement international, l'intérêt général des Français (et non de l'un de ses clans) et cherchait à respecter l'équilibre dynamique des « forces en présence », le pays se porterait mieux dans son ensemble.

Car, en définitive, l'État français est devenu une très grande entreprise qui emploie et rémunère plus de 5 millions de fonctionnaires. Il assure aussi le revenu d'une vingtaine de millions de nos compatriotes qui dépendent de la solidarité nationale : les retraités, les chômeurs, les malades. Enfin, il intervient directement dans l'économie

au travers de plus de mille entreprises publiques et des parts sociales qu'il détient dans les autres ; les secteurs marchands dans lesquels l'État opère touchent à l'énergie, au nucléaire, aux transports, aux télécommunications, au courrier, aux industries de défense, etc. Il contrôle ainsi près de 20 % du PIB, soit 400 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Quand on a autant de pouvoir et de moyens que l'État français, avoir des résultats si catastrophiques devrait être interdit. C'est dire à quel point les dirigeants politiques sont responsables du désastre.

Le collectivisme et la planification montrent clairement leurs limites. L'URSS s'en est aperçue trop tard. La Chine l'a bien compris et ce n'est pas en accentuant la pression communiste qu'elle est devenue la deuxième économie mondiale.

Piloter un ensemble aussi complexe et centralisé que la France ne s'improvise plus. Cela devrait sauter aux yeux. Pourtant, la compétence – qui devrait constituer l'un des fondements de la légitimité – n'est ni un critère objectif de choix pour les électeurs, ni une condition requise pour briguer un suffrage ou un poste. On en voit les résultats. Dès lors, la présomption de compétence qui accompagne l'élection d'un homme ou la nomination d'un ministre devrait être fermement réformée.

Aujourd'hui, les apparences de la compétence sont assurées par médias interposés. Inutile de faire, il suffit de faire croire. Inutile d'agir, contentez-vous d'annoncer. N'importe qui peut devenir ministre, pour peu qu'il possède quelques rudiments sur son sujet, une facilité d'élocution en public (autrement dit, du bagou) et soit accompagné par un bon directeur de cabinet et un spécialiste de la communication.

L'autre masque de l'incompétence s'appelle l'arrogance. Qui autorise à désigner l'ennemi (la finance), qui promet l'utilisation du Kärcher dans les banlieues ou qui, au cours de l'été 2012, interdit à EDF d'augmenter ses prix selon une formule pourtant imparable. Mais à la fin, quand le Conseil d'État annule la décision autoritaire de Jean-Marc Ayrault, qui va payer la facture ? Le Premier ministre ou bien les 28 millions de foyers concernés ? En attendant, la finance fait toujours autant de profits et nos banlieues ne sont pas plus sûres.

Depuis les années 1980, la majeure partie des gouvernements a été composée d'amateurs plus ou moins capables, arrogants, et dont la qualité première est de savoir se mettre en scène, de parler fort bien et bien fort et de pratiquer l'illusionnisme. La compétence faisant gravement défaut à ce très haut niveau de la gouvernance d'État, la pratique consiste à donner une image de l'action, sans qu'il soit vraiment besoin d'agir. L'exercice du pouvoir revient aussi à travestir la vérité pour la rendre acceptable et, par exemple, à transformer un budget qui dérape moins que prévu en un grand succès du gouvernement.

Par comparaison, c'est un peu comme si nous décidions d'envoyer l'équipe de Rouen (club amateur qui évolue en troisième division) disputer la phase finale de la Coupe du monde de football. Difficile de faire des miracles face aux grandes sélections nationales. Dans le foot, une telle aberration serait immédiatement sanctionnée par une sévère défaite, mais ce n'est pas le cas dans le monde de la politique car, là, il n'y a jamais que des vainqueurs autoproclamés (même quand ils perdent une élection), pas d'arbitres et des images fabriquées sous les ors de la République pour entretenir l'illusion de

compétence et de pouvoir, de l'engagement des joueurs et de leurs performances.

Toute la tragédie de notre système politique se résume ainsi : il n'est pas de taille pour représenter la France dans une compétition mondiale, totale et globale, mais il joue quand même la partie, personne ne peut s'y opposer, et notre pays perd match après match.

Certains attendent encore la venue d'un homme providentiel. Mais qui ? Et quand ? Alain Juppé en 2017 ? Le retour de Nicolas Sarkozy ? La réélection de François Hollande face à Marine Le Pen ? L'élection de Manuel Valls ?

Nous n'en sommes plus là !

C'est une illusion entretenue par les partis politiques et les médias en quête de sensationnel et de sujets à vendre que de faire croire au retour de l'homme providentiel. Hélas ! même si Zinédine Zidane devenait capitaine de l'équipe de Rouen, nous ne gagnerions pas la Coupe du monde et ne passerions même pas le stade de la phase éliminatoire.

L'homme providentiel ne suffira plus. Ce qu'il faut, c'est un système politique providentiel qui fera émerger une nouvelle classe politique, avec de nouvelles pratiques plus vertueuses et prenant plus systématiquement en compte l'intérêt général et le long terme. Ce qu'il nous faut, c'est un grand projet pour la France et les Français, porté par une équipe capable de le mettre en œuvre et de fédérer nos concitoyens.

L'autre solution consiste à s'asseoir, à pleurer et à espérer que nous découvrirons bientôt dans les sous-sols de la France autant de pétrole qu'en Arabie Saoudite (le gaz de schiste ?...) et que nous pourrions ainsi couler des

jours heureux sans trop travailler et en nous abstenant de gérer les comptes de la Nation.

✓ Nous sommes les actionnaires de la France

C'est une évidence, peut-être même l'une des plus grandes de toutes, mais personne n'en a clairement conscience. Le citoyen est le premier actionnaire de son pays, un actionnaire d'un type particulier car il a octroyé sans le vouloir une garantie de passif illimitée à son pays.

À titre personnel, si je devais confier mon chéquier à un fondé de pouvoir, je serais particulièrement vigilant, exercerais un contrôle strict et changerais de gestionnaire au moindre dérapage suspect. La France cumule 2000 milliards d'euros de dérapages suspects ! Le principe du « tu dépenses, je paye » touche ses limites. Un tel niveau de solidarité du citoyen avec l'État devrait lui conférer un véritable droit à être bien gouverné. Au citoyen, mais aussi à tous ceux qui, par leur activité, font vivre la Nation.

Le citoyen peut, à tout moment, être ruiné par l'État. Il suffirait que la France se déclare en cessation de paiement pour cela. Les dégradations de la note française par les agences de notation (Moody's, Standards & Poor's, etc.) et nos déficits à répétition constituent pourtant de gros cailloux rouge vif qui balisent le chemin menant vers une catastrophe financière nationale. Qui prend en compte ces avertissements ? Surtout pas les hommes politiques français, trop arrogants pour accepter d'envisager qu'ils soient dans l'erreur ou que leur politique économique puisse être désastreuse. Perdre la face n'est pas une option. Notre note est dégradée ? Qu'à cela ne tienne, dénigrions les agences de notation et surtout, au lieu de prendre appui

sur l'avertissement pour engager des réformes ou faire des économies, ne changeons rien. Jusqu'au jour fatal. Celui de la dégradation de trop, qui affolera les marchés et fera flamber les taux d'intérêt des prêts accordés à la France. Un cercle vicieux et le début de très gros ennuis qui pourraient bien transformer notre épargne et nos contrats d'assurance vie en bons d'emprunt russes. Autrement dit, en monnaie de singe.

Il en va de même si une crise financière survenait, de même ampleur que celle de 2008 ; elle provoquerait un effondrement du système bancaire. À force de tolérer les pratiques aussi incestueuses qu'extravagantes de la folie spéculative, il ne faudra pas s'étonner qu'un jour prochain, le feu reprenne de plus belle et, cette fois, carbonise toute la maison et pas seulement les rideaux. Là encore, la responsabilité du politique sera absolue. Mais il n'y a rien de surprenant à cette absence de vraie prise en main du problème : pratiquement personne ne comprend les mécaniques de la spéculation mondiale, ses ramifications et ses implications multiples. Ce qui s'est passé avec la crise des subprimes américaines le confirme sans difficulté aucune. Alors, nous sommes dans l'incantation (faire croire au lieu de faire), la lutte virtuelle contre les paradis fiscaux et la chasse aux fraudeurs.

La France ne dispose plus des moyens de faire face à un nouveau choc financier et il n'est pas évident que l'Europe soit en capacité de résister si la secousse était trop forte. Auquel cas, l'épargne des Français serait lourdement ponctionnée pour sauver la France de la banqueroute. Demandez aux Chypriotes, ils en ont fait l'expérience.

La démocratie ne peut être ce zigzag permanent que certains parent artificiellement des vertus de l'alternance et

qui en réalité consiste, à chaque changement de majorité, à récompenser ceux qui ont voté pour vous et à « punir » les autres. Jusqu'au prochain tour. Désormais, il suffit d'une nuit et de quelques coups de téléphone pour former un gouvernement français, quand les Allemands mettent plus de deux mois à constituer leur *Grosse Koalition* (GroKo).

En France, nous avons beau changer les musiciens, nous entendons toujours la même épouvantable musique.

La démocratie, c'est le gouvernement du peuple par le peuple et, aujourd'hui plus que jamais, cela doit être le bon gouvernement du peuple par le peuple. Au lieu de cela, c'est le produit le plus vil de la démocratie que nous avons obtenu, le gouvernement du peuple par une élite qui n'est ni contrôlée, au vrai sens du terme, ni sanctionnée, ni régénérée.

Il faut aussi combattre cette invraisemblable inflation législative trop souvent dictée par l'émotion, l'idéologie, ou inspirée par une compréhension simpliste d'un sujet complexe. De fait, notre pays produit plus de lois et de règlements nouveaux chaque année qu'il ne peut en assimiler en dix ans. Tout cela agit à contre-courant, bride la France et l'empêche de s'adapter aux réalités de l'économie mondiale, qui offre de multiples opportunités que nous ne parvenons pas à saisir, faute de compétitivité et de réactivité.

En 2014, la croissance mondiale devrait se situer aux environs de 3,7 % et de 3,9 % en 2015 selon les prévisions du FMI. Si notre pays s'était réformé, il en profiterait. Au lieu de cela, il devra se contenter de miettes.

Par manque de courage politique et cédant à la tentation électorale, on répond à la grogne des uns, on fait

des promesses intenable, on ajourne une réforme sous la pression de la rue.

Si nos gouvernants étaient responsables et compétents, ils s'interdiraient de telles pratiques. Surtout, ils ne sombreraient pas dans cette incohérence qui vient compléter un tableau bien sombre. Au premier semestre 2014, d'un côté, nous avons le lancement du choc de simplification et du pacte de responsabilité et, de l'autre, le Parlement vote de nouvelles lois sur l'apprentissage, la médecine du travail, les prérogatives élargies des contrôleurs du travail et les fermetures d'usine. Un pas en avant, deux en arrière. Il faut que cesse cette folie législative. Les innombrables lois qui régissent, encadrent et contrôlent l'économie française brident nos entreprises au point de les étouffer. Lorsqu'il s'agit d'économie, nos dirigeants pilotent à vue, avec les sondages pour unique boussole, et se rassurent en pondant loi sur loi. Le règne de l'incompétence confine à l'absurde !

Pendant ce temps, personne ne s'intéresse aux tendances. C'est la tyrannie de l'instant. Dès lors, comme le système ne peut plus *fabriquer* de visionnaires ni de stratèges, il produit ce qui est indispensable à sa propre survie : des politiciens qui sont les champions de la tactique, qui confisquent le jeu politique et occupent l'espace médiatique. Des hommes et des femmes qui ont remplacé le sens de la France par celui du parti et de ses amis. Leur absence de scrupules et leurs ambitions personnelles et claniques les rendent inoxydables. Ce qui fait que l'on peut être Premier ministre en 1983 et espérer le redevenir en 2016.

Aucun actionnaire d'aucune entreprise n'accepte un tel cumul d'incompétence, d'incohérence, d'irresponsabilité et d'impunité. Il est temps que les Français s'insurgent et imposent de nouvelles règles, de véritables devoirs et obligations à ceux qui souhaitent les gouverner. Notre droit à être bien gouvernés trouve ici sa pleine nécessité. Faute de quoi, le citoyen actionnaire risque de tout perdre, son capital et même ce qu'il ne possède pas encore.

✓ **L'hiver français**

On nous laisse deviner un avenir pavé de sacrifices. On nous explique à demi-mot qu'il faut bien payer pour les erreurs du passé et de toutes ces réformes jamais accomplies parce que les Français n'en voulaient pas. Combien de temps cela va-t-il durer ? Cinq ans, dix ans ? Une génération, deux ? Aucun politicien n'ose répondre à cette question pourtant essentielle. À quoi servent tous ces efforts, ces impôts, ces augmentations de TVA, de CSG ? À colmater les brèches du budget de la France qui, faute d'avoir été géré sainement depuis près de quarante ans, est devenu un puits sans fond, un véritable tonneau des Danaïdes. Ceux qui annoncent que les impôts vont baisser à court terme font fi de la réalité ou nous mentent. Tant que les déficits publics se creuseront et que les intérêts de la dette augmenteront, une véritable diminution du poids de la fiscalité et des charges sera impossible, surtout avec une croissance atone. Il suffit de regarder en arrière pour s'en convaincre. L'État n'a cessé d'augmenter les dépenses publiques, la pression fiscale et sociale en même temps que l'endettement du pays et cela, en dépit des promesses et des serments prononcés la main sur le cœur.

Mais la dépense publique a atteint un sommet, tout comme les prélèvements, et l'État se voit contraint de changer son fusil d'épaule. C'est loin d'être simple. Tant

que les comptes publics ne seront pas équilibrés, le gouvernement devra trouver des solutions pour financer ses déficits. Traditionnellement, il dispose de cinq leviers, d'un joker et d'un bonus :

- Augmenter les impôts, la TVA et les charges.
→ *Nous sommes tous concernés.*
- Diminuer les dépenses publiques, réduire les missions de l'État et les prestations sociales.
→ *Cela touche la fonction publique, et les Français par voie de conséquence.*
- S'endetter encore un peu plus.
→ *Ce qui revient à alourdir la facture des intérêts.*
- Investir pour relancer la croissance, ce qui augmente en théorie les recettes fiscales.
→ *Mais avec quel argent investir sans accroître l'endettement ?*
- Faire baisser massivement le chômage, ce qui réduit son coût et crée une dynamique.
→ *Encore faut-il que le pays soit compétitif.*
- Le joker : la fuite en avant.
- Le bonus : la reprise de la croissance en Europe ou dans le monde, qui aura mécaniquement un effet d'entraînement sur l'économie française.

En pratique, il est devenu très difficile d'agir sur les cinq leviers en raison des profondes divisions du pays, chacun s'arc-boutant pour défendre ses acquis. Et, comme la classe politique dans son ensemble n'entend que peu de chose à l'économie (un manque d'expérience remplacé par l'idéologie et le dogmatisme), nos gouvernements successifs usent et abusent du joker et s'approprient les mérites de l'effet bonus quand il se présente.

Dans le même temps, nous continuons à vivre dans l'illusion que la redistribution est un système en soi qui

créée de la richesse. Le pays a donc du mal à accepter les réformes de fond. Mais la redistribution ne crée pas de richesse, nous l'avons vu, au contraire. Et la redistribution sans croissance mène à l'appauvrissement pour tous. Que ceux qui payent peu ou pas d'impôts ne se croient pas à l'abri en imaginant que les « riches » vont payer pour eux. Vu l'état des finances publiques, le gouvernement n'épargnera personne.

Tout cela est d'autant plus inacceptable que nous n'avons pas de plan à long terme, pas de cap solide, pas de grand projet pour la France qui laisse espérer un futur meilleur, plus juste, ou qui permettrait d'œuvrer collectivement en faveur d'une nouvelle forme de prospérité.

Si nos dirigeants étaient vraiment concernés et compétents, ils traceraient un chemin et nous expliqueraient les étapes à franchir, avec des échéances claires et des effets chiffrés, qui permettraient aux Français de voir où va le pays, de comprendre et d'accepter les efforts et les sacrifices qui redresseront la France, et ainsi d'avoir la certitude que le tunnel possède une sortie. Il est plus facile d'accepter cinq, voire dix ans de vaches maigres si l'on sait qu'à l'issue, le pays sera sur de bons rails.

Avec les moyens consacrés par la France à la formation de ses élites, nous devrions compter suffisamment de « têtes bien faites » capables de tracer les plans et de définir le cheminement d'un redressement durable. En pratique, il faut prendre toutes les mesures nécessaires a) pour ramener les comptes de la France à l'équilibre dans les plus brefs délais et b) pour relancer l'économie. Ce sont les priorités absolues, qu'il faut mettre en œuvre de la façon suivante :

- En impliquant tous les Français, le public et le privé, les entreprises et les administrations, les contribuables et ceux qui sont exonérés d'impôts, dans cet effort national de salut public et de redressement. Aucune catégorie ne doit échapper à l'effort de sauvetage du pays. Nous devons tous être solidaires.
- En prenant le risque de faire confiance aux acteurs économiques. Notre société de défiance, de contrôles et de réglementations tous azimuts ne parvenant pas à créer richesse et croissance, il faut accepter de changer certaines règles.
- En tenant les engagements que nous prenons. Vis-à-vis de l'Union européenne, des agences de notation, des marchés financiers et des investisseurs ; une telle démarche sera saluée et provoquera une dynamique qui soutiendra notre effort de redressement et pourrait bien en raccourcir la durée.

Au passage, tordons le cou à cette idée reçue qui laisse croire qu'une réduction rapide et drastique de la dépense publique risque d'empêcher le retour de la croissance. L'argument est formulé par la classe politique qui se refuse à entreprendre les réformes difficiles par peur de perdre la prochaine élection et soutenu par tous ceux qui refusent les réformes, les sacrifices, au nom du sacro-saint « Touche pas à mes acquis ! ». Des acquis à crédit... ça ne peut pas durer.

Ensuite, lorsque les comptes publics seront à l'équilibre (l'Allemagne y est parvenue à partir de 2012) et que nous cesserons d'emprunter pour payer nos factures, il conviendra d'amorcer le travail de désendettement. Lentement, mais sûrement. C'est au prix de cette thérapie que notre pays

retrouvera de la vigueur et qu'il guérira de ces maux qui le rongent et le paralysent depuis trop longtemps.

Le traitement sera lourd, certes, mais il sauvera la France d'un hiver qui, en l'état actuel de déliquescence de notre vie politique, ne finira pas, sauf au terme d'une crise violente, dont on ne sait ce qui sortira. Du mieux, peut-être. Mais le pire est plus probable, les révolutions ou les guerres civiles, qui peuvent difficilement être considérées comme de sympathiques et joyeux mouvements populaires, constituant souvent la dernière étape violente de désintégration d'un système inégalitaire, injuste, clivant et confiscatoire, trop longtemps défendu par une caste privilégiée et vivant « hors la loi ».

Évidemment, réformer, c'est prendre le risque de ne pas être réélu. Pire, c'est se faire rejeter par tous ceux qui préfèrent maintenir le système en l'état, parce qu'il les arrange et qu'ils en profitent. Sans jamais se soucier de ce que cela coûte au pays, aux Français et à leurs enfants, même ceux qui ne sont pas encore nés ! Il y a cependant une chose dont la classe politico-énarchique est persuadée : demain risque d'être plus compliqué encore pour la France, alors il faut détourner l'attention du peuple et, ainsi, l'amener sans qu'il se révolte à supporter et à accepter une dégradation sans cesse plus aiguë de ses conditions de vie. La machine à brouiller les consciences est bien rodée, celle qui divise le pays pour mieux l'asservir, entretient les querelles partisans en surfant sur la vague des misères et des revendications minoritaires et légifère par calcul politicien. L'histoire française des quarante dernières années confirme que la méthode fonctionne parfaitement. Le long terme se situe entre le prochain sondage et la prochaine élection. Dans cette logique,

la lâcheté du politique et son obsession clientéliste ont favorisé la tyrannie des minorités et le foisonnement des corporatismes. Sous la pression des plus bruyants, il y aura bientôt une loi pour chaque citoyen !

La sanction viendra-t-elle avec la prochaine élection ? Nous pouvons en douter. Il n'y a plus de sanctions pour nos élus et nos ministres, même en cas de défaite personnelle ou d'échec, ils sont « recyclés ».

Qu'ils aient bien travaillé ou non, fait baisser le chômage ou non, réduit les déficits ou non, tenu leurs promesses ou non, perdu une élection, et même eu maille à partir avec la justice, ils peuvent dormir tranquilles. Ils disposent d'un parachute doré qui leur assure de ne jamais manquer de rien en attendant le prochain tour ou la prochaine alternance pour revenir au gouvernement. Ils se retrouvent à l'Assemblée, au Sénat, au Parlement européen, à la tête d'une mairie. On peut aussi les recaser au Conseil d'État, à la Cour des comptes ou au Conseil économique, social et environnemental (CESE). Leur parti peut prendre soin d'eux ou, pour peu qu'ils soient issus de la fonction publique, ce qui est le cas d'une majorité d'élus et de ministres, ils réintègrent leur corps d'origine.

Récemment, on a vu un chef de parti nommé ministre après le fiasco des municipales pour son camp ; d'autres, dont on ne peut vanter le bilan, attendent sagement d'être promus à la Commission européenne.

Dans le cas du président de la République, tout est prévu : il siègera au Conseil d'État (pour 11 500 € par mois) après son départ de l'Élysée, une somme qu'il pourra naturellement cumuler avec d'autres rémunérations/pensions.

Enfin, s'ils ont mal géré leurs comptes de campagne, pas de problème, ils font payer les militants tout en criant au complot du Conseil constitutionnel, ce qui les rend encore plus populaires. Cela confirme aussi l'incapacité du politique à gérer et à maîtriser un budget, même de 22 millions d'euros, et l'impunité associée à cette incompétence ou, le cas échéant, la volonté délibérée de ne pas respecter les règles du jeu électoral. Dans le monde économique, associatif ou privé, de telles insuffisances sont lourdement sanctionnées.

Pas au niveau politique.

Jusqu'ici.

En attendant, le quotidien devient chaque jour plus dur pour une proportion plus grande de Français. Résignés et profondément divisés, ils perdent de vue le sens de l'intérêt général et ne comprennent pas qu'il est désormais nécessaire de tous nous entendre pour revendiquer notre droit à être bien gouvernés. Celui qui assurera la survie du pays tout en respectant les grands principes de la démocratie et le conduira vers une nouvelle forme de prospérité.

Même ceux de nos compatriotes qui font partie des plus privilégiés, en raison de leur position sociale, de leur fortune ou de leur statut, doivent comprendre qu'il est de leur intérêt de soutenir l'avènement d'une ère de bonne gouvernance démocratique. Il est à craindre que la colère populaire ou la faillite du système ne coûte bien plus cher à tous ceux qui entravent les réformes au seul motif de défendre leurs acquis et ceux de leur caste ou catégorie. Mieux vaut évoluer pour s'adapter que résister pour finalement tout perdre.

Dans son excellent ouvrage, *La France au défi*², Hubert Védrine propose une coalition entre la droite et la gauche, pendant deux ou trois ans, afin d'accomplir les grandes réformes dont la France a tant besoin. L'idée est séduisante. Mieux, elle constitue l'une des solutions les plus réalistes et adaptées au peu de marge de manœuvre dont disposent nos gouvernants. Hélas ! les enjeux électoraux et les guerres partisans ne laissent pratiquement aucune chance à une « coalition majoritaire pour la réforme », chaque parti ayant plus à perdre qu'à gagner du succès d'une telle initiative au service de l'intérêt général, à commencer par l'opposition qui, pour espérer revenir aux affaires, agit d'abord pour faire échouer le gouvernement, et tant pis si la France et les Français pâtissent depuis tant d'années de ce jeu de pouvoir destructeur.

Il existe bien évidemment une autre voie pour réformer la France, celle du référendum. Mais l'expérience démontre que les Français sanctionnent très souvent le gouvernement qui pose la question au lieu de se prononcer sur le fond ; là encore, les luttes partisans et les ambitions personnelles expliquent la neutralisation de ce moyen qui, s'il était bien utilisé, permettrait aux citoyens de faire évoluer en profondeur les règles du jeu politique et de moderniser notre pays pour l'adapter aux réalités du XXI^e siècle.

2. Paru en mars 2014 aux éditions Fayard.

IV

ESQUISSES ET PRINCIPES DE NOTRE DROIT À ÊTRE BIEN GOUVERNÉS

Un système politique vraiment démocratique a pour vocation à aider un pays à se transformer, à se métamorphoser, et non à entraver le changement, à tourner sur lui-même ou à favoriser la survie du groupe qui le détourne de sa finalité. Il est un outil au service du progrès et d'une prospérité partagée par le plus grand nombre. Il doit encourager le peuple et tous les acteurs de la société à dépasser leurs contradictions, au lieu de les exploiter. Il est le creuset des grands projets qui fédèrent et exaltent la nation.

Nous en sommes très loin.

Nous devons refuser collectivement la fatalité démocratique actuelle et chercher à corriger les grands travers de ce système politique désormais usé, contre-productif, ruineux et surtout dangereux pour notre avenir. Il nous appartient d'inventer la « démocratie durable », c'est-à-dire un système dont les pratiques et les déviations ne conduisent ni à l'autodestruction ni à la confiscation du pouvoir par une minorité.

Cela n'est ni trop ambitieux ni irréaliste. Rien n'est immuable.

La mécanique politico-constitutionnelle française ne produira plus rien de bon. Elle ne le peut pas, quelle que soit l'hypothétique bonne volonté de quelques-uns. Le salut ne viendra plus d'un homme providentiel, mais d'un système régénéré de fond en comble qui ne devra rien au hasard. Quand un état est aussi puissant que l'État français et qu'il a réussi à *fabriquer* cinq millions de chômeurs et neuf millions de pauvres tout en engloutissant 2000 milliards d'euros, il devient nécessaire de le rénover.

Cette France généreuse à laquelle nous aspirons est là, presque sous nos yeux ; elle commencera à s'épanouir dès lors que nous aurons (r)établi l'autorité du politique et sa capacité à agir dans le sens de l'intérêt général et du long terme.

Nous y parviendrons sur la base d'un constat partagé, celui d'un verdict lucide, à savoir l'échec du modèle actuel de gouvernance qui a ruiné et divisé la France, qui bloque les réformes et enferme la classe politique dans un jeu stérile. Il faut ouvrir des états généraux de la gouvernance démocratique. Avec tous les acteurs de la société et, d'abord, avec le peuple qui doit être consulté et impliqué de façon directe, sans l'intermédiation de ses représentants actuels (élus, syndicalistes), dont la représentativité est trop souvent partielle et partiiale. Il faudra (ré)unir, (ré)concilier et (re)mobiliser les acteurs et les citoyens de notre pays pour bâtir la France de demain.

Voilà pourquoi nous devons (re)prendre le pouvoir !

Il n'est pas question de nous livrer ici à un exercice constitutionnel. L'objectif de ce manifeste est de tracer les contours du système démocratique vers lequel nous devrions tendre et d'ouvrir des pistes pour stimuler la

réflexion. À ce stade, il convient de poser les principes, et non d'édicter les règles, qui doivent susciter un grand débat sur l'avenir de la France et la modernisation de la démocratie.

✓ Respect

Le respect est le prélude du vrai débat démocratique et d'une réforme de notre gouvernance. Il est grand temps de calmer les esprits échauffés, de déposer les armes, d'arrêter de nous jeter les clichés, les anathèmes, les leçons de morale ou de moralité au visage. Nous devons nous ouvrir à l'autre, notre frère de sol, et, tous ensemble, réfléchir à la façon dont, collectivement, nous voulons être gouvernés.

✓ Réalisme

Il faut en finir avec le gouvernement des autruches. Aucune politique ne devrait être déconnectée de la réalité nationale et internationale. Un peu plus de pragmatisme et un peu moins d'idéologie ne nuiraient pas à la conduite des affaires du pays. Le réalisme ne menace en rien l'ambition d'un pays, mais il empêche de céder à la tentation des promesses électorales intenables et évite les grandes désillusions.

✓ Principe de précaution économique

L'argument n'est pas simple à défendre devant une bonne partie des Français. Mais l'économie française va si mal qu'il est devenu indispensable de ne plus créer de nouvelles lois, ni promulguer de décrets, ni diffuser de circulaires qui vont encore alourdir la gestion des entreprises et réduire leur compétitivité. L'économie est un bien précieux qui, par son bon fonctionnement, contribue à la prospérité de

toute la Nation. L'économie, les entreprises et les chefs d'entreprise sont les meilleurs alliés du redressement de la France. Voilà bien un domaine à « sanctuariser » au lieu de l'accabler de tous les maux et de le martyriser. Car ce sont les entreprises, celles qui sont dans le secteur marchand, qui créent de vrais emplois (non aidés) et attirent, lorsqu'elles réussissent, les investissements.

Il serait utile et urgent de réfléchir à une forme de principe de précaution économique qui passerait notamment par un considérable effort de pédagogie à destination de tous ceux qui se défient encore des entreprises et du secteur privé. Dans cet esprit, c'est un sommet économique et social et non un sommet social que le gouvernement devrait organiser. L'interdépendance entre l'économie et le social doit être affirmée aussi souvent que possible.

Une telle initiative conduira à revisiter le code du travail, pour le simplifier et l'adapter à l'un de nos plus grands enjeux, la création massive d'emplois.

Il faudra aussi former les élus aux réalités de l'économie et de l'entreprise afin que nos lois soient faites sur la base de l'expérience et de la réalité. Les préjugés économiques ont trop fait de dégâts dans notre pays, le chômage de masse, la désindustrialisation et l'augmentation continue des fermetures d'entreprises en fournissent des preuves éclatantes.

✓ **L'homme politique est un loup pour l'homme**

Plaute n'aurait certainement pas rejeté cette extension de sa célèbre maxime. Car la démocratie est aussi le gouvernement des hommes par des hommes. Rousseau s'est peut-être trompé, d'où la nécessité de définir une architecture politique et des règles strictes qui prennent véritablement en

compte la nature de l'*homo politicus*, pour l'inciter à donner le meilleur de lui-même et lutter contre sa propension à jouer personnel tout en créant l'illusion du contraire.

Les faits et les résultats doivent désormais guider et baliser l'action des élus et des gouvernants et conditionner dans la durée leur mission au service de la France.

✓ Responsabilité

Le principe de responsabilité des élus et des gouvernants marche de pair avec le réalisme. Les erreurs politiques et les fautes de gestion ne peuvent être dissimulées ni effacées par le truchement des élections et réélections. Sauf exception rare, dans une entreprise, le dirigeant incompétent ou irresponsable est écarté et ses recruteurs amenés à s'interroger. Il n'y a aucune raison pour que la sphère politique échappe aux règles qui s'imposent à tous, chefs d'entreprise, cadres, salariés, artisans, responsables associatifs et simples citoyens.

Ceux à qui nous confions le chéquier de la Nation doivent savoir que leur mauvaise gestion ne sera pas impunie et que leurs fautes seront sanctionnées. Quant aux « bons élèves », ils doivent être récompensés, mais sans jamais que la gratification se transforme en confiscation du pouvoir.

✓ Compétence et séparation des pouvoirs

Nous subissons les méfaits d'une totale confusion des pouvoirs entre le politique et l'administration, avec un exécutif qui se croit omniscient et entend tout régenter. Cela doit nous conduire à (re)définir la mission de l'État et de la fonction publique et à mettre fin aux excès de la porosité entre le pouvoir politique et l'administration.

La gestion des affaires de la Cité est une affaire trop sérieuse pour la confier aux politiciens, aux bonimenteurs et aux clientélistes de tout bord. Et si le chef de l'État entend jouer le rôle de chef d'orchestre, il devra s'interdire de prendre la place des musiciens. La confusion des rôles n'était pas souhaitée. Elle n'est plus tenable et chacun devra rester à sa place.

La question ici posée est celle des relations du pouvoir politique avec la fonction publique. Celle-ci a le droit d'en remontrer et le devoir d'obéir. L'administration doit, quelles que soient les circonstances, exprimer un avis et formuler une recommandation fondés sur l'analyse précise et objective. Cela suppose que le pouvoir respecte son pluralisme (donc, pas de chasse aux sorcières, de parachutages permanents, etc.), mais qu'il appartient aux politiques de décider. Oui ou non. Le pire, c'est d'organiser une administration « colorée » dont l'objectif principal est de revêtir d'un vêtement administratif des options politiques préconçues.

Au cœur de ce problème, les cabinets, à la fois pléthoriques et contre nature par leur composition. Un ministre dispose (disposait à l'origine) d'un cabinet pour traiter des affaires que ne traite pas son administration : rapports avec le Parlement, les partis politiques, la presse, la circonscription, etc. Or, de plus en plus, les cabinets sont devenus une administration personnelle à la disposition du ministre, une administration qui étouffe l'administration, tient le ministre à distance et crée en permanence la confusion des rôles et l'anxiété, car ses membres louchent sur des postes de leur propre administration. Une mesure simple permettrait de lutter contre cette dérive : interdire, dans les cinq ans qui suivent, la titularisation ou la promotion de tout membre de cabinet dans le ministère où il a travaillé.

Par ailleurs, personne ne devrait pouvoir s'improviser ministre de la République. S'il n'est sans doute pas possible de faire de la compétence un critère d'éligibilité, il est en revanche indispensable d'exiger que la compétence devienne un critère de sélection pour ceux qui sont amenés à diriger le pays. Ne pas faire le choix de la compétence à ce très haut niveau de responsabilité est une folie. Il suffit de voir où nous a menés la gestion des affaires publiques par ces cohortes de ministres et de membres de cabinets ministériels. L'absence d'expérience et de maîtrise des sujets est spectaculairement flagrante si l'on écarte les effets de manches, les enfumages et la peopolisation des élus pour se concentrer sur les résultats.

Il faut donc réorganiser les rapports entre le pouvoir politique et l'administration, en respectant et en séparant les rôles et missions de chacun et, si besoin, en les redéfinissant. Dans le même temps, il faut imaginer les moyens qui permettront d'accroître le niveau de compétence de l'exécutif et des élus.

✓ Réduction du nombre de parlementaires

En l'état actuel de la pratique des institutions et des effets induits par le quinquennat (qui cale la durée de la législature sur celle du mandat présidentiel), le Parlement n'a qu'une utilité très relative, même s'il complique la vie des gouvernements. L'opposition ne sert à rien, ou presque, si ce n'est à faire usage de la critique systématique pour exister et se faire entendre, et à confortablement préparer les prochaines élections. Quant à la majorité, elle vote traditionnellement ce qui est décidé ou suggéré par le gouvernement du même bord. Et lorsqu'un parlementaire de la majorité s'abstient ou vote contre son camp – c'est

très rare ! –, il est conspué, voire menacé d'exclusion. Il en va de même pour un député de l'opposition qui vote en faveur d'une loi proposée par la majorité.

Il ne faut pas perdre de vue que l'Assemblée nationale consacre une partie non négligeable de son temps à transposer en droit français les directives européennes. Plus de 50 % de nos lois sont concernées.

Le tout a un coût. Près d'un milliard d'euros pour l'Assemblée et le Sénat. Soit un million d'euro par parlementaire. Pour le résultat que l'on connaît et une reconnaissance de terrain très relative : 54 % des Français ne connaissent pas le nom de leur député¹. Un score qui atteint 72 % pour la tranche d'âge des 18-34 ans. Ils sont 79 % à ignorer l'identité de leur sénateur (89 % des 25-34 ans).

On se plaint souvent qu'il y a trop de lois en France. Si nous avions environ trois fois moins de parlementaires, pour passer de 577 députés à 250, et de 348 sénateurs à 100, nous mettrions un terme à la folie légiférante du système et au caractère souvent émotionnel de sa mobilisation. Le nombre de lois diminuerait dans une proportion importante, le budget du Parlement fondrait de façon spectaculaire et la France ne s'en porterait pas plus mal. Car chaque élu ou ministre attend son heure de gloire, la loi dont l'histoire retiendra qu'elle porte son nom. En outre, une telle réduction permettrait de mieux faire travailler les parlementaires sur le fond et ainsi d'éviter que l'agitation et le bruit ne soient leurs principaux moyens d'existence.

Si nous nous comparons avec les 700 parlementaires de l'Allemagne (80 millions d'habitants), les 766 du Parlement européen (506 millions d'habitants) ou les

1. Sondage IFOP pour Synopia paru en octobre 2013.

350 des Américains (pour 300 millions d'habitants), nous constatons que ce n'est pas la quantité qui compte. Une telle réduction améliorerait le fonctionnement de la vie démocratique, la simplifierait, tendrait à élever le niveau de compétence des élus et générerait des économies substantielles.

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler qu'un parlementaire est avant tout un représentant du peuple français et non celui d'un groupe de pression ou d'un électorat.

✓ Représentativité et statut des élus

Par ailleurs, la représentation nationale se devrait, comme son nom l'indique, d'être représentative de la nation. Or ce n'est pas le cas et les Français ne se sentent plus représentés par ces corps intermédiaires (partis, parlements, syndicats) qui n'ont pas évolué depuis cent ans. Dans ce domaine, aucune solution n'est simple, chacun restant accroché à son fauteuil parlementaire. Il faudra sans doute utiliser le principe des quotas pour favoriser l'émergence d'une représentation qui soit plus diverse et davantage le reflet de la France et non de quelques catégories socio-professionnelles dont le métier et/ou le statut favorisent l'engagement politique (fonctionnaires, professions libérales, etc.). Il n'est cependant pas question de faire du Parlement un échantillon de la France, mais de le renouveler suffisamment et régulièrement pour amener ses représentants à légiférer dans l'intérêt général de la Nation au lieu de chercher à se faire valoir et à complaire aux lobbies.

La question de l'introduction d'une dose de proportionnelle reste également posée et il ne serait pas incohérent que les différentes tendances politiques qui composent le

pays, par exemple au-delà de 5 %, obtiennent le droit de siéger au Parlement. Le sujet fait peur, bien sûr, car les grands partis redoutent l'entrée en masse du Front national et du Front de gauche à l'Assemblée et au sénat. Surtout, ils redoutent de perdre des sièges et donc de voir baisser les subventions publiques accordées aux partis politiques en fonction de leur nombre de parlementaires. Une chose est pourtant certaine, si la droite (UMP) et la gauche (PS) avaient mieux fait leur travail depuis les années 1980, les partis dits extrêmes ne se seraient jamais tant développés. Mais ils se résorberont dès lors que le pays sera mieux géré.

Quant au Sénat, s'il faut peut-être le garder, il conviendra de revoir sa composition. Pourquoi ne pas le fusionner avec le Conseil économique, social et environnemental, dont la structure est beaucoup plus proche du monde actif ?

Dans un autre registre, la parité mériterait aussi que l'on réfléchisse à la meilleure façon d'équilibrer le rapport homme/femme car les chiffres parlent d'eux-mêmes : seulement 23 % de sénatrices et 27 % de députées. Toutefois, le principe des quotas ne peut pas être une réponse systématique.

En termes de bonnes pratiques et d'exemplarité des élus, l'embauche par les parlementaires – avec l'argent du contribuable, le nôtre – de leur femme, leur fils, leur nièce, etc. devrait être strictement encadrée et contrôlée. Dans cette même logique, il ne serait pas incongru de diminuer l'indemnité des parlementaires qui n'exercent pas leur mandat à temps plein.

Un autre problème se pose, plus complexe, qui explique en grande partie le résultat actuel, à savoir cette

mauvaise représentativité du Parlement : le statut des élus. Aujourd'hui, les obstacles qui se dressent sur le chemin de qui veut devenir député ou sénateur sont considérables. En premier lieu, l'exercice est pratiquement impossible à qui n'appartient pas à un grand parti politique car, pour avoir une chance d'être élu, il est nécessaire de disposer d'une bonne logistique et de moyens importants. Il faut ensuite jouir d'une situation personnelle qui permette de se présenter sans risque. En clair, si vous n'êtes pas fonctionnaire, syndicaliste, collaborateur d'un parti, déjà élu (maire, conseiller général, etc.), retraité ou très à l'aise sur le plan financier, voire les deux, mieux vaut ne même pas y penser.

Se présenter signifie abandonner son travail, ou son entreprise dans le cas des chefs d'entreprise, le temps de la campagne. Ensuite, la plupart des élus doivent renoncer à leur activité professionnelle s'ils veulent éviter les conflits d'intérêt et se consacrer *a minima* à leur charge. Enfin, il faut pouvoir retomber sur ses pieds après une défaite, un passage de témoin ou un renoncement. Cela explique la confiscation du pouvoir par un petit nombre de Français disposant des moyens, relations et capacités à se faire élire, battre, nommer, réélire, et ainsi de suite, avec les dérives auxquelles nous assistons. Comment pouvons-nous les combattre afin de placer les candidats et les élus sur un même pied d'égalité ? Deux voies sont possibles :

- Soit obliger les fonctionnaires à démissionner en cas d'élection ; ils ne disposeraient donc plus de la faculté de réintégrer leur corps d'origine en cas de défaite électorale. De la même façon, il devrait être interdit de titulariser les politiques recasés dans les corps de l'État.

- Soit accorder des droits spécifiques aux candidats issus du privé pour les placer sur un pied d'égalité avec ceux du public. Pour les élus locaux, des dispositions existent, à l'instar de celles qui permettent aux partenaires sociaux de consacrer du temps à leur mandat au sein de l'entreprise.

L'autre grand chantier de la représentativité concerne les partenaires sociaux. Moins de 8 % des Français sont syndiqués² (15 % dans le public et 5 % dans le privé). Là encore, il convient de nous interroger car, en l'état, les syndicats dits représentatifs, qui négocient au nom des « travailleurs », sont très loin de représenter l'ensemble des actifs. Le vrai drame, c'est l'obstination des partenaires sociaux à freiner le développement de la politique contractuelle, celle qui permettrait aux salariés de négocier directement avec l'entreprise qui les emploie. On comprend bien la motivation des centrales syndicales, qui craignent de perdre leur pouvoir de nuisance sur lequel elles fondent l'essentiel de leur rapport de force et donc leur existence. C'est ainsi que les syndicats se cabrent dès que le pouvoir envisage d'encadrer le droit de grève, notamment dans le service public dont les usagers sont régulièrement et abusivement pris en otages. Par exemple, qu'une minorité de cheminots rivés à leurs privilèges puisse bloquer le trafic ferroviaire d'un pays et des millions de passagers dont les candidats au bac, a quelque chose d'insupportable. Encore une pratique très éloignée de l'intérêt général.

Cela pose un autre vrai problème de légitimité qu'il faudra bien traiter. Cette réalité devrait interpeller les

2. Un chiffre qui tend à diminuer depuis une quinzaine d'années. Par comparaison, 50 % des Belges sont syndiqués, 18 % des Allemands, 35 % des Italiens, 25 % des Britanniques et 67 % des Suédois (source OCDE).

partenaires sociaux. Qu'une si faible quantité d'actifs soit syndiquée constitue un message en soi. Que personne n'entend ou ne veut entendre.

La grande majorité des Français ne se reconnaît pas dans ces combats d'un autre temps entre syndicats et patronat, et syndicat et syndicat. Peut-être les actifs seraient-ils plus favorables aux réformes que les syndicalistes pourtant censés les représenter. Nous pouvons aussi supputer que ces derniers cherchent d'abord à défendre leurs propres intérêts, reproduisant ainsi les pratiques corporatistes de la classe politique.

Dans un autre registre, à voir le petit nombre de Français inscrits dans un parti politique et à jour de cotisation, à peine 500 000³ en 2013, il n'est pas étonnant de constater que seulement 8 % des Français ont confiance dans les partis politiques (sondage CEVIPOF publié en janvier 2014).

La représentativité est un leurre. Mais qui s'en soucie ?

✓ Renouveau et cumuls

Le renouvellement ou plutôt le non-renouvellement de la classe politique française constitue un défi auquel nous devons nous attaquer. Qu'ils soient bons ou pas, qu'ils puissent revendiquer un « bon bilan » ou que leurs résultats aient été catastrophiques, nos gouvernants consacrent une grande part de leur énergie au service de leur carrière politique et exploitent toutes les combinaisons offertes par le système pour durer, pour certains de 25 à 70 ans et plus. Député, maire, ministre, sénateur ou député européen, président de

3. En 2013, il y avait 285 partis politiques agréés en France (source CNCCFP). En revanche, le nombre d'adhérents est très difficile à déterminer car les partis annoncent des chiffres invérifiables, comptabilisant militants actuels et passés. Ainsi, l'UMP déclare 205 000 militants (avant l'affaire Bygmalion), le PS, 173 000 et le FN, 65 000.

conseil général... les mandats et les fonctions s'enchaînent et souvent se cumulent, ce qui permet de tenir à distance les rivaux internes. Le monde politique se transforme ainsi en clan fermé sans que jamais l'on s'interroge sur les compétences ou les résultats de ses acteurs.

Certes, la loi sur le cumul vient d'être votée (en dépit du blocage du Sénat...), mais la droite a déjà promis qu'elle l'abrogerait si elle revenait aux affaires en 2017.

Par ailleurs, il y a bien d'autres façons de cumuler. Par exemple, en étant maire d'une commune (ou d'une agglomération) et président de la communauté de commune (ou d'agglomération), ou demain, d'une métropole.

De qui se moque-t-on ?

De plus, la démocratie française a un parfum de gérontocratie. La moyenne d'âge des députés s'établit à 60 ans et celles des sénateurs à 65. Mais on oblige les généraux à partir à la retraite entre 57 et 60 ans, les hauts fonctionnaires et dirigeants d'entreprise entre 65 et 67 ans (sauf cas particuliers). L'âge en soi n'est pas un véritable problème, sauf quand il permet à beaucoup de faire de la politique un métier.

Revenons au cumul qui profite toujours aux mêmes. Nous pouvons tous faire le même constat : dans le public comme dans le privé, il est très difficile de cumuler deux postes à responsabilité. C'est pourtant cette règle qui prévaut lorsqu'il s'agit des affaires de la France. Il ne peut y avoir que deux explications à cette exception du cumul français qui touche la grande majorité des élus et confine au prodige : les politiciens sont soit des surhommes, soit des confiscateurs.

Dans le sillage de François Mitterrand ou de Jacques Chirac, nous trouvons des centaines de carriéristes multitâches de la vie publique, appartenant souvent à l'élitocratie de l'ENA. Peu ont résisté à la tentation du grand retour, à l'exception de Lionel Jospin. Dans ce paysage, il est rare de voir de nouveaux visages émerger et surtout émerger en dehors du sérail politique. Tout cela est hautement préjudiciable à notre vie publique, car cela revient à interdire l'émergence d'idées neuves. Une stérilisation du débat démocratique renforcée par la règle qui s'impose à tous ceux qui veulent gravir les échelons de leur parti : renoncer à leurs convictions propres. « Si tu veux devenir le maître, commence par agir en esclave », disait Tacite.

Pour autant, supprimer l'ENA serait une erreur grave car les travers actuels peuvent être corrigés. Un pays a besoin de grands serviteurs et de hauts fonctionnaires très bien formés et capables de gérer une administration ou une région. L'ENA était une chance pour la France. Mais l'ENA a tué l'ENA. Pour éviter la captation du pouvoir par cette élite et quelques autres, il est indispensable de rétablir les frontières entre la fonction politique et l'administration.

Il faut revoir en profondeur les règles de gouvernance de notre vie publique.

Également, dans un système qui récompenserait les réussites au service de l'intérêt général et sanctionnerait les fautes et dont les indicateurs de succès seraient connus et mesurés, l'énarque ou le polytechnicien songerait d'abord à réussir la mission qui lui serait confiée avant de penser à sa carrière personnelle.

C'est exactement ce qui se passe dans le monde de l'entreprise. Les hommes et les femmes qui y travaillent ne sont ni meilleurs ni moins bons qu'ailleurs. Mais les règles du jeu sont claires et stimulantes. Pour garder son poste et progresser, il faut d'abord servir les intérêts de l'entreprise, respecter ses clients et obtenir de bons résultats.

Puisque la classe politico-gouvernante échappe à ces principes, il faut édicter de nouvelles règles. Servir la France, bien servir et respecter les Français et maîtriser la gestion des comptes publics. Voilà ce que nous attendons de nos élus et gouvernants et, s'il faut les stimuler, faisons-le !

Plusieurs actions permettraient d'assurer un renouvellement régulier de la classe politique, de casser la profession politique et ainsi de combattre le phénomène de résurrection permanente des gouvernants et cet insupportable accaparement du pouvoir par une caste non représentative :

- Interdire toute forme de cumul.
- Limiter à un ou deux selon les cas le nombre de mandats consécutifs.
- Favoriser encore la parité.
- Augmenter la diversité de la représentation nationale en créant un statut de l'élu.

✓ **Mandat unique pour le président de la République**

Concernant le chef de l'exécutif, qui cumule tant de pouvoirs et dont le poste suscite tant de convoitises, nous recommandons la mise en place du mandat unique, d'une durée de sept ans et demi, afin de caler le temps de son élection sur nos propositions de cycle électoral⁴. Cette mesure permettra au président d'agir dans la durée, de

4 . Voir plus loin le paragraphe Calendrier électoral.

favoriser la prise en compte de l'intérêt général et de lutter contre les terribles dérives dictées par la seule ambition d'être réélu.

✓ Efficacité, performance et contrôle

L'efficacité devrait toujours être recherchée ; elle devrait guider l'action des élus lorsqu'il s'agit de la gestion du pays et du bien-être des Français.

L'une des caractéristiques de notre vie politique se situe dans la très grande concentration des pouvoirs placés entre les mains du président de la République. Aucun chef d'État, dans un pays démocratique, n'en possède autant. Dans la plupart des démocraties occidentales, le pouvoir est moins concentré au sommet de l'État. C'est dire les responsabilités qui pèsent sur les épaules du président. C'est dire aussi qu'il possède la faculté de donner de bonnes impulsions. Car l'exemple devra revenir d'en haut et ainsi « contaminer » positivement les différentes sphères politiques et administratives. Sans cette « volonté d'en haut » exprimée et relayée dans le cadre du droit à être bien gouverné, la France continuera sa lente et inéluctable descente aux enfers. Un dirigeant lucide, une équipe compétente au travail et un système qui fonctionne, rien de très nouveau en vérité.

Dans un monde « normal », le président devrait être élu sur la base d'un programme ambitieux mais chiffré, précis, honnête, responsable et tourné vers le long terme.

Dans ce monde « normal », l'équipe « recrutée » et chargée de la mise en œuvre du programme du président élu devrait posséder les compétences requises.

Dans ce même monde, une haute autorité indépendante devrait présenter chaque année le bilan du pays aux citoyens ; il n'est pas très difficile de trouver des indicateurs pertinents.

Concrètement, il s'agit d'apprécier le travail d'un gouvernement et de dire la vérité aux Français. La démocratie ne peut fonctionner si cette étape n'est pas respectée. Comment « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » peut-il s'exercer si on tient le peuple dans l'ignorance des chiffres et des réalités ? Si l'on n'évalue pas les programmes et les promesses de campagne ?

Dans le monde économique, à l'heure des bilans et des comptes, les dirigeants tremblent et des têtes tombent parfois. Ce n'est ni mal ni bien, c'est la règle d'un jeu simple, précis et accepté. Dès lors, au nom de quoi la sphère publique pourrait-elle se contenter de flou, d'à-peu-près, de chiffres erronés, de résultats manipulés et de bilans en trompe l'œil ?

Aujourd'hui, il est très difficile à l'électeur de s'y retrouver car le gouvernement et les partis d'opposition s'ingénient à coups d'arguments partisans à lui rendre incompréhensible tout ce qui est concret, chiffré et factuel. Que ce soient les bilans ou les programmes. Il ne faut pas s'étonner qu'il vote de moins en moins.

À chaque élection présidentielle, la haute autorité fournirait donc au peuple les éléments d'appréciation objectifs du mandat arrivant à échéance et du travail effectué par l'équipe sortante. Le bon travail doit être récompensé et le mauvais, sanctionné.

Elle évaluerait aussi les différents programmes des candidats et le coût des propositions.

Le verdict de cette nouvelle haute autorité de contrôle des comptes publics s'établirait ainsi sur la base de quatre grandes rubriques :

- La tenue des promesses électorales.
- L'amélioration des comptes de la nation.
- L'amélioration des indicateurs sociaux (pauvreté, chômage, etc.).
- Pour les programmes, leur chiffrage.

L'application de ce principe de contrôle et d'évaluation pourrait être étendue aux ministres, aux maires et aux présidents de département et de région.

Être réélu doit se mériter !

C'est ainsi que nous soumettrons l'élitocratie qui nous gouverne à l'épreuve de la méritocratie. Vous voulez diriger la France ? D'accord, mais faites-le bien ou passez votre chemin.

Quand il s'agit de la gestion des affaires de la Nation, il n'y a rien de choquant à se montrer quelque peu exigeant vis-à-vis de ceux à qui l'on confie de si écrasantes responsabilités. Comme les places sont bonnes, ils se battent pour les exercer. Mais avoir la chance et l'honneur de servir son pays, et jouir ainsi des privilèges associés aux plus hautes charges, ne saurait s'accorder plus longtemps avec cette démocratie détournée au profit de ceux qui la dirigent.

Certes, la Cour des comptes remplit une partie de cette mission de contrôle de l'action de l'État ; ses contrôles interviennent sur pièces et *a posteriori*. Elle reste ainsi proche de la mission que Napoléon I^{er} lui avait assignée lors

de sa création en 1807 : « Je veux que, par une surveillance active, l'infidélité soit réprimée et l'emploi légal des fonds publics garanti. » Mais ses avis sont peu suivis d'effets et, dans tous les cas, même s'ils sont largement médiatisés, ils ne possèdent pas le caractère de la contrainte. Illustration : courant 2014, la Cour des comptes a mis en cause « la qualité et la sincérité des prévisions de recettes fiscales » émises par le ministère des Finances sur le budget 2013. Ce que Bercy dément, bien évidemment, produisant ses propres chiffres et explications pour sa défense.

Il serait donc opportun de renforcer le pouvoir de la Cour des comptes, en lui conférant une véritable mission de « chien de garde » de la dépense et de la recette publiques. Rien n'est plus simple : il suffit au législateur de le décider.

Par ailleurs, la Cour des comptes n'a pas pour but d'évaluer la compétence ou l'incompétence des gouvernants, ni même d'apprécier la tenue ou non des promesses électorales. Mais si cette mission lui était aussi confiée, la création de la haute autorité évoquée précédemment serait inutile.

Quant au contrôle de l'action du gouvernement censé être assuré par l'Assemblée nationale, ne nous leurrions pas. La majorité présidentielle qui oserait remettre en cause la politique du gouvernement issu du même bord n'est pas encore sortie des urnes.

Enfin, nous rappellerons que l'Assemblée nationale et le Sénat disposent d'une totale autonomie pour décider de leur budget, de la rémunération des parlementaires, etc. S'il n'y a pas de raison particulière de s'offusquer du niveau de rémunération de ces derniers, nous pouvons nous interroger sur les raisons qui motivent la non-imposition

de l'indemnité de fonction (salaire du parlementaire, soit 5 150 euros pour un député et 5 390 euros pour un sénateur) ou l'octroi d'indemnités pour frais de mandat sans qu'il soit besoin de fournir de justificatifs (5 770 euros par mois pour un député et 6 240 euros pour un sénateur). Étranges pratiques. Quand ceux qui édictent les règles y échappent... La justice et l'égalité de traitement recommanderaient de revoir ces pratiques quasi monarchiques.

Chaque fois que l'on soulève un coin du voile qui cache l'océan de nos dysfonctionnements, on découvre une réforme bloquée et une caste de privilégiés.

✓ **Mettre un terme au mille-feuille français**

Véritable serpent de mer de la V^e République, la simplification du mille-feuille français a toujours été retardée, notamment à cause de tous les élus et administratifs qui perdront leurs postes et privilèges. Elle constitue pourtant une grande priorité. Nous devons faciliter la vie des Français et des acteurs économiques et en parallèle réduire le train de vie de l'État dans son ensemble. Il en va de notre compétitivité et de notre capacité à rivaliser avec les grandes nations émergentes qui font preuve d'agilité, de réactivité, et n'ont pas fini de nous étonner ni de nous prendre de vitesse.

L'énumération des multiples composantes du corset de plomb politico-administratif qui paralyse le pays suffit à prendre la mesure du problème : mairie, communauté de commune, « pays », métropole, sous-préfecture, département et préfecture, région et préfecture de région, Conseil économique, social et environnemental, Assemblée nationale, Sénat, gouvernement, Conseil d'État, Conseil constitutionnel, présidence de la République. À quoi il faut

ajouter les échelons européens (Parlement, Commission, Conseil, Cour de justice).

Le chantier sera complexe tant les strates de cette organisation sont imbriquées les unes dans les autres. D'ailleurs, rares sont ceux qui s'y retrouvent. Il faut pourtant réformer et simplifier cet ensemble en nous concentrant sur les résultats à atteindre, sans jamais chercher à préserver les acquis des trop nombreux élus français. Voici quelques idées à soumettre à l'épreuve du débat :

- Regrouper les petites communes pour constituer, sauf exception, des ensembles communaux de 5000 habitants et plus. Il y a seulement 1 114 villes de plus de 9000 habitants et... 31 590 de moins de 2000 habitants.

Personne n'a une idée précise du coût exorbitant induit par la gestion des 36 681 communes françaises et la coordination de cet ensemble par les services de l'État, les préfets, l'administration fiscale. Une rationalisation ne pourrait qu'améliorer la qualité du service public et son coût.

- Organiser le territoire national en onze grandes régions autour des principales métropoles (Paris, Nantes, Tours, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Nice, Lyon, Strasbourg, Lille et Rouen). Les départements leur seraient rattachés et leurs missions gérées par un seul exécutif régional tout en conservant des structures de proximité.
- Clarifier les missions de chaque collectivité afin de mettre un terme aux dérives de la clause générale de compétence, qui autorise chaque niveau territorial à légiférer comme bon lui semble.

- Fusionner la fonction publique territoriale et la fonction publique d'État, qui n'a aucun sens, afin de faciliter la gestion des carrières de l'ensemble des serviteurs de la Nation.
- Supprimer le Conseil économique, social et environnemental, ou le fusionner avec le Sénat.

Moins d'échelons administratifs, plus de concentration régionale et davantage de proximité avec les acteurs de l'économie, à n'en pas douter, une telle organisation politique et territoriale contribuera à réduire son coût, accroîtra la réactivité/compétitivité de nos entreprises et favorisera la création d'emplois.

Manuel Valls a décidé d'ouvrir ce chantier. Bravo. Nous suivrons son action de près.

Puisqu'il semble bien inspiré, nous lui recommandons de faire graver dans le marbre de nos institutions le nom et le périmètre d'action des grands ministères régaliens. Voilà trois décennies que nous assistons au concours Lépine de l'innovation gouvernementale, avec des ministères à géométrie variable et des noms à rallonge... Chacun jouant des coudes pour que son ministère soit un ministère d'État et bénéficie de la meilleure place dans la hiérarchie du protocole gouvernemental. Un exemple ? Il y avait sept ministres et secrétaires d'État à Bercy sous le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Il y en a cinq avec le gouvernement Valls, mais le Commerce extérieur est maintenant rattaché au ministre des Affaires étrangères, dont dépendent trois secrétaires d'État. C'est à s'y perdre. D'où la nécessité de stabiliser les grandes fonctions régaliennes du gouvernement autour d'une douzaine de grands ministères essentiels.

Il faudrait profiter de ce travail de réorganisation gouvernementale pour décroïsonner notre système jacobin qui est à la fois trop pyramidal, centralisateur et étanche. En effet, la défense de son pré carré par chaque grand ministère a favorisé la création de cloïsons régaliennes qui, bien souvent, empêchent ou sclérosent de nombreuses synergies entre les administrations ou qui éloignent les décideurs des réalités.

Ce chantier permettrait aussi de prendre en compte la révolution numérique qui s'opère sous nos yeux et qui bouscule bien des pratiques de gouvernance, à l'exception de celles de l'État. Jeunes générations en tête, les citoyens ont de plus en plus de mal à accepter l'archaïsme de notre système politico-administratif et son immobilisme face aux nouvelles technologies, quand il s'agit d'en tirer le meilleur pour améliorer le service public ou le service rendu au public.

Enfin, nous rappellerons que le plus important pour les Français et l'ensemble des acteurs économiques et sociaux, ce n'est pas que le gouvernement soit perçu comme étant le seul à agir, mais que l'action de l'État s'effectue à son meilleur niveau d'efficacité (principe de subsidiarité) et, dans l'idéal, le plus proche possible du terrain ou du sujet concerné.

✓ **Vote blanc**

Aujourd'hui, même s'il a le choix entre A, B, C, D et E, le citoyen n'a pas la possibilité de rejeter l'offre politique dans son ensemble. Ce serait pourtant légitime. Dans sa grande sagesse, le peuple souverain pourrait bien être tenté de renvoyer dos à dos candidats et partis s'il ne se retrouve dans aucun programme ou leader. Mais le vote blanc n'est pas pris en compte et l'abstention, si importante

soit-elle, ne compromet pas une élection. Le mode de scrutin actuel permet d'assurer l'élection des candidats des partis majoritaires, favorise le clientélisme et entretient les corporatismes.

Pour en finir avec ces petits scrutins entre amis qui imposent un choix prédéterminé et donc un verdict sans surprise, il faut que le vote blanc soit pris en compte dans les suffrages exprimés. Ainsi, le peuple décidera de son avenir et du choix des hommes et des femmes qui dirigeront la France et seront dès lors vraiment représentatifs. Les opposants à cette mesure rétorquent que la prise en compte du vote blanc dans le décompte des suffrages exprimés rendra très difficile la formation de majorités. L'argument à lui seul suffit à tuer le système actuel. Il revient à dire que si les Français pouvaient voter librement, ils seraient incapables de s'entendre sur un nom ou un parti pour gouverner, l'offre politique étant si médiocre. Et il confirme que le jeu politique actuel pervertit la nature même de la démocratie et entrave le gouvernement du peuple par le peuple. La démocratie est devenue un gouvernement du peuple par une élite qui détourne le système à son profit. C'est tout le problème. Les Français sont prêts à voter en faveur du vrai changement, mais ce droit pourtant légitime à être bien gouverné leur est refusé. Le système bi partisan a confisqué le pouvoir grâce à ce mode de scrutin, qui empêche toute remise en cause et permet de faire élire les candidats du système sans qu'il soit jamais besoin de réunir une véritable majorité. Nous sommes ainsi gouvernés par des élus dont la légitimité est usurpée. Faute de mieux, nous sommes obligés d'élire des hommes et des femmes dont les programmes ne nous conviennent pas. En 2012, le choix portait entre un candidat de droite qui venait d'alourdir le déficit de la France de 550 milliards

d'euros et un candidat de gauche qui allait coûter près de 500 milliards au pays d'ici 2017. Dès lors, il ne faut pas s'étonner du divorce désormais consommé entre la classe politique et les Français.

Un divorce qui se traduit par une abstention de masse : près de 60 % aux dernières élections européennes. Quelle est la légitimité des élus dans pareil cas ? Si l'on considère l'ensemble de l'électorat, les députés européens du FN ont été élus par 10,6 % des Français, ceux de l'UMP par 8,5 % et ceux du PS par 6,2 %.

Pour que les partis politiques se remettent en cause et se placent au service de la France et de l'intérêt général, nous devons en passer par cette épreuve du vote blanc.

Les débuts seront peut-être difficiles. Mais l'exercice obligera les partis à s'adresser aux Français et non à un seul camp. Il les forcera à devenir réalistes, experts, bons comptables. Il limitera le recours aux promesses auxquelles personne ne croit. Il fera sans doute sauter des lignes de fracture (droite/gauche, riche/pauvre, public/privé, etc.) et aboutira à de possibles coalitions regroupant « deux Français sur trois ». Le rêve de Valéry Giscard d'Estaing. Il permettra de constituer de vraies majorités capables d'entraîner la France et les Français et favorisera l'avènement de dirigeants politiques responsables.

✓ **Calendrier électoral**

Dans notre système, nous devons élire au suffrage universel tous ceux qui nous gouvernent, à l'exception des ministres (qui sont nommés) et des sénateurs (élus par les grands électeurs), et nous passons notre temps à voter. Pour élire les maires (en 2014), les députés européens (en

2014), les conseillers régionaux et généraux (en 2015), le président de la République (en 2017) et les députés (en 2017). Des hommes et des femmes dont nous ne retenons bien souvent même pas les noms. Comme aucun mandat n'est calé sur la même durée et que rien n'est synchronisé, le pays vit au rythme des victoires, des défaites, des revanches et des alternances. Le parti au pouvoir, qui n'a pourtant pas que ça à faire, doit préparer les élections pour éviter de les perdre, tandis que l'opposition, qui, elle, n'a que ça à faire, lui savonne la planche et prépare son retour aux affaires.

Cet état de fait arrange les machines électorales que sont les partis politiques qui maîtrisent le jeu et toutes ses subtilités. Ainsi, la grande essaieuse électorale a beau donner l'illusion de battre les cartes à chaque scrutin, elle ne fait que redistribuer les postes aux membres d'une même famille. Le scénario tend à se répéter.

Pour sortir de ce cycle qui politise à outrance les enjeux et les scrutins et perturbe l'activité des gouvernants, plusieurs solutions s'offrent à nous :

- Il convient d'abord de caler l'ensemble des mandats (sauf celui du président porté à sept ans et demi) sur la même durée : cinq ans.
- Ensuite, organiser le calendrier électoral en deux temps :
 - National. Période recommandée : début novembre, afin que le président élu et sa majorité ne perdent pas de temps avec l'exercice budgétaire et fiscal en cours voté par leurs prédécesseurs.
 - Régional et local. À organiser deux ans et demi après le scrutin national. Période recommandée : au printemps.

- Une autre option, à l'américaine, consiste à n'opérer qu'un renouvellement partiel de la moitié de chaque assemblée à mi-mandat présidentiel. Une formule qui limite les excès de l'alternance mais peut favoriser les périodes de cohabitation.
- La durée du mandat présidentiel – sept ans et demi – permet de faire coïncider cette élection avec l'un des deux temps forts du nouveau calendrier électoral.

Quelle que soit la solution retenue, si nous voulons placer ceux que nous élisons pour gouverner la France dans les meilleures conditions possible d'exercer le pouvoir, cette mise à plat du calendrier électoral, véritable métronome de la vie publique et de l'action (ou inaction) politique, est elle aussi nécessaire.

Ce point est d'autant plus essentiel qu'il renvoie à une autre problématique de fond. Aucune organisation ne résiste à la décapitation totale de son équipe exécutive ou de direction générale tous les deux, trois, quatre ou cinq ans. Or c'est ce qu'il advient après chaque élection, alternance ou remaniement. Cette réalité est l'apanage unique des démocraties. Elle crée une instabilité dont peuvent profiter des pays moins soumis aux aléas électoraux. Ils sont souvent davantage capables que nous de conduire des politiques sur le long terme. Les Chinois, par exemple, préparent pendant plusieurs années leurs futurs dirigeants. Il faut y songer, surtout lorsque l'on compose un gouvernement en une nuit.

✓ Un peu d'humanisme

Le véritable humaniste est celui qui prend le temps de réfléchir à la place de l'homme dans la société. En dépit

des apparences, cette préoccupation n'est plus au cœur de notre vie publique.

Dans ce monde ouvert, incertain, à la recherche de repères, traversé par l'information et la désinformation, perturbé par le règne de l'argent roi, soumis à de rapides changements et mutations induits par l'explosion démographique et les révolutions technologiques en cours et enfin fragilisé par l'incapacité du politique à penser le futur, nous devons y réfléchir ensemble.

Sur quelles valeurs partagées voulons-nous bâtir la France de demain ? De quels repères l'Homme a-t-il besoin pour avancer ? Comment réconcilier l'individu et le « travailleur » ? Comment faire face à la schizophrénie induite par l'émergence d'un monde parallèle dématérialisé ? De quelle façon nous préparer aux grandes mutations démographiques et à leurs conséquences ? Nous pourrions ajouter les thèmes des religions, de la famille ou des familles, de la solidarité et tant d'autres.

Dans un contexte apaisé et non partisan (au sens adogmatique), nous aurions intérêt à travailler ces sujets car ils sont au cœur du rapport que l'Homme entretient avec son environnement et de la question centrale qui en découle : comment voulons-nous vivre ensemble ? Car nous devons vivre ensemble. Alors, autant nous préparer à vivre bien, voire heureux. « L'avenir est la seule chose qui m'intéresse, car je compte bien y passer les prochaines années », disait Woody Allen.

✓ Éthique

Impossible de terminer cette dernière partie sans évoquer l'éthique, en commençant bien par la distinguer de la *morale ambiante*, véritable éteignoir des consciences

et de la liberté de parole, outil de polémique et levier de clivage qui interdisent de prononcer certains mots sans risquer d'être aussitôt catalogué. Nous assistons au crépuscule de la pensée libre. Précisons que ce propos ne vise à défendre aucun humoriste et surtout pas ceux qui ne font plus rire personne.

Laissons de côté la morale ambiante pour nous intéresser un court instant à l'éthique et aux principes qui devraient inspirer ceux qui nous gouvernent et nous représentent, ou aspirent à le faire. Car, dans la pratique, le spectacle de la vie politique française est consternant.

Il appartient aux élus et aux gouvernants de montrer l'exemple, dans les faits, les actes et les paroles. Certes, chacun a droit au respect de la vie privée. Mais, dans ce cas, que ceux qui ne sont pas irréprochables se taisent et s'interdisent de donner des leçons aux autres.

Ils doivent s'abstenir de mentir aux Français et le mensonge devant la représentation nationale devrait être aussi sévèrement sanctionné.

Ils ont l'obligation de faire passer l'intérêt général avant les leurs. Servir au lieu de se servir.

Ils se doivent d'agir avec honneur et de s'abstenir de profiter de leur position pour s'enrichir.

Le débat public français est tombé si bas qu'il faut réfléchir à l'instauration d'un code de bonne conduite pour les élus et les gouvernants. L'agressivité actuelle du débat public rejaillit sur la nation entière et se transforme en irascibilité collective.

C'est par l'éthique et l'exemplarité que nous rétablirons le lien de confiance entre les citoyens et ceux qui les représentent pour diriger le pays.

✓ En synthèse... Les dix principes de notre droit à être bien gouvernés

I. Le projet que nous défendons, au travers de cette esquisse, repose sur une approche humaniste et des valeurs qui visent à relever le niveau du débat public, à commencer par le respect, la dignité, l'éthique et l'exemplarité qui lui font tant défaut.

II. Il se fonde sur plusieurs principes qu'il convient de rendre constitutionnels, ou, pour le moins, qui doivent trouver une traduction concrète dans la loi ou, selon les cas, une charte de déontologie : la responsabilité des élus et gouvernants dans la gestion des affaires du pays, l'obligation de réalisme, le principe de précaution économique, la recherche de l'efficacité de l'action publique avec la volonté de la placer au meilleur niveau d'intervention requis, la prise en compte de l'intérêt général et du long terme.

III. Dans cet esprit, une redéfinition profonde des rôles et missions du pouvoir politique (et des cabinets) devra s'opérer, notamment en ce qui concerne ses rapports avec une administration qu'il faut dépolitiser. Le politique doit retrouver la plénitude de sa charge et disposer d'une vraie prise de recul, avec l'aide d'une fonction publique obéissante, mais libre d'en remonter et respectée dans son pluralisme. Dans le même temps, le niveau de compétence de l'exécutif devra se renforcer significativement afin de faire face aux défis actuels et futurs de la gestion de l'État, dans un contexte européen et global qui ne cesse de se complexifier et de s'accélérer. La compétence doit devenir un critère de légitimité. Enfin, une réorganisation de l'État sera nécessaire

afin d'améliorer le service public et le service rendu au public (décloisonnement, principe de subsidiarité, numérique, etc.).

IV. Une réduction des deux tiers du nombre de parlementaires (250 députés et 100 sénateurs) devra s'accompagner de mesures destinées à favoriser le renouvellement de la classe politique et à lutter contre les rentes de situation : l'interdiction du cumul des mandats et une limitation à un ou deux selon les cas du nombre de mandats consécutifs. Ici, l'essentiel est de casser la professionnalisation de la fonction politique.

V. Il conviendra également de mettre en place des mécanismes qui permettront à l'Assemblée nationale et au Sénat d'être, par leur diversité, véritablement représentatifs de la Nation. Les corps intermédiaires doivent être régénérés en profondeur. Cette nouvelle représentativité se traduira par davantage de parité et de diversité et un meilleur équilibre dans l'origine socio-professionnelle des parlementaires. Il en va de même pour nos syndicats.

VI. Cela supposera de définir le statut de l'élu et de placer sur un pied d'égalité les candidats issus du public avec ceux du privé.

VII. Le contrôle de l'action du gouvernement, de même que celui des élus, devra faire l'objet d'un renforcement très sérieux. L'objectif est ici de donner au peuple une vision claire et objective de la performance de ceux qui les représentent et gouvernent, d'une élection à l'autre, et de mesurer les écarts entre promesses électorales et résultats. L'institution indépendante chargée de ce travail aura aussi pour mission de chiffrer les programmes électoraux.

VIII. Dans le but de permettre au peuple de rejeter l'offre politique dans son ensemble si elle ne lui convient pas, nous préconisons la prise en compte du vote blanc dans l'expression finale de chaque scrutin. Une telle mesure pourra avoir pour effet de stimuler la formation de coalitions de gouvernement qui l'emporteront sur des clivages droite/gauche dépassés et obligera les partis politiques à davantage de réalisme et de pragmatisme.

IX. Pour éviter les pièges de l'actuel calendrier électoral qui oblige partis et gouvernement à mener des campagnes quasi permanentes, nous recommandons de caler l'ensemble des mandats électifs sur la même durée, cinq ans, et de créer un temps fort électoral tous les deux ans et demi, l'un national, l'autre local et régional. Les élections européennes, qui ont lieu tous les cinq ans, pourraient se dérouler au moment des élections législatives. Quant au président de la République, il doit être non rééligible et son mandat porté à sept ans et demi ; son élection coïncidera avec l'un des deux temps forts du nouveau calendrier électoral.

X. Amorcée par le gouvernement Valls, la simplification du mille-feuille administratif devra être menée à son terme dans les meilleurs délais. Mais nous estimons que cette réforme territoriale est insuffisante et qu'il aurait mieux valu tendre vers onze régions et non quatorze. Par ailleurs, il conviendrait de réduire significativement le nombre de communes françaises en créant des ensembles communaux de 5 000 habitants.

CONCLUSION

Le moteur politique de la France est cassé, il ne *produit* plus rien de bon et ceux qui sont à la tête du pays depuis bientôt quarante ans ne sont pas en mesure de tirer le pays de cette mauvaise passe ni d'inverser le sens de la pente sur laquelle nous glissons collectivement. Le système politico-démocratique français le leur interdit. Dans le même temps, le moteur économique du pays tourne de plus en plus mal et fait chaque jour davantage de « victimes économiques » imputées à tort aux entreprises. Pourtant, et ce n'est pas le moindre des paradoxes de cette période, plus l'État engloutit de richesses et plus notre pays compte de chômeurs, de pauvres, d'inégalités. Nous subissons les affres de la confusion des idées et de l'effondrement des valeurs. Nous vivons dans l'espérance que la redistribution ne s'arrêtera jamais alors qu'elle épuise la France. Nous commençons à payer au prix fort l'absence totale de vraies réformes. Enfin, pour couronner le tout, nous n'avons ni plan, ni cap, ni leader pour espérer le retour des jours meilleurs dans un horizon assez proche pour être stimulant.

Pour leur défense, nos dirigeants prétendent que la France et les Français sont ingouvernables. Mais avec ces gouvernants hors-sol et cette Constitution dévoyée, comment s'en étonner ?

Nous ne nous en sortirons plus avec ce système politique inopérant, cette élite politico-administrative déconnectée des réalités et cette représentation nationale et syndicale qui ne représente et ne sert qu'elle-même.

Le débat national doit porter sur un vrai programme de priorités et d'objectifs. Nos élus et gouvernants en sont incapables et le cafouillage continuera ainsi tant que le débat portera sur des noms, des partis et des chapelles, de fausses valeurs confondues avec les vraies.

Mais tout n'est pas perdu ! La balle est désormais dans le camp du peuple. Il dispose du pouvoir de réaction. Il peut refuser de se laisser manipuler plus longtemps par une élite politico-gouvernante coupée des réalités et ainsi choisir son avenir. Il peut décider d'imposer un nouveau système de gouvernance. C'est son droit le plus strict. À condition de se réveiller et de retrousser ses manches.

Le vrai changement, celui qui ramènera la France sur la voie d'une nouvelle ère de prospérité, nous imposera à tous des efforts et des sacrifices. Nous devons les accomplir ensemble, avec audace, dans un mouvement accepté et concerté. Une seule réforme ne suffira pas. Ni même une succession de réformes de fond. Nous n'avons plus assez de temps et d'argent pour nous contenter d'une succession de petits pas, voire de quelques grands pas. C'est un bond de géant qu'il nous faut effectuer, pour rattraper le retard accumulé depuis quatre décennies. Un retard dont nous connaissons maintenant le prix. Dans l'idéal, il faudrait mener de front l'ensemble des réformes. A défaut, nous devons commencer par tout ce qui peut être réalisé dès maintenant, sans qu'il soit besoin de modifier la Constitution ou d'organiser un référendum. Tout ce qui peut être accompli en faveur d'une

meilleure gouvernance doit être mis en œuvre maintenant : les efforts destinés à redresser les comptes publics et ceux favorisant la dynamisation de l'économie, la simplification politico-administrative de la France, la rénovation des rapports entre le pouvoir politique et l'administration, les nouvelles règles de fonctionnement de la vie publique.

Le mouvement doit être collectif. Si les Français veulent reprendre leur destin en main et faire de la France une nation prospère et généreuse, ils doivent se réveiller et s'en donner les moyens. Cette décision leur appartient. Ils peuvent, par leur engagement, insuffler cette profonde et indispensable régénération de la vie politique. Le peuple doit s'engager dans le chemin afin que ses élites n'aient plus d'autre choix que de le suivre. L'exemple viendra d'en bas, avant de s'imposer en haut. Pour cela, chacun se devra d'accomplir un pas dans la direction du changement et des grandes réformes dont notre pays a un besoin vital.

« Pour porter les affaires de la France au plus haut point de prospérité qu'elles aient jamais atteint, une seule chose est nécessaire, c'est que les Français soient pour la France », avait écrit Mazarin à la reine. C'est ainsi que la France s'en sortira. Grâce à son peuple.

Mais si les Français attendent que les politiques fassent ce travail à leur place, ils patienteront encore de nombreuses années et la France perdra son statut de Nation.

Il y aura des résistances. C'est évident. Mais si l'intérêt général prend le dessus, si nous acceptons de nous comporter en citoyens responsables et mettons de côté, pour un temps, nos intérêts personnels, nous réussirons. La France réussira et nous en serons fiers.

✓ Que faire ? Par quoi commencer ?

Ce manifeste est un point de départ, un appel à la mobilisation citoyenne.

Il n'est pas ici question de prôner une révolution qui ruinerait le pays, ni même de réclamer des têtes. Utilisons les voies offertes par le dialogue au sein d'un État de droit comme la France pour (re)prendre le pouvoir et le contrôle de la situation. Nous devons revendiquer notre droit à être bien gouvernés. Il est légitime. Il doit devenir constitutionnel et, dans tous les cas, se concrétiser.

Telle est l'ambition de ce manifeste, fruit d'un passionnant travail collectif, et des réflexions que nous menons au sein de Synopia, le *think tank* que nous avons fondé pour développer et faire grandir ces idées.

À court terme, plusieurs leviers d'action, simples et efficaces, sont à notre portée, car il faut commencer maintenant :

- Promouvoir notre droit à être bien gouvernés, de toutes les façons légales possible.
- Agir en faveur de tout ce qui peut être accompli maintenant.
- Créer des forums au sein desquels le plus grand nombre de nos compatriotes s'approprièrent ces sujets et définiront la façon dont ils veulent être (bien) gouvernés.
- Lancer une grande pétition en faveur de notre droit à être bien gouvernés.
- Proposer aux élus de signer une charte de la bonne gouvernance, inspirée de ces pages.

Dans un deuxième temps, nous organiserons, avec d'autres, les états généraux de la gouvernance démocratique.

Ces états généraux devront réunir l'ensemble des composantes de la société française et surtout les Français eux-mêmes, sans la cohorte des intermédiaires dont nous avons vu qu'ils n'étaient que peu représentatifs et efficaces. Les technologies de l'information peuvent nous fournir de précieux outils pour organiser une grande concertation nationale sur l'avenir du pays, de nos institutions et sur la façon dont nous voulons être gouvernés.

Le jour où des millions de Français se mobiliseront pour réclamer leur droit à être bien gouvernés, nous serons à l'aube d'une ère nouvelle pour la France et l'espoir renaîtra.

Nous (re)prendrons ainsi le pouvoir.

Nous partons de rien. Peut-être. Mais soyons audacieux et essayons !

« Nous devons être le changement que nous voulons voir dans le monde », disait Gandhi.

Chiche !

PRÉSENTATION DE SYNOPIA

Créé en avril 2012, Synopia est le *think tank* français dont les travaux visent à améliorer la gouvernance des institutions publiques et privées, en France et en Europe. Engagés dans une démarche citoyenne et humaniste, ses membres ont pour ambition d'imaginer des solutions utiles, efficaces et innovantes dans le domaine de la gouvernance, et d'agir pour leur mise en œuvre. À plus long terme, Synopia souhaite contribuer à l'émergence d'un nouveau Droit, celui des peuples et des acteurs économiques et sociaux à être bien gouvernés.

Indépendant, Synopia est composé de cent cinquante membres issus d'horizons différents : économie, diplomatie, corps préfectoral, justice, défense, fonction publique, journalisme, santé, politique, éducation, culture, etc.

www.synopia.fr

www.reprenonslepouvoir.fr



**AIDEZ-NOUS À ŒUVRER EN FAVEUR
DE NOTRE DROIT À ÊTRE BIEN GOUVERNÉS.**

**Vous avez aimé ce manifeste ?
Alors, offrez-le à un ami, un proche !**

BON DE COMMANDE

Prénom :

Nom :

Adresse :

.....

email :

.....

	Nb	Total
Nombre d'exemplaires commandés (10€ pièce)		
Frais de port (France métropolitaine) :		
pour 1 exemplaire :	2 €	
pour 2 exemplaires :	4,50 €	
pour 3 exemplaires :	6,50 €	
pour 4 exemplaires :	9 €	
de 5 à 10 exemplaires :	11 €	
Total de votre commande		

Livraison sous huitaine.

Bon de commande et chèque correspondant à renvoyer à :
Synopia, 51, avenue Montaigne, 75008 Paris

Vous pouvez aussi commander en ligne et régler par carte bancaire.
Rendez-vous sur notre site : www.reprenonslepouvoir.fr

Nous pouvons aussi expédier le manifeste de votre part.
Dans ce cas, ou pour toute autre question, contactez-nous par mail à
l'adresse suivante : synopia@synopia.fr